



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

sese

PORTRAIT DE TERRITOIRES



indicateurs
2022

POPULATION	
EMPLOI	
MARCHÉ DU TRAVAIL	
PAUVRETÉ - PRÉCARITÉ	
TISSU PRODUCTIF	
POLITIQUES DE L'EMPLOI	
POLITIQUES DE SOLIDARITÉ	
COMMERCE EXTÉRIEUR	

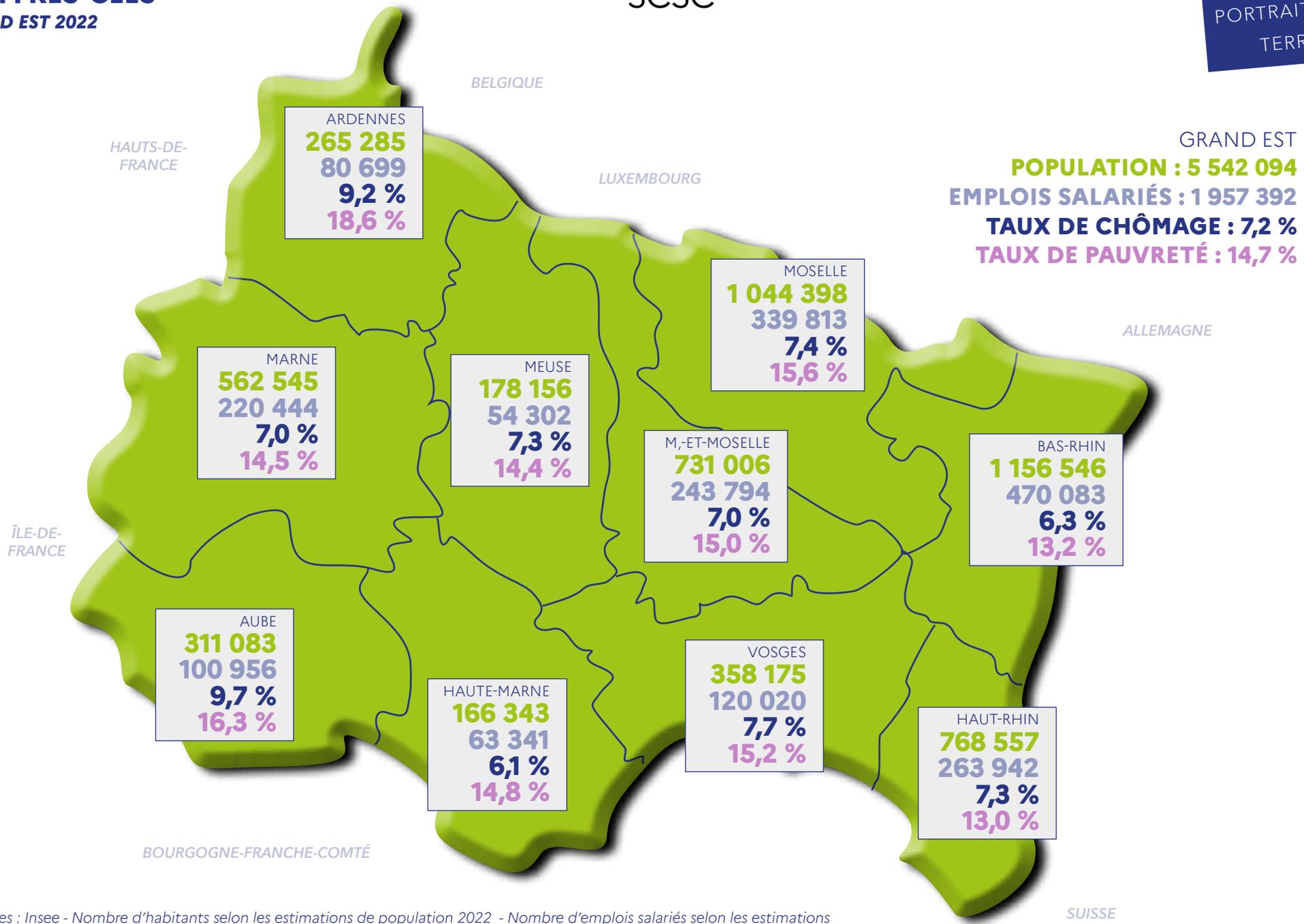
GRAND EST

Service études statistiques et évaluation

dreets
grand-est.dreets.gouv.fr

CHIFFRES-CLÉS.....	4
POPULATION.....	5
ÉVOLUTION DE LA POPULATION 2013-2018 SELON LES RÉGIONS	6
ÉVOLUTION 2013 - 2018 DE LA POPULATION SELON LES EPCI	7
STRUCTURE DE LA POPULATION.....	8
ÉVOLUTION DE LA POPULATION	9
SOLDE NATUREL ET MIGRATOIRE	10
PYRAMIDE DES ÂGES ET POPULATION PAR TRANCHE D'ÂGE.....	11
RÉPARTITION DE LA POPULATION DE 15 À 64 ANS.....	12
EMPLOI.....	13
EMPLOI SALARIÉ SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ	14
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 2008 - 2018 SELON LES RÉGIONS ET RÉPARTITION ENTRE SPHÈRE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE	15
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 2008 - 2018 SELON LES DÉPARTEMENTS ET RÉPARTITION ENTRE SPHÈRE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE	16
ÉVOLUTION 2008 - 2018 DE L'EMPLOI SELON LES EPCI	17
ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM	18
ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM SELON LE SECTEUR A38.....	19
TAUX D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI	21
RÉPARTITION DES ACTIFS OCCUPÉS SELON LE DOMAINE PROFESSIONNEL.....	23
DENSITÉ AU KM ² D'ACTIFS OCCUPÉS	25
DENSITÉ AU KM ² D'EMPLOIS.....	25
ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE	26
ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR ARRONDISSEMENT.....	27
ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL	28
ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL PAR ARRONDISSEMENT	29
FLUX INTERNES ET EXTERNES.....	30
FLUX DOMICILE - TRAVAIL ENTRE LES PRINCIPAUX EPCI.....	31
RÉPARTITION DES FRONTALIERS SELON LES ARRONDISSEMENTS.....	32
LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL	33
EFFECTIFS DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS SELON LES RÉGIONS	38
TOP 10 SELON LA NATIONALITÉ DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS	39
TOP 10 SELON LE PAYS D'ORIGINE DES ENTREPRISES	40
TOP 5 DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	41
MARCHÉ DU TRAVAIL	42
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIE A) 2020-2021 SELON LES RÉGIONS	43
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIES ABC) 2020-2021 SELON LES RÉGIONS	44
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES	45
PART DE DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES.....	45
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON LA TRANCHE D'ÂGE ET LE SEXE	46
DEMANDEURS D'EMPLOI CAT. A / CAT. ABC PAR EPCI	47
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION	48
PART DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION.....	49
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION.....	49
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION ET LA TRANCHE D'ÂGE	50
TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN	51
ÉVOLUTION 2012-2021 DU TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN.....	52
ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE LOCALISÉ	53

PAUVRETÉ - PRÉCARITÉ	54
NIVEAU DE VIE	55
TAUX DE PAUVRETÉ À 60 %	56
TAUX DE PAUVRETÉ À 60 % SELON LE TYPE DE MÉNAGE	57
INDICATEURS DE PAUVRETÉ	58
LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	59
TAUX DE PAUVRETÉ DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	60
TAUX D'EMPLOI DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	61
TISSU PRODUCTIF	62
STOCK D'ÉTABLISSEMENTS PAR TRANCHE D'EFFECTIF ET SECTEUR A38	63
RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS EN 5 GRANDS SECTEURS	65
RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SELON LEUR TAILLE	66
CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS 2011-2020	67
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS 2011-2020	68
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2010-2020 SELON LES DÉPARTEMENTS	69
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2010-2020 SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ	70
SPÉCIFICITÉS SECTORIELLES (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET VOLUME D'EMPLOI PAR SECTEUR	71
TOP 25 DES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ	72
PRÉSENCE DES SALARIÉS SELON LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ ET LES EPCI	73
POLITIQUES DE L'EMPLOI	74
ENTRÉES EN PACEA ET GARANTIE JEUNES	75
RÉPARTITION PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE DES JEUNES ENTRÉS EN PACEA ET GARANTIE JEUNE	76
LOCALISATION DES STRUCTURES DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (IAE) PAR EPCI	77
STOCK ET FLUX D'EMBAUCHES EN CDDI EN ATELIER OU CHANTIER D'INSERTION (ACI)	78
STOCK ET FLUX D'EMBAUCHES EN CDDI EN ENTREPRISE D'INSERTION (EI)	79
STOCK ET FLUX DES MISES À DISPOSITION PAR UNE ASSOCIATION INTERMÉDIAIRE (AI)	80
STOCK ET FLUX DES MISES À DISPOSITION PAR UNE ENTREPRISE DE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION (ETTI)	81
STOCK ET FLUX DES BÉNÉFICIAIRES EN CONTRAT UNIQUE D'INSERTION (CUI) ET PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES (PEC)	82
STOCK ET FLUX DES BÉNÉFICIAIRES EN CONTRAT UNIQUE D'INSERTION - CONTRAT INITIATIVE EMPLOI (CUI-CIE)	83
POLITIQUES DE SOLIDARITÉ	84
ALLOCATAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE	85
ALLOCATION DE SOLIDARITÉ SPÉCIFIQUE	86
ALLOCATIONS DU MINIMUM VIEILLESSE (ASV ET ASPA)	87
AIDE SOCIALE À L'ENFANCE	88
AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	89
AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES	90
SURENDETTEMENT DES MÉNAGES	91
PRÉCARITÉ DE LOGEMENT	91
DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE	92
COMMERCE EXTÉRIEUR	93
POSITIONNEMENT DU GRAND EST PARMIS LES RÉGIONS FRANÇAISES	94
LE COMMERCE EXTÉRIEUR SELON LES DÉPARTEMENTS	95
ÉVOLUTION DES CHIFFRES DU COMMERCE EXTÉRIEUR	96
LES 15 PRINCIPAUX PAYS PARTENAIRES	97
LES 20 PRINCIPAUX PRODUITS ÉCHANGÉS	98
SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PAYS	99
SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PRODUITS	100



Sources : Insee - Nombre d'habitants selon les estimations de population 2022 - Nombre d'emplois salariés selon les estimations trimestrielles d'emplois au 4^e trimestre 2021 - Taux de chômage localisés du 4^e trimestre 2021 - Taux de pauvreté à 60 % en 2019

POPULATION

Avec 5 542 100 habitants en 2022, le Grand Est se classe au 6^e rang des régions les plus peuplées de France et concentre 8,4 % de la population métropolitaine. Il est légèrement plus concerné par le vieillissement de la population que l'ensemble de la France métropolitaine : la part des plus de 60 ans s'élève à 28,1 %, contre 27,4 % en Métropole. Par ailleurs, la part des moins de 40 ans est inférieure d'un point à la moyenne métropolitaine.

La population du Grand Est a augmenté depuis 1975, jusqu'à atteindre plus de 5 559 000 habitants en 2015. Depuis lors, cependant, elle se contracte (-0,3 % entre 2015 et 2022), perdant environ 2 400 habitants par an, tandis que la population de la France métropolitaine augmente de 2,1 % sur la même période. Sur 40 ans, de 1982 à 2022, les deux départements de l'Alsace (Bas-Rhin : +26 %, Haut-Rhin : +18 %) contribuent le plus à l'accroissement de la population régionale, alors que les Vosges (-9,7 %), la Meuse (-11,1 %), les Ardennes (-12,4 %) et la Haute-Marne (-21,1 %) perdent en population.

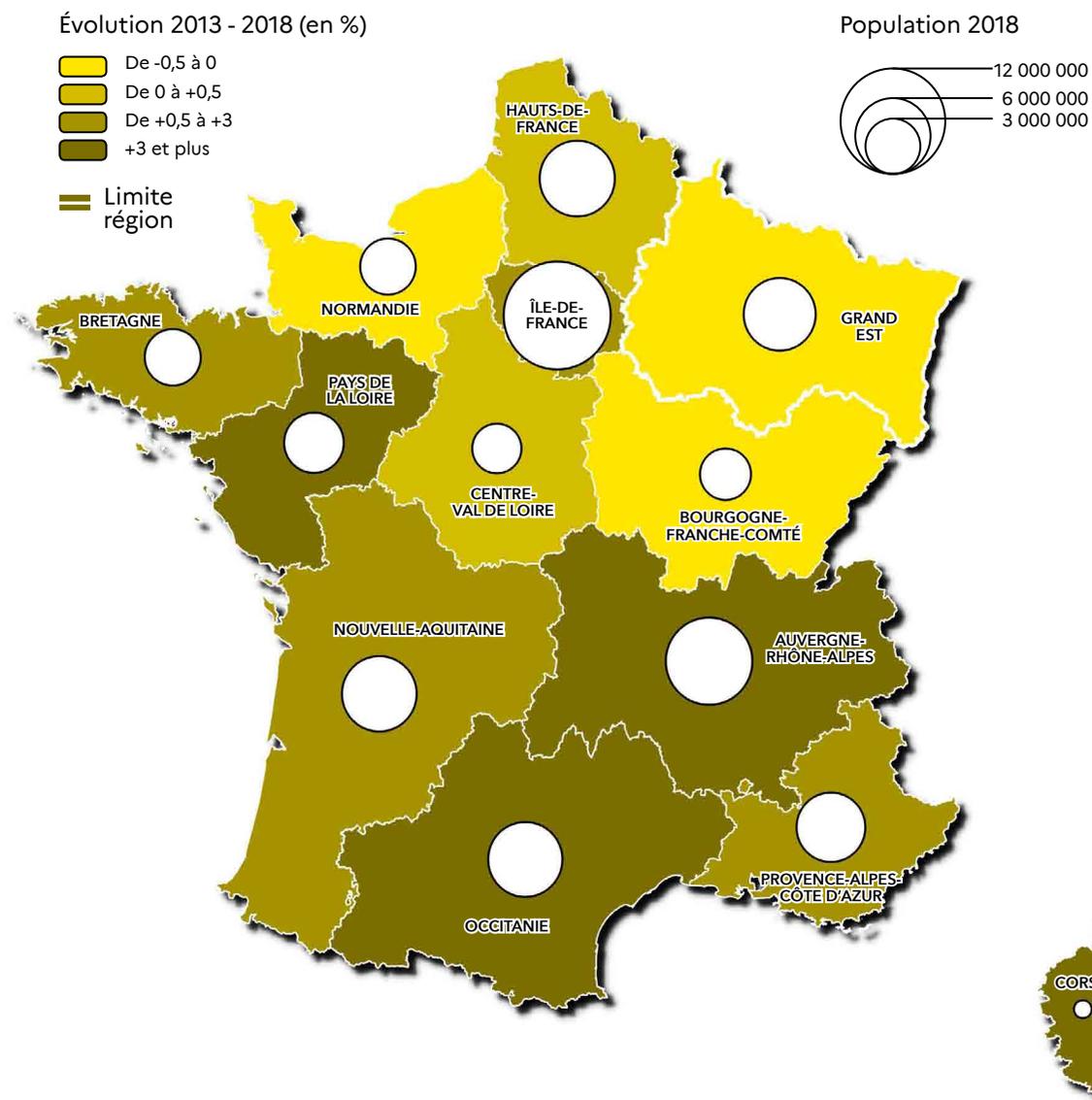
Ces différences se retrouvent au niveau de la densité de population : les quatre départements les moins densément peuplés (de 27 hab./km² en Haute-Marne à 61 hab./ km² dans les Vosges) présentent un contraste important avec le Bas-Rhin, la Moselle, le Haut-Rhin et la Meurthe-et-Moselle ; ces derniers ont une densité moyenne de 187 hab./km² (contre 96,5 hab./km² pour l'ensemble du Grand Est).

Les territoires les plus denses sont, de fait, frontaliers avec l'Allemagne : Bas-Rhin (243 hab./km²), Haut-Rhin (218 hab./ km²), Moselle (168 hab./km²). Quant à la Meurthe-et-Moselle (139 hab./km²), elle est à la fois limitrophe du Luxembourg et de la Belgique. Les échanges transfrontaliers avec les pays limitrophes (Allemagne, Belgique, Luxembourg, Suisse) peuvent effectivement favoriser une plus forte densité, mais celle-ci demeure aussi fortement influencée par la spécialisation sectorielle (agricole, industrielle, ...) propre à chaque territoire, par son histoire ou par sa géographie.

Avec la Bourgogne-Franche-Comté et la Normandie, le Grand Est fait partie des régions n'ayant pas gagné d'habitants entre 2013 et 2018

ÉVOLUTION DE LA POPULATION 2013-2018 SELON LES RÉGIONS

	Population 2013	Population 2018	Évol. (en %)
Île-de-France	11 959 807	12 213 447	2,1
Auvergne-Rhône-Alpes	7 757 595	7 994 459	3,1
Hauts-de-France	5 987 883	6 004 108	0,3
Nouvelle-Aquitaine	5 844 177	5 979 778	2,3
Occitanie	5 683 878	5 885 496	3,5
Grand Est	5 552 388	5 550 389	0,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 953 675	5 052 832	2,0
Pays de la Loire	3 660 852	3 781 423	3,3
Bretagne	3 258 707	3 335 414	2,4
Normandie	3 328 364	3 327 477	0,0
Bourgogne-Franche-Comté	2 819 783	2 807 807	-0,4
Centre-Val de Loire	2 570 548	2 572 853	0,1
Corse	320 208	338 554	5,7
France métropolitaine	63 697 865	64 844 037	1,8



Source : Insee - Recensements de la population 2013 et 2018, exploitation principale

POPULATION

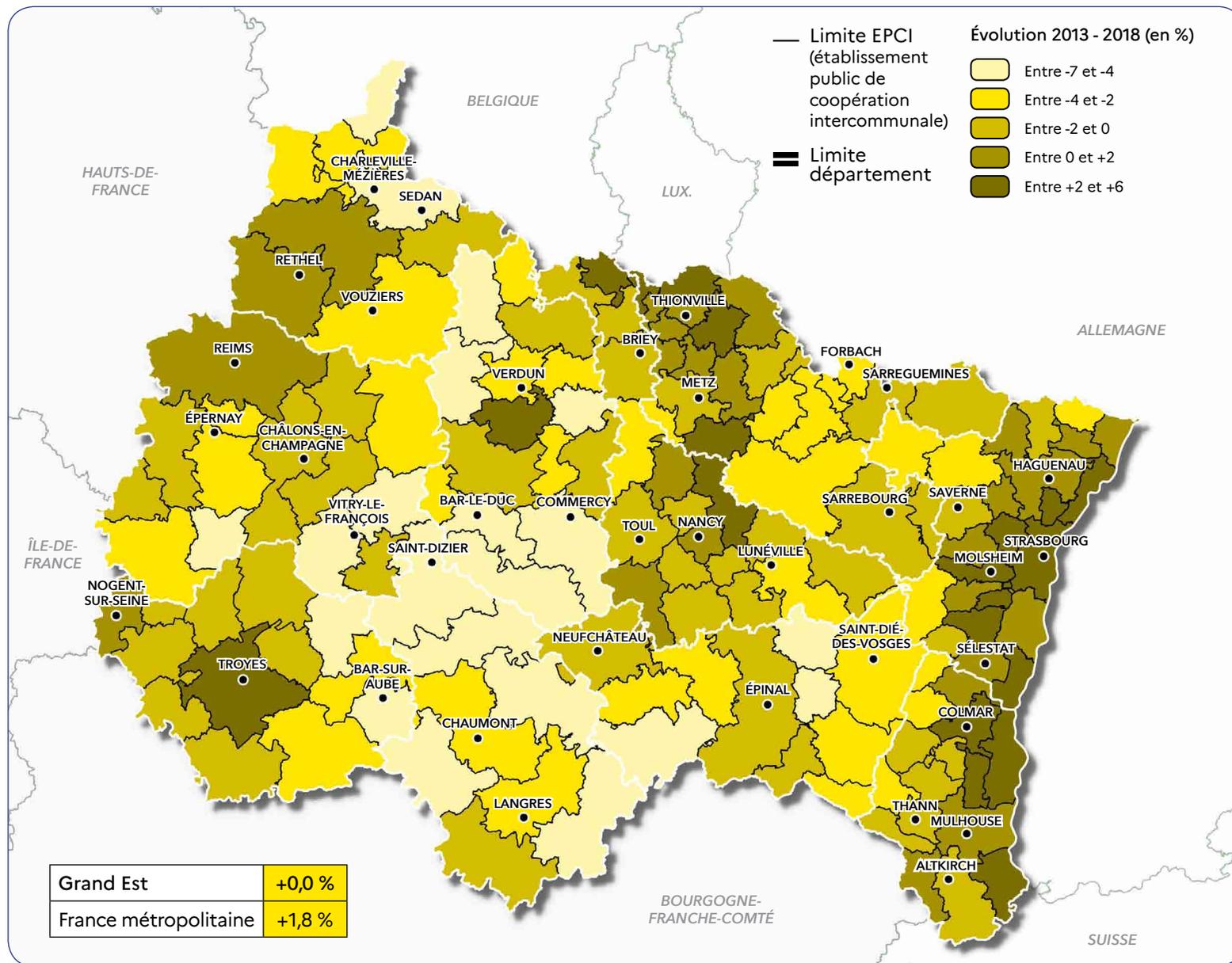
GRAND EST 2022

Accroissement de population
le long de la bande frontalière

ÉVOLUTION 2013 - 2018 DE LA POPULATION SELON LES EPCI

sese

PORTRAIT
DE
TERRITOIRES



Source : Insee - Recensements de la population 2013 et 2018, exploitation principale

Entre 2012 et 2022, l'accroissement de population du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de l'Aube compensent quasiment les reculs dans les autres départements

STRUCTURE DE LA POPULATION

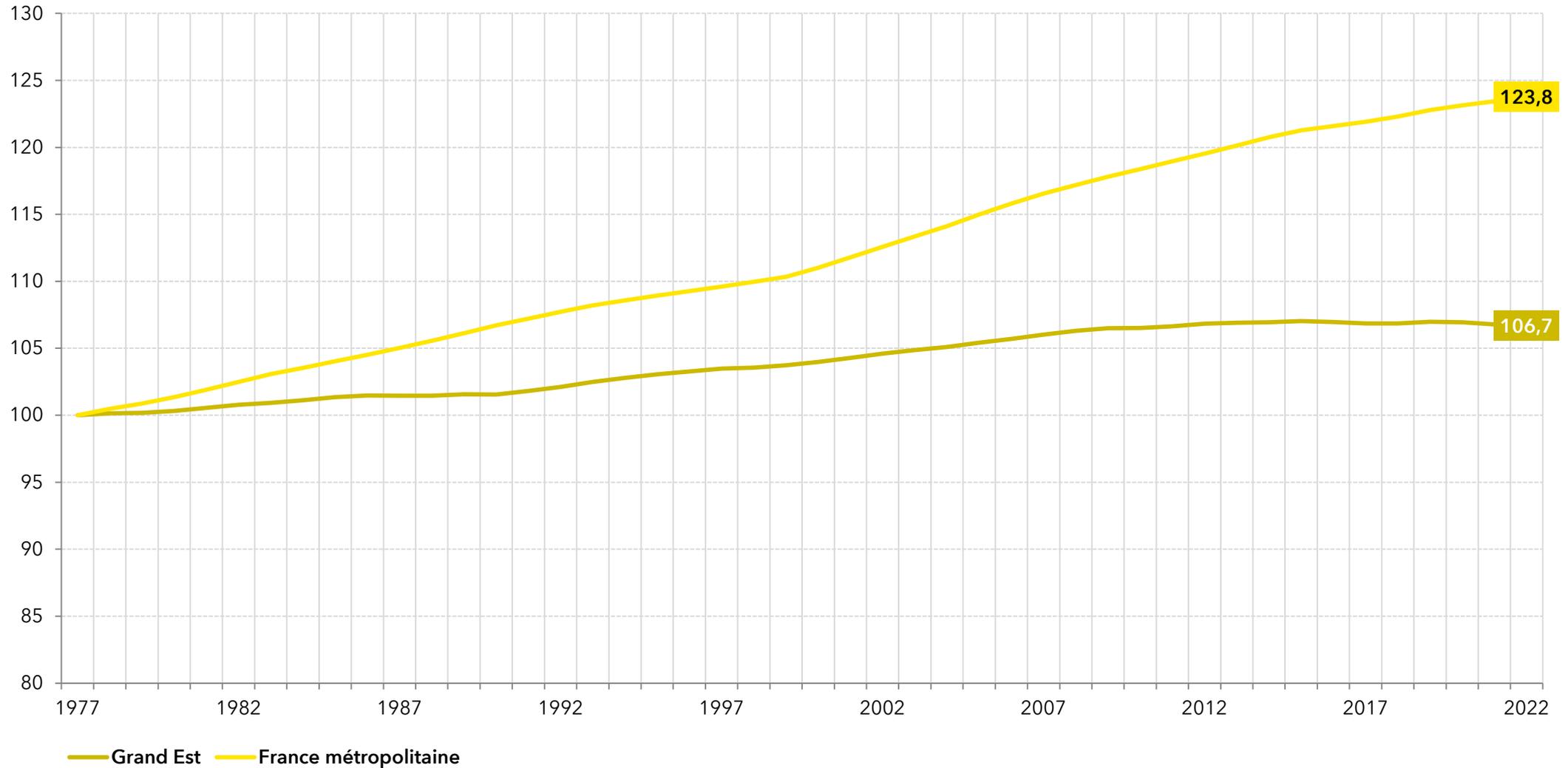
	1982		1992		2002		2012		2022	
	Population	Part (en %)								
Ardennes	302 786	5,8	294 625	5,6	288 520	5,3	282 778	5,1	265 285	4,8
Aube	289 479	5,5	290 731	5,5	295 419	5,4	305 606	5,5	311 083	5,6
Marne	543 437	10,4	560 409	10,6	565 782	10,4	568 750	10,2	562 545	10,2
Haute-Marne	210 786	4,0	202 052	3,8	191 914	3,5	182 136	3,3	166 343	3,0
Meurthe-et-Moselle	717 456	13,7	713 614	13,5	719 199	13,2	733 266	13,2	731 006	13,2
Meuse	200 479	3,8	195 676	3,7	193 312	3,6	192 800	3,5	178 156	3,2
Moselle	1 007 743	19,3	1 013 534	19,1	1 029 636	19,0	1 046 468	18,9	1 044 398	18,8
Bas-Rhin	915 559	17,5	968 879	18,3	1 048 305	19,3	1 104 667	19,9	1 156 546	20,9
Haut-Rhin	650 476	12,4	679 085	12,8	719 749	13,2	755 202	13,6	768 557	13,9
Vosges	396 533	7,6	384 768	7,3	380 879	7,0	377 282	6,8	358 175	6,5
Grand Est	5 234 734	100,0	5 303 373	100,0	5 432 715	100,0	5 548 955	100,0	5 542 094	100,0

Source : Insee - Estimations de population 2022

Un recul de près de 17 000 habitants dans le Grand Est entre 2015 et 2022

ÉVOLUTION DE LA POPULATION

INDICE BASE 100 : ANNÉE 1977 (PÉRIODE 1977 - 2022)

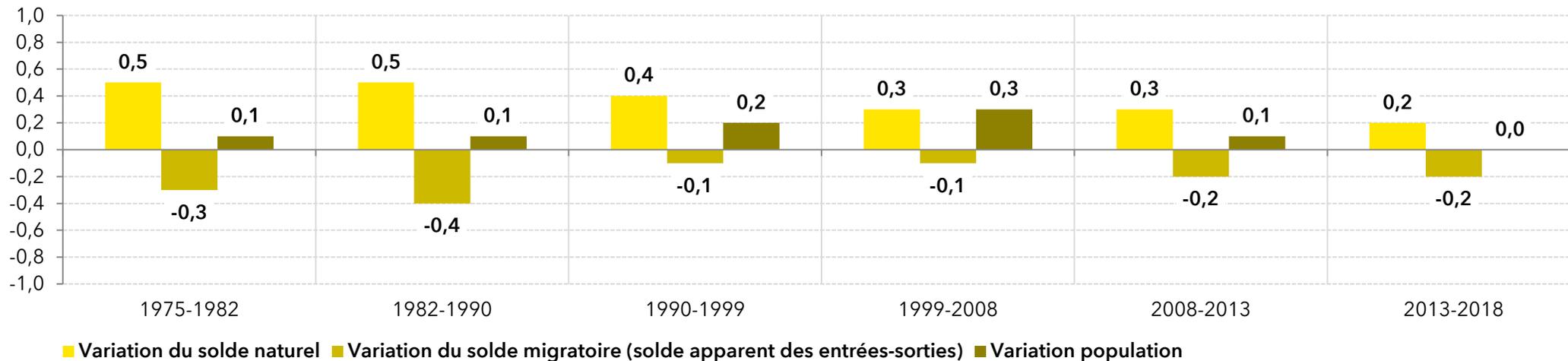


Source : Insee - Estimations de population 2022

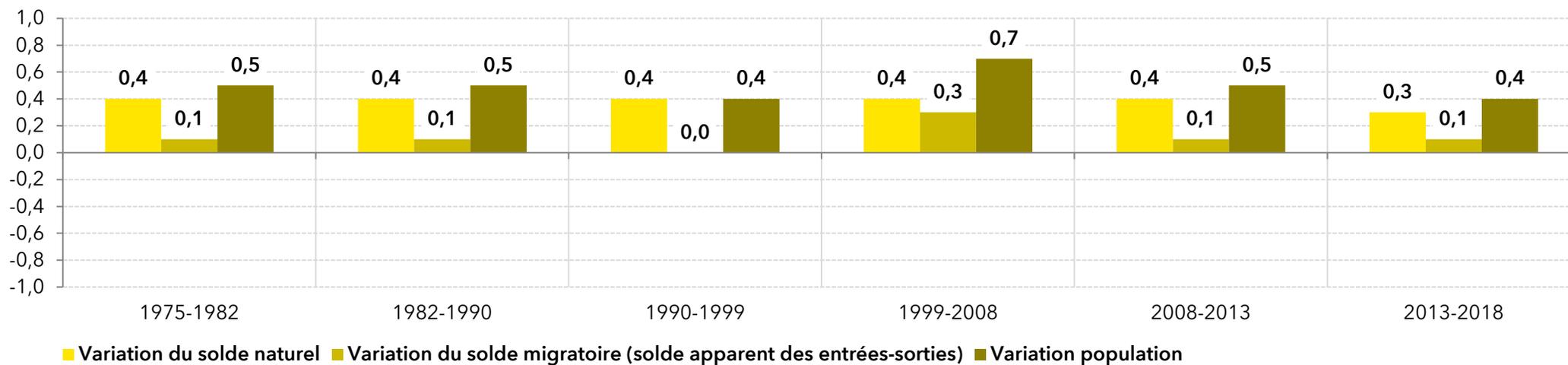
Aucune hausse de la population dans le Grand Est entre 2013 et 2018, en raison du déficit migratoire

SOLDE NATUREL ET MIGRATOIRE

TAUX ANNUEL MOYEN DE VARIATION DE LA POPULATION (EN %) - GRAND EST



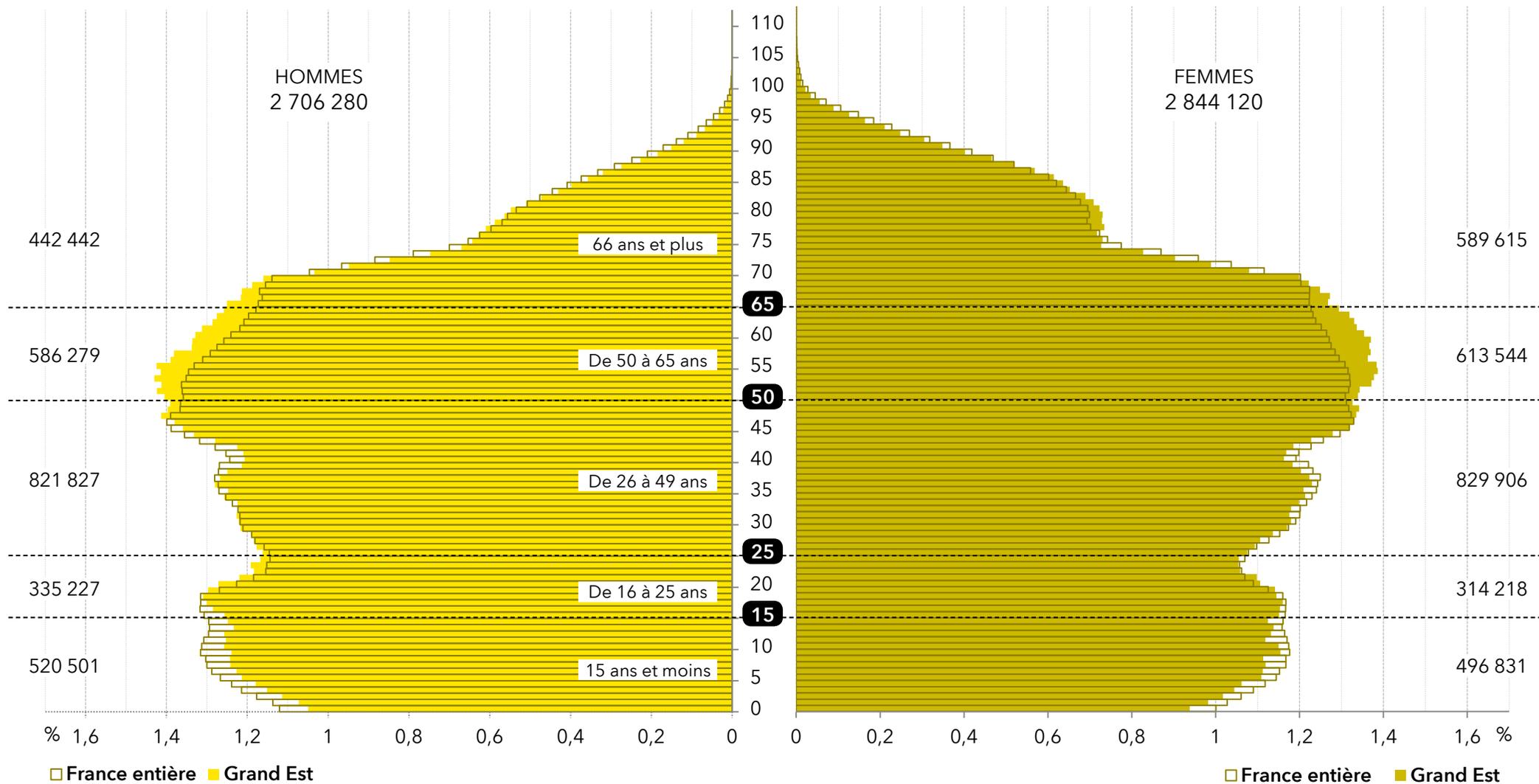
TAUX ANNUEL MOYEN DE VARIATION DE LA POPULATION (EN %) - FRANCE MÉTROPOLITAINE



Sources : Insee - Recensements de la population, exploitation principale, Etat civil

40% de personnes de plus de 50 ans dans le Grand Est, et légèrement moins de jeunes de moins de 25 ans qu'au niveau national

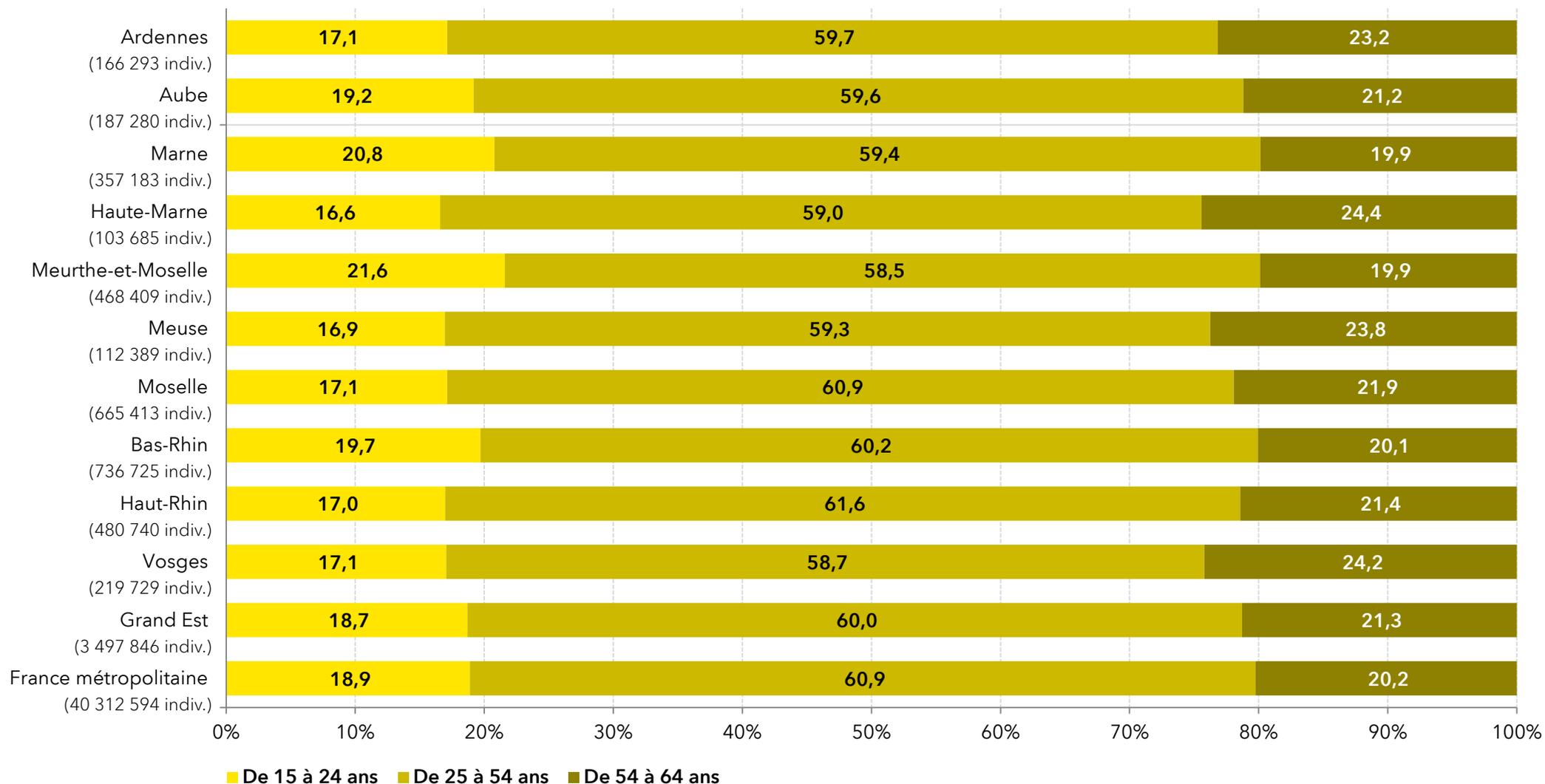
PYRAMIDE DES ÂGES ET POPULATION PAR TRANCHE D'ÂGE



Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitation principale

Une population en âge de travailler comparativement plus jeune en Meurthe-et-Moselle, dans la Marne, et dans le Bas-Rhin

RÉPARTITION DE LA POPULATION DE 15 À 64 ANS



Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitation principale Champ : Individus âgés de 15 à 64 ans

EMPLOI

À fin 2021, le Grand Est compte près de 1 957 400 emplois salariés, soit 7,7 % de l'effectif salarié de la France métropolitaine. De 2011 à 2021, l'emploi salarié s'est rétracté de 0,4 % dans la région (soit -7 000 emplois salariés) quand, dans le même temps, il progressait de 5,9 % en Métropole. Pour autant, il s'est rétabli de la crise sanitaire, augmentant de 2,2 % entre 2020 et 2021, mais aussi de 0,9 % par rapport à fin 2019.

Le poids relatif des secteurs d'activité explique en grande partie le recul de l'emploi salarié régional sur dix ans : le Grand Est se caractérise par une présence plus importante de l'industrie et du tertiaire non-marchand, et une part plus faible du tertiaire marchand. Or, sur les dix dernières années, si l'emploi régional a progressé dans une majorité de grands secteurs, il a continué de reculer sensiblement dans l'industrie (-12,9 %), et, dans une moindre mesure, dans la construction (-4,8 %).

En 2018, les taux d'activité et d'emploi de la population en âge de travailler s'élèvent respectivement à 73,6 % et 63,7 % dans le Grand Est, ces taux sont légèrement inférieurs au niveau national (74,3 % et 64,7 %).

Le Grand Est se distingue des autres régions de France par l'importance du travail frontalier. En 2018, plus de 182 000 actifs occupés de la région, soit 1 sur 12, font quotidiennement la navette de leur lieu de résidence à leur lieu de travail à l'étranger, essentiellement le Luxembourg, l'Allemagne, la Suisse ou la Belgique. Près de 3 travailleurs transfrontaliers de la région sur 4 travaillent soit au Luxembourg, soit en Allemagne.

Les salariés étrangers détachés dans le Grand Est pour effectuer des prestations internationales sont, pour plus de la moitié, de nationalité allemande, polonaise ou portugaise.

Avec plus de 1,9 million d'emplois salariés, le Grand Est se rapproche de son niveau de 2011

EMPLOI SALARIÉ SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

	GRAND EST					FRANCE MÉTROPOLITAINE				
	2011 T4		2021 T4		Évol. (en %)	2011 T4		2021 T4		Évol. (en %)
	Effectif	Part (en %)	Effectif	Part (en %)		Effectif	Part (en %)	Effectif	Part (en %)	
AGRICULTURE	25 692	1,3	28 492	1,5	10,9	267 396	1,1	313 525	1,2	17,3
INDUSTRIE	348 164	17,7	303 392	15,5	-12,9	3 257 289	13,6	3 091 113	12,2	-5,1
Fab. de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	56 067	2,9	54 593	2,8	-2,6	551 619	2,3	598 329	2,4	8,5
Cokéf. et raff., ind. extrac., énergie, eau, gestion déchets et dépollution	33 080	1,7	32 286	1,6	-2,4	372 177	1,6	378 645	1,5	1,7
Fab. d'équipements élect., inform.; fab. de machines	52 639	2,7	47 479	2,4	-9,8	448 813	1,9	408 712	1,6	-8,9
Fab. de matériels de transports	34 201	1,7	23 481	1,2	-31,3	365 360	1,5	326 299	1,3	-10,7
Fab. d'autres produits industriels	172 177	8,8	145 554	7,4	-15,5	1 519 320	6,4	1 379 129	5,4	-9,2
CONSTRUCTION	119 497	6,1	113 711	5,8	-4,8	1 437 603	6,0	1 468 112	5,8	2,1
TERTIAIRE MARCHAND HORS INTÉRIM	748 782	38,1	772 761	39,5	3,2	10 748 482	45,0	11 750 311	46,4	9,3
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	251 700	12,8	252 603	12,9	0,4	3 029 751	12,7	3 197 725	12,6	5,5
Transports et entreposage	105 103	5,4	104 023	5,3	-1,0	1 352 114	5,7	1 400 912	5,5	3,6
Hébergement et restauration	68 470	3,5	78 724	4,0	15,0	969 621	4,1	1 146 342	4,5	18,2
Information et communication	24 831	1,3	25 934	1,3	4,4	700 779	2,9	832 426	3,3	18,8
Activités financières et d'assurance	50 705	2,6	49 205	2,5	-3,0	839 771	3,5	863 854	3,4	2,9
Activités immobilières	14 419	0,7	14 211	0,7	-1,4	237 309	1,0	237 362	0,9	0,0
Activités scientifiques et techniques; services admin. et de soutien	142 956	7,3	164 644	8,4	15,2	2 304 025	9,6	2 793 179	11,0	21,2
Autres activités de services	90 597	4,6	83 416	4,3	-7,9	1 315 112	5,5	1 278 511	5,0	-2,8
INTÉRIM	57 418	2,9	71 322	3,6	24,2	615 813	2,6	817 479	3,2	32,7
TERTIAIRE NON MARCHAND	664 911	33,8	667 715	34,1	0,4	7 575 334	31,7	7 881 209	31,1	4,0
Ensemble	1 964 464	100,0	1 957 392	100,0	-0,4	23 901 916	100,0	25 321 748	100,0	5,9

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

Le recul de l'emploi salarié est plus prononcé dans la sphère productive (-8,2 % en 10 ans)

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 2008 - 2018 SELON LES RÉGIONS ET RÉPARTITION ENTRE SPHÈRE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE

(PAR ORDRE CROISSANT D'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL ENTRE 2008 ET 2018)	EMPLOI TOTAL		EMPLOI SPHÈRE PRODUCTIVE		EMPLOI SPHÈRE PRÉSENTIELLE		Part de la sphère présenteielle dans l'emploi total (en %)
	Niveau 2018	Évolution 2008 - 2018 (en %)	Niveau 2018	Évolution 2008 - 2018 (en %)	Niveau 2018	Évolution 2008 - 2018 (en %)	
Bourgogne-Franche-Comté	1 071 051	-4,6	385 598	-7,1	685 453	-3,2	64,0
Grand Est	2 067 409	-4,3	719 729	-8,2	1 347 680	-2,0	65,2
Centre-Val de Loire	975 897	-3,0	356 479	-4,1	619 417	-2,4	63,5
Normandie	1 269 237	-3,0	452 998	-5,9	816 239	-1,4	64,3
Hauts-de-France	2 118 516	-2,0	723 481	-6,1	1 395 035	0,3	65,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 918 449	2,7	557 345	6,4	1 361 105	1,2	70,9
Nouvelle-Aquitaine	2 348 496	2,8	777 181	1,2	1 571 315	3,5	66,9
Île-de-France	5 769 838	2,9	2 097 137	4,8	3 672 702	1,8	63,7
Bretagne	1 322 352	3,0	466 375	1,9	855 977	3,6	64,7
Auvergne-Rhône-Alpes	3 229 460	4,0	1 189 796	2,6	2 039 664	4,8	63,2
Pays de la Loire	1 547 777	5,1	613 496	4,9	934 281	5,3	60,4
Occitanie	2 240 498	6,9	720 203	8,0	1 520 295	6,5	67,9
Corse	133 728	14,7	27 398	17,8	106 331	13,9	79,5
France métropolitaine	26 012 709	1,6	9 087 214	0,9	16 925 495	2,0	65,1

Les sphères présenteielle et productive

La partition de l'économie en deux sphères, présenteielle et productive permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux. Elle permet aussi de fournir une grille d'analyse des processus d'externalisation et autres mutations économiques à l'œuvre dans les territoires.

Les activités présenteielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités productives sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Source : Insee - Recensements de la population 2008 et 2018, exploitations complémentaires

Le Bas-Rhin possède la sphère productive la plus importante et se caractérise par une progression de l'emploi salarié entre 2008 et 2018

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI 2008 - 2018 SELON LES DÉPARTEMENTS ET RÉPARTITION ENTRE SPHÈRE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE

(PAR ORDRE CROISSANT D'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL ENTRE 2008 ET 2018)	EMPLOI TOTAL		EMPLOI SPHÈRE PRODUCTIVE		EMPLOI SPHÈRE PRÉSENTIELLE		Part de la sphère présenteielle dans l'emploi total (en %)
	Niveau 2018	Évolution 2008 - 2018 (en %)	Niveau 2018	Évolution 2008 - 2018 (en %)	Niveau 2018	Évolution 2008 - 2018 (en %)	
Vosges (88)	133 997	-9,5	46 102	-18,6	87 896	-3,7	65,6
Haute-Marne (52)	68 983	-9,3	24 330	-14,9	44 653	-5,9	64,7
Meuse (55)	63 131	-9,3	21 280	-10,1	41 851	-8,9	66,3
Ardennes (08)	91 230	-9,1	31 745	-16,4	59 485	-4,7	65,2
Moselle (57)	351 429	-6,7	110 749	-10,3	240 680	-5,0	68,5
Aube (10)	112 940	-5,7	42 520	-11,5	70 421	-1,7	62,4
Meurthe-et-Moselle (54)	255 587	-5,6	74 108	-7,9	181 479	-4,6	71,0
Marne (51)	236 852	-4,2	87 043	-8,4	149 809	-1,6	63,3
Haut-Rhin (68)	280 895	-2,3	102 473	-8,9	178 422	1,9	63,5
Bas-Rhin (67)	472 366	1,9	179 380	1,0	292 985	2,5	62,0
Grand Est	2 067 409	-4,3	719 729	-8,2	1 347 680	-2,0	65,2

Les sphères présenteielle et productive

La partition de l'économie en deux sphères, présenteielle et productive permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux. Elle permet aussi de fournir une grille d'analyse des processus d'externalisation et autres mutations économiques à l'œuvre dans les territoires.

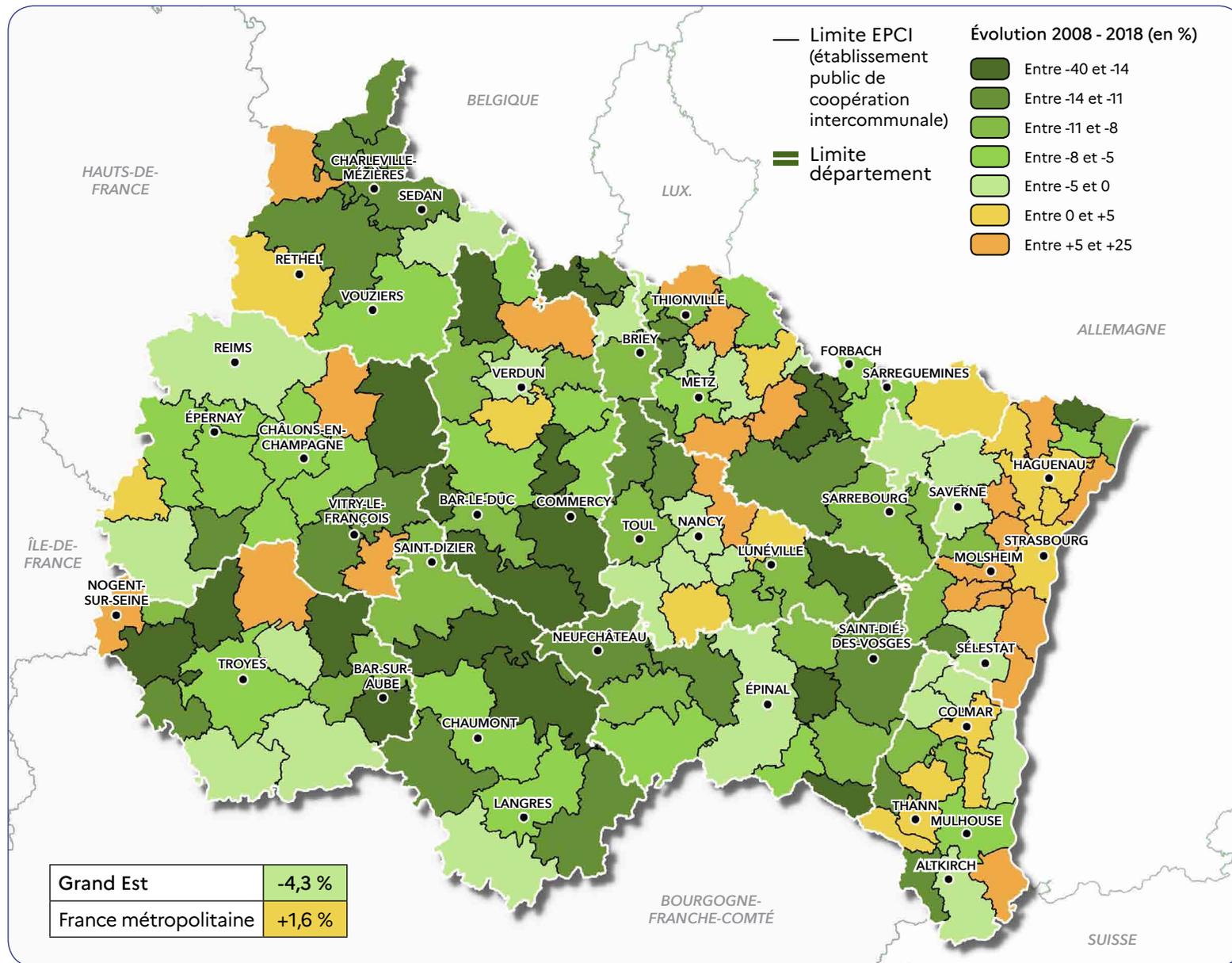
Les activités présenteielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités productives sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Source : Insee - Recensements de la population 2008 et 2018, exploitations complémentaires

Un développement favorable de l'emploi le long du sillon lorrain et dans le Bas-Rhin

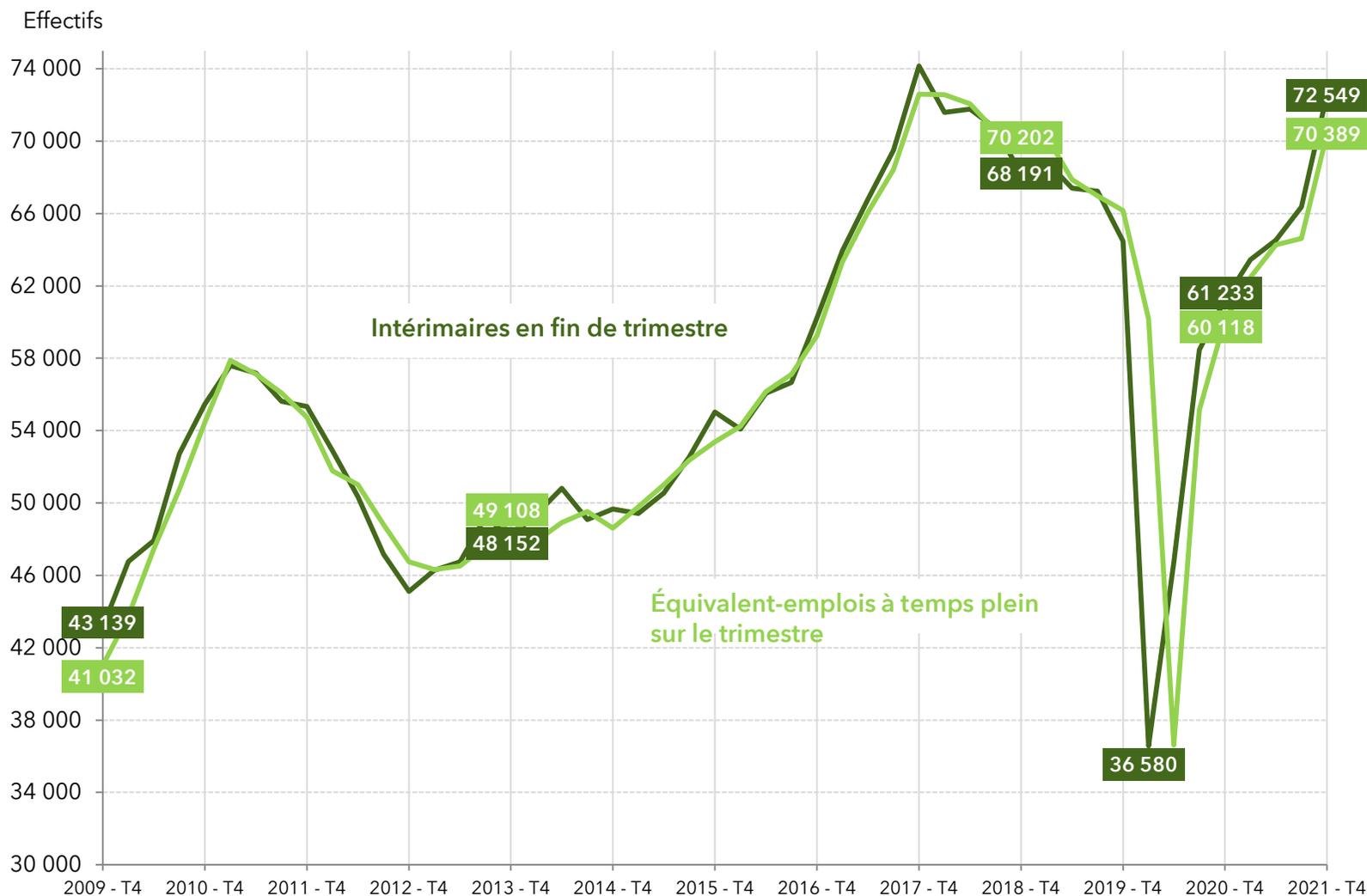
ÉVOLUTION 2008 - 2018 DE L'EMPLOI SELON LES EPCI



Source : Insee - Recensements de la population 2008 et 2018, exploitation principale

À fin 2021, l'emploi intérimaire dépasse son niveau d'avant-crise dans le Grand Est

ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM



Depuis mi-2016, la source historique des statistiques d'intérim (les relevés mensuels de mission – RMM – adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire) est progressivement substituée par la nouvelle déclaration sociale nominative (DSN). Le taux de substitution se situe, depuis début 2017, à près de 95 %. À partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent désormais les CDI intérimaires. Les séries des principaux indicateurs figurent sur le site du ministère du Travail.

Les indicateurs sur l'intérim sont ventilés selon le secteur et le département des établissements utilisateurs d'intérimaires. La nomenclature utilisée pour la description des secteurs utilisateurs est la Nomenclature agrégée (NA) afférente à la nouvelle Nomenclature d'activités française (NAF rév.2). Les données sont régulièrement révisées en raison de l'actualisation des coefficients de correction des variations saisonnières.

Équivalent-emploi à temps plein (EETP) : rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires au nombre total de semaines ouvrées. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent-emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés. À l'inverse, cette mesure de l'équivalent-emplois à temps plein ne prend pas en compte le fait que certaines missions peuvent être à temps partiel.

On pourra parler de « volume de travail temporaire » pour désigner l'équivalent-emplois à temps plein. Cet indicateur donne une idée du volume moyen d'intérim sur le mois, et se différencie donc du nombre d'intérimaires qui donne une idée sur le stock en fin de trimestre.

Sources : Dares, données CVS - exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim - en géographie des établissements utilisateurs

Hausse de l'intérim dans les services, et en particulier dans le transport et entreposage, ou dans les activités liées à la santé

ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM SELON LE SECTEUR A38...

EETP : équivalent-emplois à temps-plein		EETP moyen 2019	EETP moyen 2020	EETP moyen 2021	Évolution 2019 - 2021 (en %)	Évolution 2019 - 2021 France métro. (en %)
AZ	AGRICULTURE	299	226	262	-12,6	7,1
	INDUSTRIE	31 369	22 904	29 016	-7,5	-9,4
BZ	Industries extractives	128	126	157	22,6	3,6
CA	Fab. aliments, boiss. & prdts base tabac	4 205	3 677	4 307	2,4	1,6
CB	Fab. textiles, ind. hab., cuir & chauss.	1 157	989	1 121	-3,1	-18,7
CC	Travail bois, ind. papier & imprimerie	1 856	1 504	1 887	1,7	3,8
CD	Cokéfaction et raffinage	4	4	3	-9,2	-3,8
CE	Industrie chimique	704	617	705	0,1	-6,4
CF	Industrie pharmaceutique	284	290	461	62,7	-7,2
CG	Fab. ps caou., plas., aut. ps mi. non m.	3 127	2 310	3 219	2,9	-3,2
CH	Métallurgie & fab. ps mét. sauf machines	5 756	3 792	5 374	-6,6	-11,7
CI	Fab. prod. informat., électroniq. & opt.	800	549	750	-6,3	-15,3
CJ	Fabrication d'équipements électriques	1 510	1 291	1 703	12,8	-8,8
CK	Fabric. de machines & équipements n.c.a.	2 681	1 860	2 558	-4,6	-5,6
CL	Fabrication de matériels de transport	4 940	2 403	2 618	-47,0	-35,8
CM	Aut. ind. manif.; répa. & inst. de mach. et d'équipements	2 405	1 915	2 300	-4,4	-6,8
DZ	Prdn & distr. élec. gaz vap. & air cond.	378	354	340	-10,0	2,8
EZ	Gestion eau, déchets & dépollution	1 434	1 223	1 512	5,4	-2,8
FZ	CONSTRUCTION	11 566	8 836	10 592	-8,4	-6,8
	COMMERCE	5 791	5 024	5 763	-0,5	0,9
GZ1	Commerce et répar. automobiles & motocycles	459	326	386	-15,8	-25,2
GZ2	Commerce de gros, à l'exception des automobiles & motocycles	3 368	2 812	3 175	-5,7	-0,1
GZ3	Commerce de détail, sauf automobiles & motocycles	1 964	1 887	2 202	12,1	7,8

Sources : Dares, données CVS - exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim - en géographie des établissements utilisateurs

...ÉVOLUTION DE L'INTÉRIM SELON LE SECTEUR A38 (SUITE)

EETP : équivalent-emplois à temps-plein		EETP moyen 2019	EETP moyen 2020	EETP moyen 2021	Évolution 2019 - 2021 (en %)	Évolution 2019 - 2021 France métro. (en %)
	SERVICE (HORS COMMERCE)	18 795	16 025	19 806	5,4	6,0
HZ	Transports et entreposage	6 480	5 694	7 927	22,3	15,9
IZ	Hébergement et restauration	980	487	658	-32,9	-40,5
JA	Édition, audiovisuel et diffusion	46	30	40	-12,6	-17,5
JB	Télécommunications	117	103	106	-9,6	0,0
JC	Act. informatique & services d'information	101	75	73	-27,9	-17,4
KZ	Activités financières et d'assurance	629	439	438	-30,3	-27,4
LZ	Activités immobilières	175	158	196	12,0	1,7
MA	Act. juri., compta., gest., arch., ingé.	927	701	823	-11,2	-11,2
MB	Recherche-développement scientifique	45	32	40	-10,7	21,3
MC	Autres act. spécial., scientif. et tech.	213	90	119	-43,8	-6,3
NZ	Act. de services administratifs & soutien	7 095	6 437	7 006	-1,3	6,0
OZ	Administration publique	166	190	267	61,1	91,0
PZ	Enseignement	268	184	271	0,9	7,7
QA	Activités pour la santé humaine	497	488	670	34,7	27,3
QB	Héb. méd.-soc. & soc. & ac. soc. ss héb.	549	546	719	31,0	42,3
RZ	Arts, spectacles & activités récréatives	124	51	78	-37,1	-38,3
STU	Autres activ de services (y.c. part. empl. et act. extra-terr.)	383	320	374	-2,3	-9,9
Ensemble		67 820	53 015	65 438	-3,5	-2,6

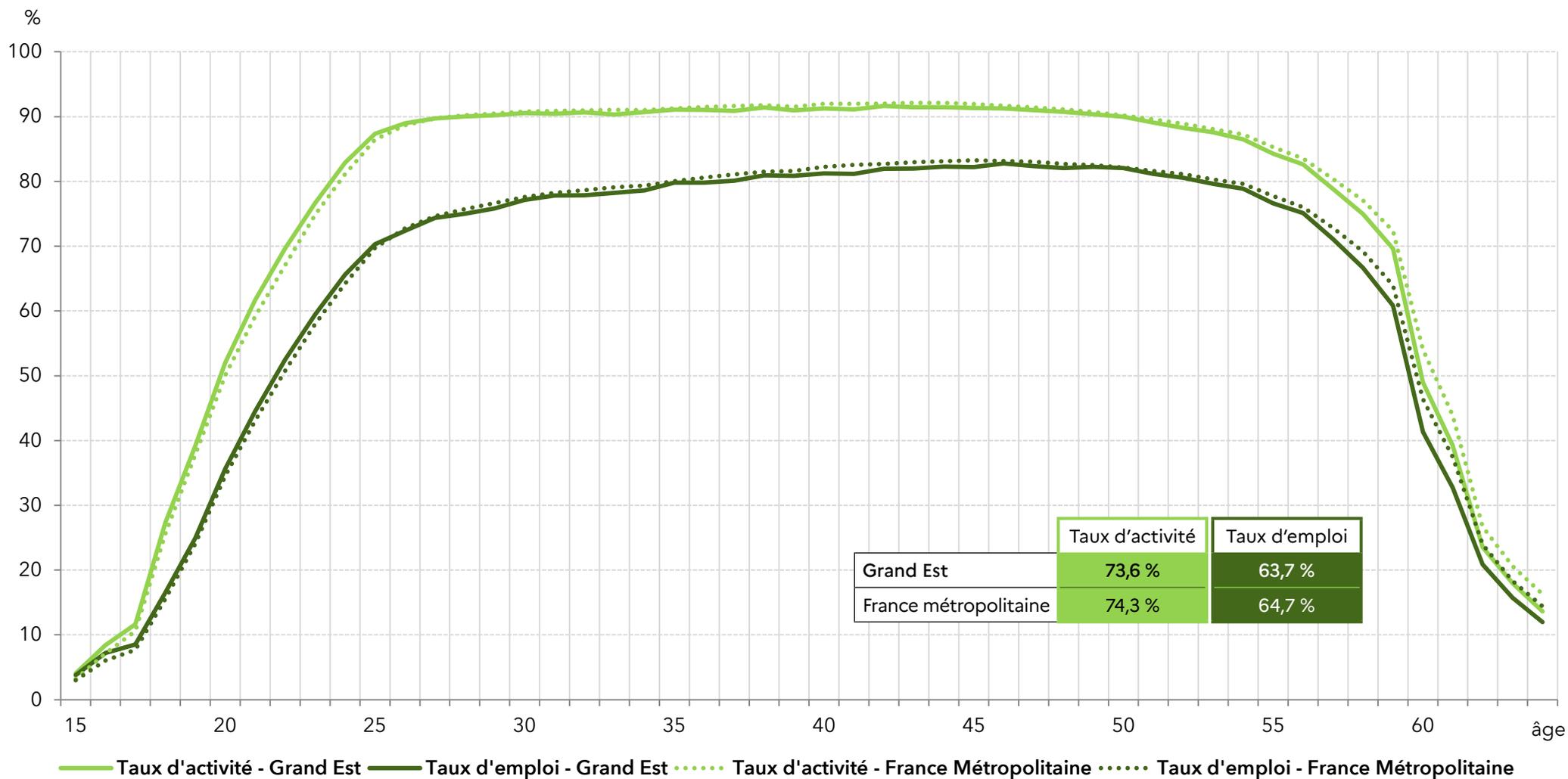
Sources : Dares, données CVS - exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim - en géographie des établissements utilisateurs

Un taux d'activité et un taux d'emploi dans le Grand Est légèrement inférieurs à ceux de la France métropolitaine

TAUX D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI

Le **taux d'activité** est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Le **taux d'emploi** est calculé en rapportant le nombre d'individus ayant un emploi au nombre total d'individus. Il peut être calculé sur l'ensemble de la population d'un pays, mais on se limite le plus souvent à la population en âge de travailler (généralement définie, en comparaison internationale, comme les personnes âgées de 15 à 64 ans), ou à une sous-catégorie de la population en âge de travailler (femmes de 25 à 29 ans par exemple).

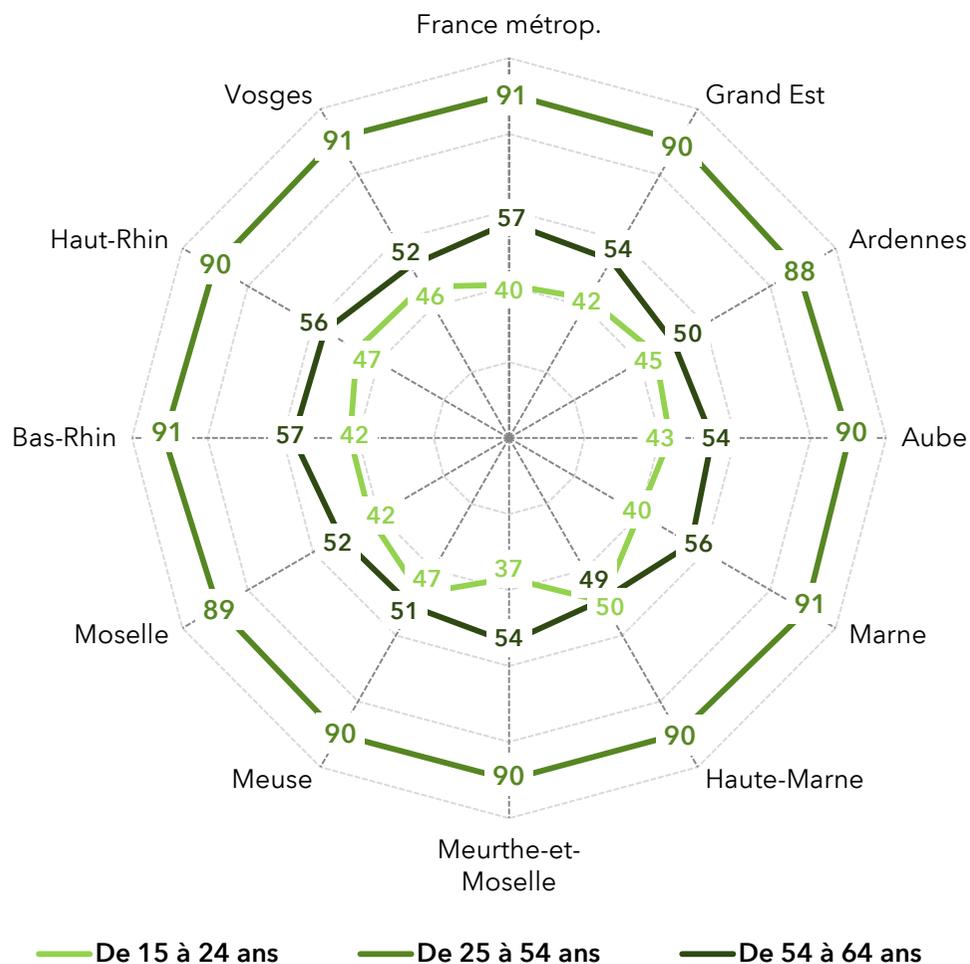


Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitation principale Champ : Individus âgés de 15 à 64 ans

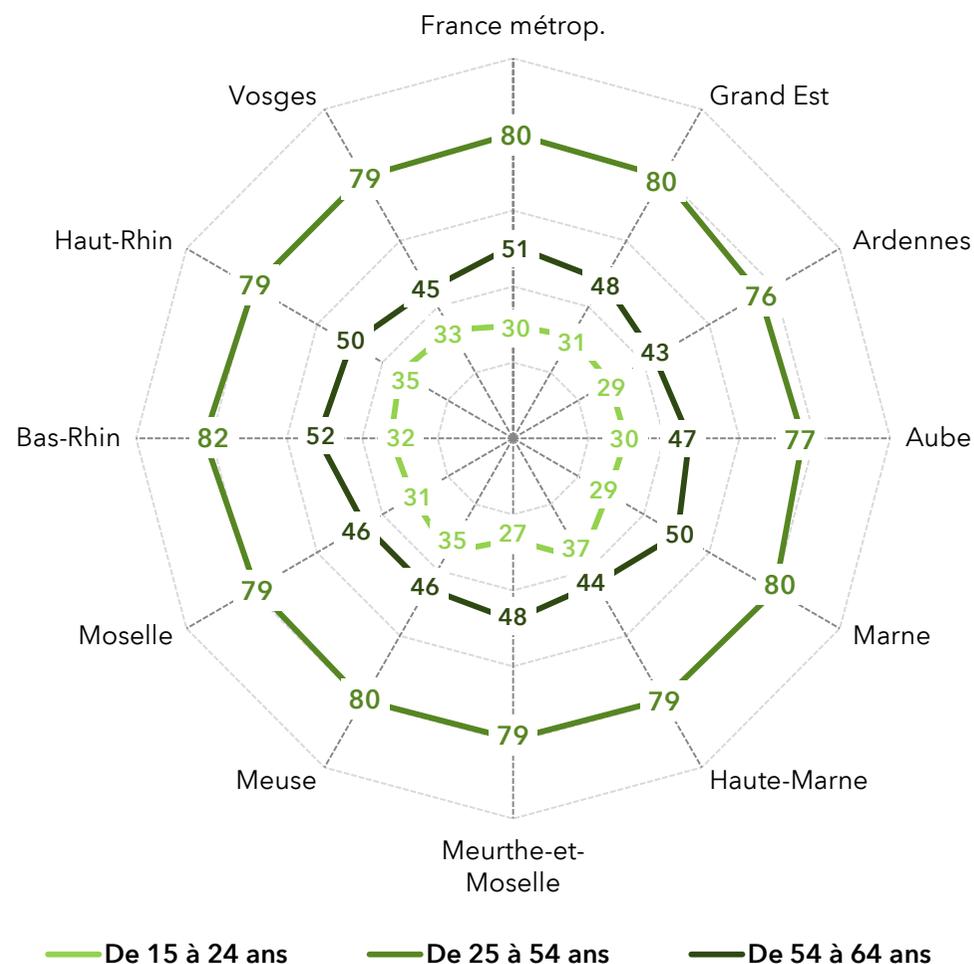
Un taux d'emploi plus élevé dans le Bas-Rhin et la Marne pour les seniors, et en Haute-Marne, la Meuse et le Haut-Rhin pour les jeunes

TAUX D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI (SUITE)

TAUX D'ACTIVITÉ SELON LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)



TAUX D'EMPLOI SELON LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)



Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitation principale Champ : Individus âgés de 15 à 64 ans

Près d'un salarié sur dix du secteur de la mécanique - travail des métaux, du secteur de l'industrie de process et de celui du travail du bois / ameublement de France métropolitaine travaille dans le Grand Est

RÉPARTITION DES ACTIFS OCCUPÉS SELON LE DOMAINE PROFESSIONNEL (EN EFFECTIF)

Domaines professionnels	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métrop.
Agriculture, marine, pêche	4 316	8 207	18 697	3 559	4 993	4 663	6 133	8 583	7 743	5 117	72 012	810 817
Bâtiment, travaux publics	6 805	7 990	15 902	4 482	16 550	4 571	24 428	31 186	19 676	10 524	142 112	1 843 989
Électricité, électronique	959	569	1 230	262	1 436	258	2 610	5 660	2 452	818	16 254	171 607
Mécanique, travail des métaux	5 101	3 198	6 784	5 167	7 849	2 763	16 887	19 552	13 558	5 793	86 652	774 429
Industries de process	4 759	3 614	8 441	3 408	6 902	2 819	13 436	16 675	11 926	6 216	78 196	741 257
Matériaux souples, bois, industries graphiques	1 114	2 502	2 122	784	2 067	956	2 477	4 942	3 506	4 035	24 505	248 326
Maintenance	3 828	4 433	8 730	3 071	9 618	2 533	14 751	17 947	12 296	5 065	82 273	918 242
Ingénieurs et cadres de l'industrie	902	1 242	2 239	619	2 257	362	3 591	6 148	3 309	1 096	21 764	346 791
Transports, logistique et tourisme	6 409	8 950	18 988	5 302	19 407	4 506	26 113	35 979	21 274	10 125	157 054	1 891 594
Artisanat	604	588	1 333	559	1 750	319	2 367	2 769	2 064	1 274	13 627	146 193
Gestion, administration des entreprises	6 873	10 182	22 281	4 967	23 018	4 419	31 763	50 719	26 859	10 130	191 211	2 807 569
Informatique et télécommunications	413	855	1 984	224	3 262	347	3 544	9 108	2 473	791	23 001	549 211
Études et recherche	501	673	1 590	286	2 914	174	2 581	7 076	3 261	836	19 891	363 549
Admin. publiq., prof. juridiques, armée et police	8 493	10 104	22 147	8 443	27 965	7 841	34 736	39 277	20 724	11 357	191 086	2 274 361
Banque et assurances	1 490	2 210	6 722	1 293	7 191	1 028	7 807	14 288	5 564	2 647	50 241	722 691
Commerce	7 797	12 193	23 933	5 534	25 473	4 785	37 794	51 003	30 046	13 082	211 639	2 734 390
Hôtellerie, restauration, alimentation	3 344	4 948	9 099	2 608	10 398	2 375	15 662	22 937	14 342	6 728	92 443	1 187 904
Services aux particuliers et aux collectivités	11 266	12 154	24 457	7 948	29 435	7 316	41 148	46 502	29 680	14 959	224 866	2 780 951
Communication, information, art et spectacle	594	1 228	3 093	524	3 576	394	3 922	9 406	3 501	1 247	27 483	590 247
Santé, action sociale, culturelle et sportive	11 009	11 765	25 438	6 807	34 984	7 633	41 784	50 924	33 130	15 753	239 229	2 880 777
Enseignement, formation	4 580	5 252	11 080	3 075	14 330	2 966	17 485	20 847	13 147	6 323	99 086	1 203 045
Politique, religion	72	84	569	62	211	104	424	837	363	80	2 805	24 873
Ensemble	91 230	112 940	236 857	68 983	255 588	63 131	351 444	472 366	280 895	133 997	2 067 430	26 012 815

Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitations complémentaires

Un emploi régional spécialisé par endroit dans la métallurgie ou dans l'agriculture, mais sous-représenté dans la gestion d'entreprises ou l'informatique

RÉPARTITION DES ACTIFS OCCUPÉS SELON LE DOMAINE PROFESSIONNEL (EN PART, %)

Domaines professionnels	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métrop.
Agriculture, marine, pêche	4,7	7,3	7,9	5,2	2,0	7,4	1,7	1,8	2,8	3,8	3,5	3,1
Bâtiment, travaux publics	7,5	7,1	6,7	6,5	6,5	7,2	7,0	6,6	7,0	7,9	6,9	7,1
Électricité, électronique	1,1	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,7	1,2	0,9	0,6	0,8	0,7
Mécanique, travail des métaux	5,6	2,8	2,9	7,5	3,1	4,4	4,8	4,1	4,8	4,3	4,2	3,0
Industries de process	5,2	3,2	3,6	4,9	2,7	4,5	3,8	3,5	4,2	4,6	3,8	2,8
Matériaux souples, bois, industries graphiques	1,2	2,2	0,9	1,1	0,8	1,5	0,7	1,0	1,2	3,0	1,2	1,0
Maintenance	4,2	3,9	3,7	4,5	3,8	4,0	4,2	3,8	4,4	3,8	4,0	3,5
Ingénieurs et cadres de l'industrie	1,0	1,1	0,9	0,9	0,9	0,6	1,0	1,3	1,2	0,8	1,1	1,3
Transports, logistique et tourisme	7,0	7,9	8,0	7,7	7,6	7,1	7,4	7,6	7,6	7,6	7,6	7,3
Artisanat	0,7	0,5	0,6	0,8	0,7	0,5	0,7	0,6	0,7	1,0	0,7	0,6
Gestion, administration des entreprises	7,5	9,0	9,4	7,2	9,0	7,0	9,0	10,7	9,6	7,6	9,2	10,8
Informatique et télécommunications	0,5	0,8	0,8	0,3	1,3	0,6	1,0	1,9	0,9	0,6	1,1	2,1
Études et recherche	0,5	0,6	0,7	0,4	1,1	0,3	0,7	1,5	1,2	0,6	1,0	1,4
Admin. publiq., prof. juridiques, armée et police	9,3	8,9	9,4	12,2	10,9	12,4	9,9	8,3	7,4	8,5	9,2	8,7
Banque et assurances	1,6	2,0	2,8	1,9	2,8	1,6	2,2	3,0	2,0	2,0	2,4	2,8
Commerce	8,5	10,8	10,1	8,0	10,0	7,6	10,8	10,8	10,7	9,8	10,2	10,5
Hôtellerie, restauration, alimentation	3,7	4,4	3,8	3,8	4,1	3,8	4,5	4,9	5,1	5,0	4,5	4,6
Services aux particuliers et aux collectivités	12,3	10,8	10,3	11,5	11,5	11,6	11,7	9,8	10,6	11,2	10,9	10,7
Communication, information, art et spectacle	0,7	1,1	1,3	0,8	1,4	0,6	1,1	2,0	1,2	0,9	1,3	2,3
Santé, action sociale, culturelle et sportive	12,1	10,4	10,7	9,9	13,7	12,1	11,9	10,8	11,8	11,8	11,6	11,1
Enseignement, formation	5,0	4,7	4,7	4,5	5,6	4,7	5,0	4,4	4,7	4,7	4,8	4,6
Politique, religion	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

 surreprésentation supérieure à 3 points par rapport à la France métropolitaine

 surreprésentation supérieure à 1 point par rapport à la France métropolitaine

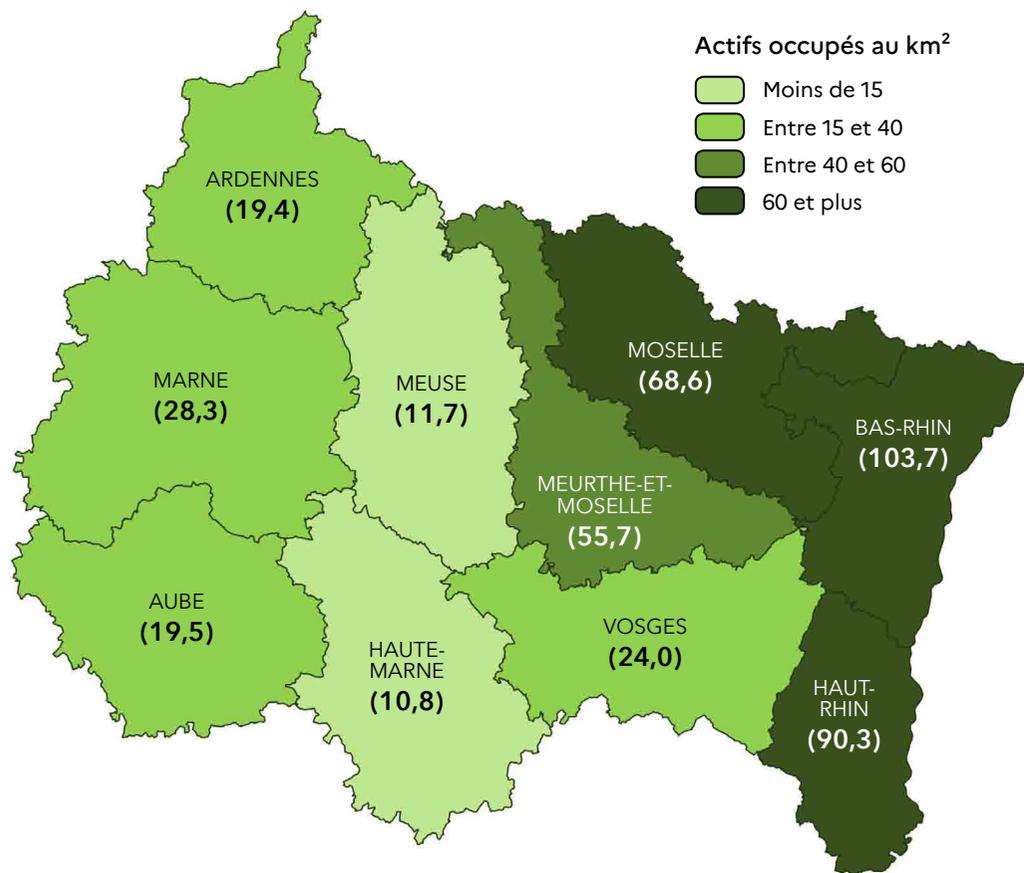
 sous-représentation supérieure à 1 point par rapport à la France métropolitaine

 sous-représentation supérieure à 3 points par rapport à la France métropolitaine

Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitations complémentaires

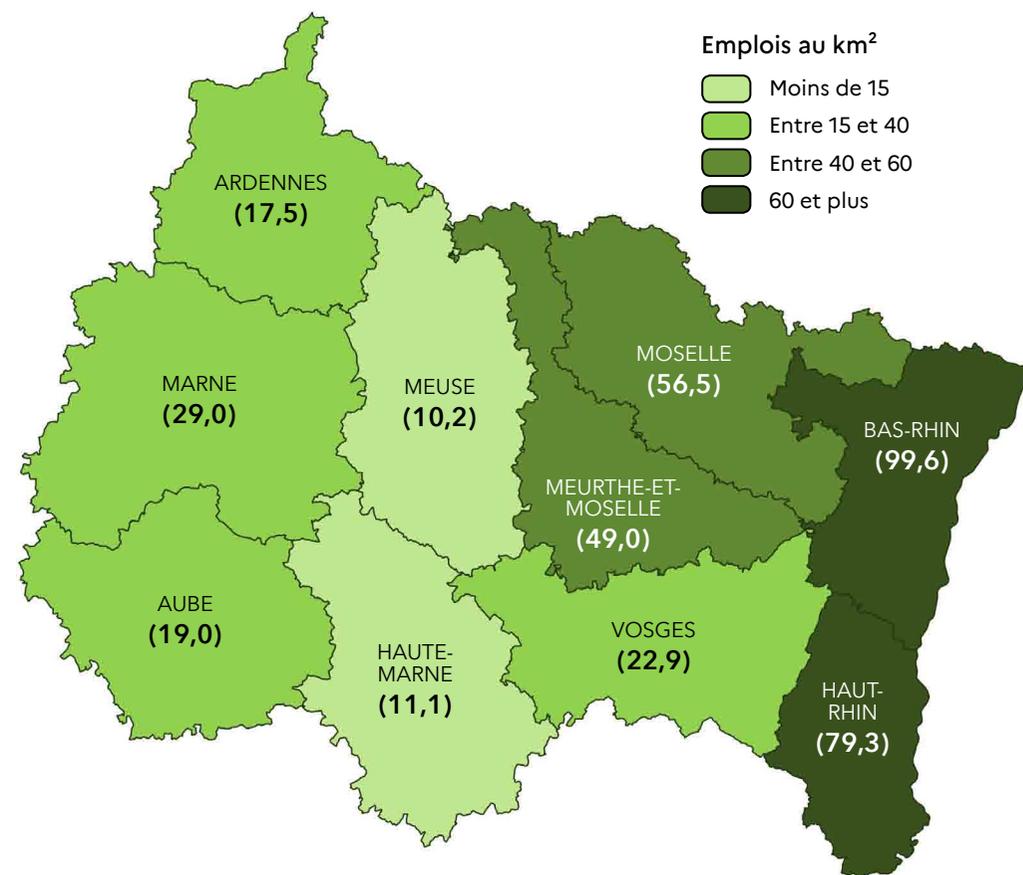
Plus d'actifs occupés que d'emplois disponibles dans la Meurthe-et-Moselle, la Moselle et le Haut-Rhin, signe d'un volume plus important de navettes domicile-travail dans ces départements frontaliers

DENSITÉ AU KM² D'ACTIFS OCCUPÉS



Grand Est	39,3
France métropolitaine	48,6

DENSITÉ AU KM² D'EMPLOIS



Grand Est	36,1
France métropolitaine	47,8

Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitation principale

Plus d'actifs occupés que d'emplois, notamment parmi les ouvriers et parmi les cadres

ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE

	GRAND EST			FRANCE MÉTROPOLITAINE		
	Actifs occupés	Emplois	Nombre d'emplois pour 100 actifs occupés	Actifs occupés	Emplois	Nombre d'emplois pour 100 actifs occupés
Agriculteurs exploitants	35 506	35 426	99,8	405 266	404 914	99,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	124 455	120 797	97,1	1 762 173	1 750 543	99,3
Cadres, professions intellectuelles supérieures	319 070	286 154	89,7	4 905 477	4 817 215	98,2
Professions intermédiaires	582 677	537 593	92,3	6 885 192	6 771 643	98,4
Employés	639 174	596 032	93,3	7 213 546	7 119 603	98,7
Ouvriers	554 993	491 427	88,5	5 279 782	5 148 896	97,5
Ensemble	2 255 876	2 067 430	91,6	26 451 436	26 012 815	98,3

Ce tableau permet d'identifier au niveau d'un territoire d'éventuels déséquilibres entre le profil socioprofessionnel des actifs occupés et le profil socioprofessionnel des emplois offerts.

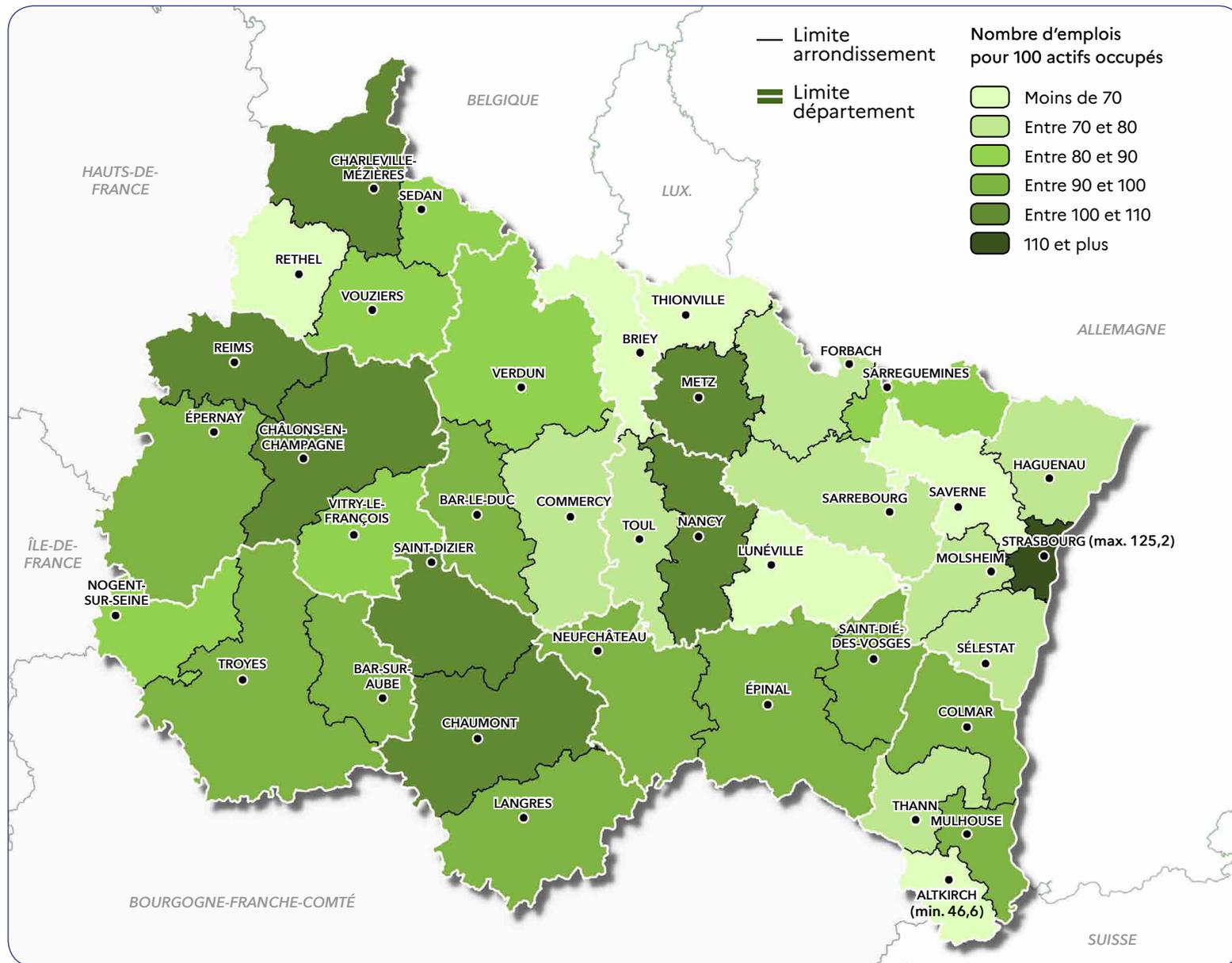
Les actifs occupés au lieu de résidence comprennent tous les actifs occupés, sans limite d'âge.

Le nombre d'emplois pour 100 actifs occupés rapporte le nombre d'emplois au lieu de travail au nombre d'actifs occupés au lieu de résidence d'un territoire pour la catégorie socioprofessionnelle considérée. Un taux supérieur à 100, par exemple pour les cadres, indique que le territoire offre plus d'emplois de cadres qu'elle ne compte d'actifs occupés résidents appartenant à la catégorie des cadres.

Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitations complémentaires

Une offre d'emploi plus importante dans les grandes métropoles et agglomérations de la région

ÉQUILIBRE ENTRE ACTIFS OCCUPÉS ET EMPLOIS PAR ARRONDISSEMENT



Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitations complémentaires

Les Ardennes et la Moselle, 2 départements frontaliers déficitaires au niveau des échanges de la population active occupée, à l'inverse de la Marne et de la Haute-Marne

ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL

	Actifs occupés résidents	Actifs résidents et travaillant dans la zone (stables)	Actifs travaillant en dehors de la zone (sortants)	Actifs venant travailler dans la zone (entrants)	Solde des échanges (entrants - sortants)	Volume des échanges (entrants + sortants)	Attractivité (solde / volume)	Intensité des échanges (volume / actifs occupés résidents)
Ardennes	101 421	87 424	13 997	4 246	-9 751	18 243	-0,53	0,18
Aube	116 985	106 055	10 930	7 818	-3 112	18 748	-0,17	0,16
Marne	230 938	211 870	19 068	25 198	6 131	44 266	0,14	0,19
Haute-Marne	67 051	60 121	6 930	8 936	2 006	15 866	0,13	0,24
Meurthe-et-Moselle	292 076	228 820	63 256	28 358	-34 898	91 614	-0,38	0,31
Meuse	72 673	56 205	16 468	7 092	-9 376	23 559	-0,40	0,32
Moselle	426 365	316 292	110 073	34 774	-75 299	144 847	-0,52	0,34
Bas-Rhin	493 225	447 065	46 160	26 430	-19 730	72 590	-0,27	0,15
Haut-Rhin	318 246	259 396	58 850	20 302	-38 548	79 152	-0,49	0,25
Vosges	140 748	126 086	14 662	8 612	-6 050	23 274	-0,26	0,17
Grand Est	2 259 726	2 030 774	228 953	40 325	-188 628	269 278	-0,70	0,12
France métropolitaine	26 461 373	26 006 595	454 779	-	-454 779	454 779	-1,00	0,02

nb : les travailleurs en provenance des pays étrangers ne sont pas comptabilisés

Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitation principale

Les travailleurs d'Altkirch, de Briey et de Thionville tournés vers la Suisse et le Luxembourg alors que Strasbourg, Metz, Nancy et Reims attirent les travailleurs en provenance d'autres arrondissements

ATTRACTIVITÉ ET INTENSITÉ DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL PAR ARRONDISSEMENT



nb : la superficie des bulles est proportionnelle au nombre d'actifs résidents de la zone (stables + sortants)

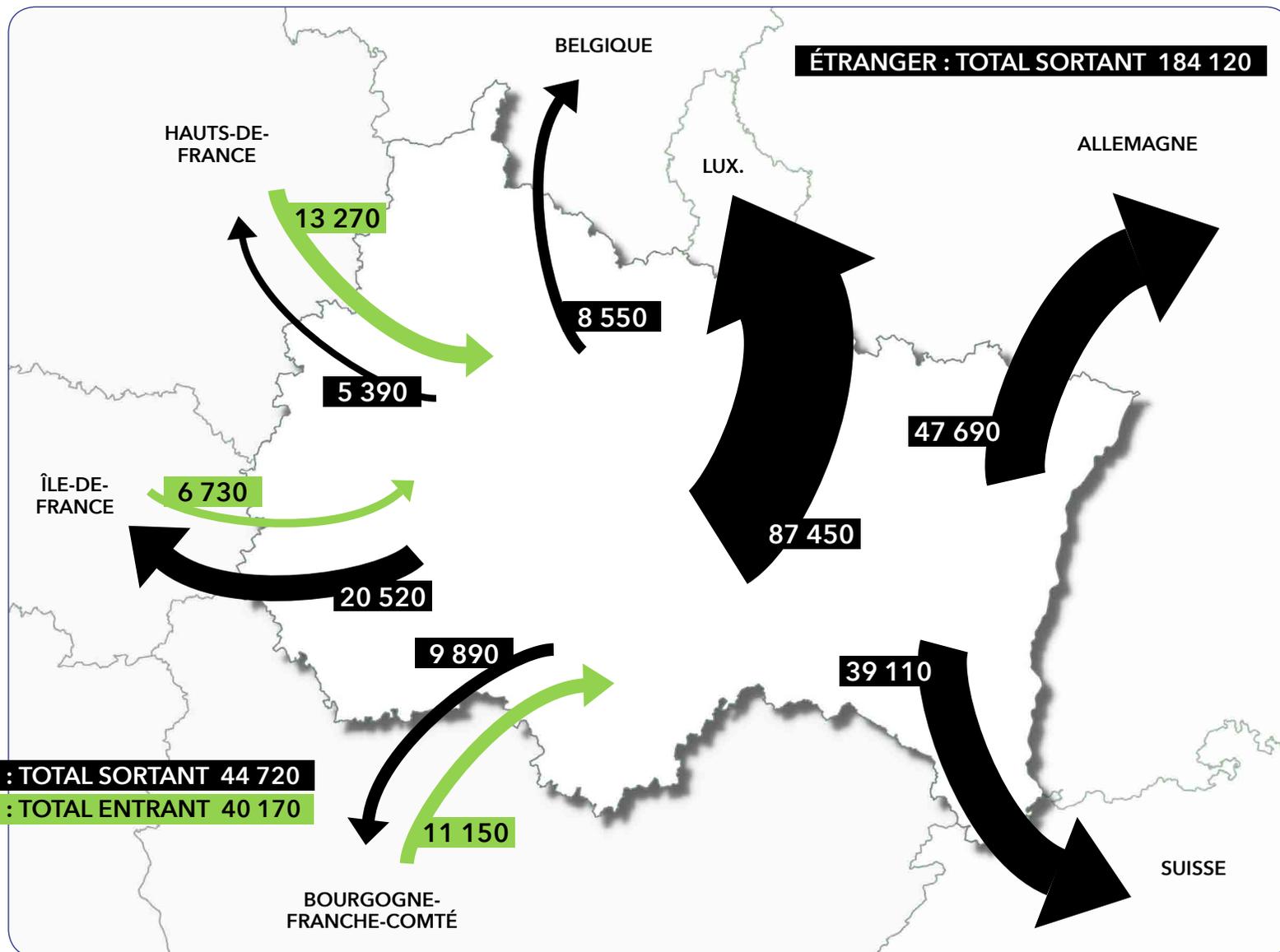
Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitation principale

Près d'un travailleur frontalier sur quatre du Grand Est travaille soit au Luxembourg, soit en Allemagne

FLUX INTERNES ET EXTERNES



FLUX INTERNES



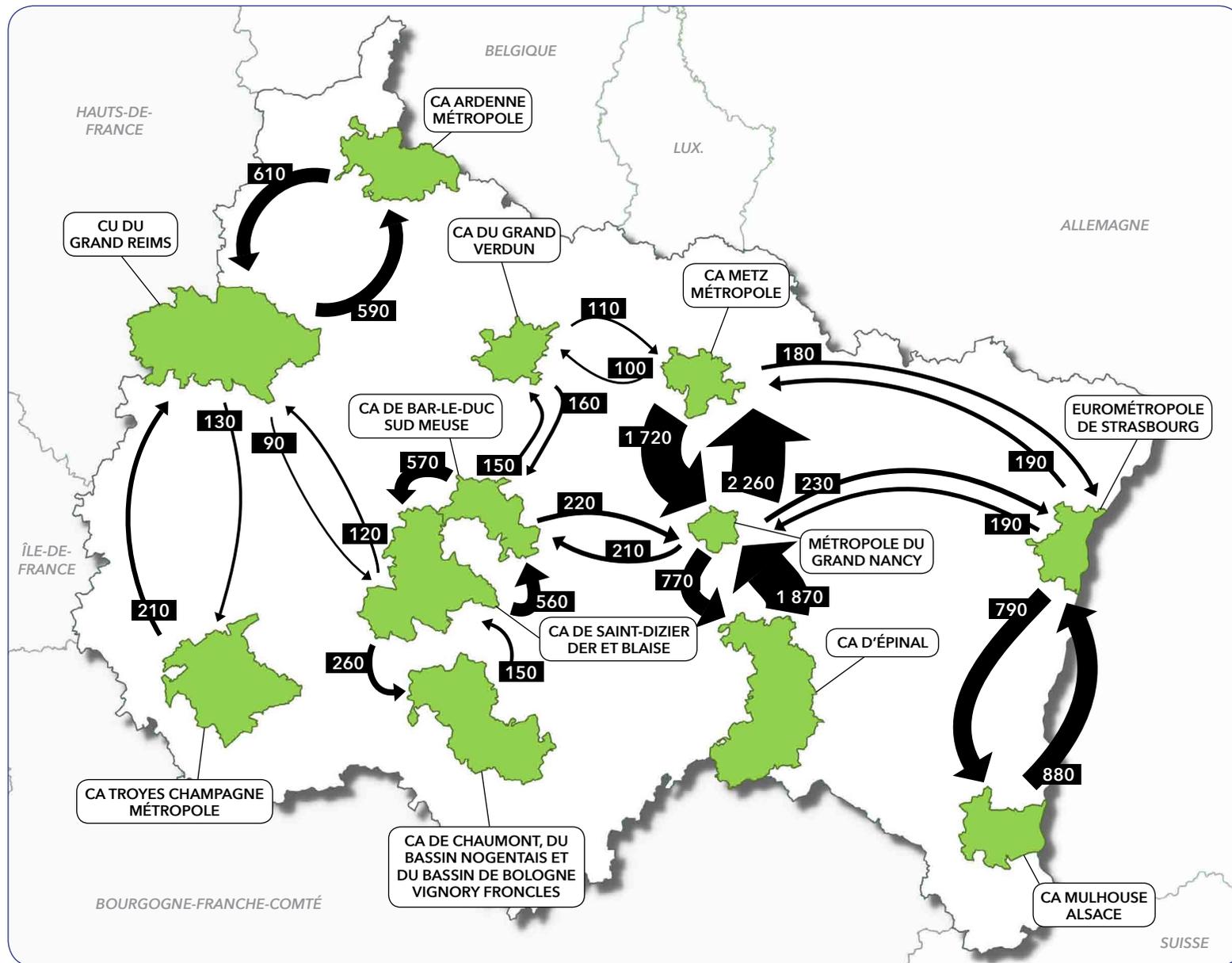
FLUX EXTERNES (hors flux entrants en provenance de l'étranger)

Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitation principale

Des échanges de travailleurs importants entre Metz et Nancy, Nancy et Epinal, Mulhouse et Strasbourg

FLUX DOMICILE - TRAVAIL ENTRE LES PRINCIPAUX EPCI

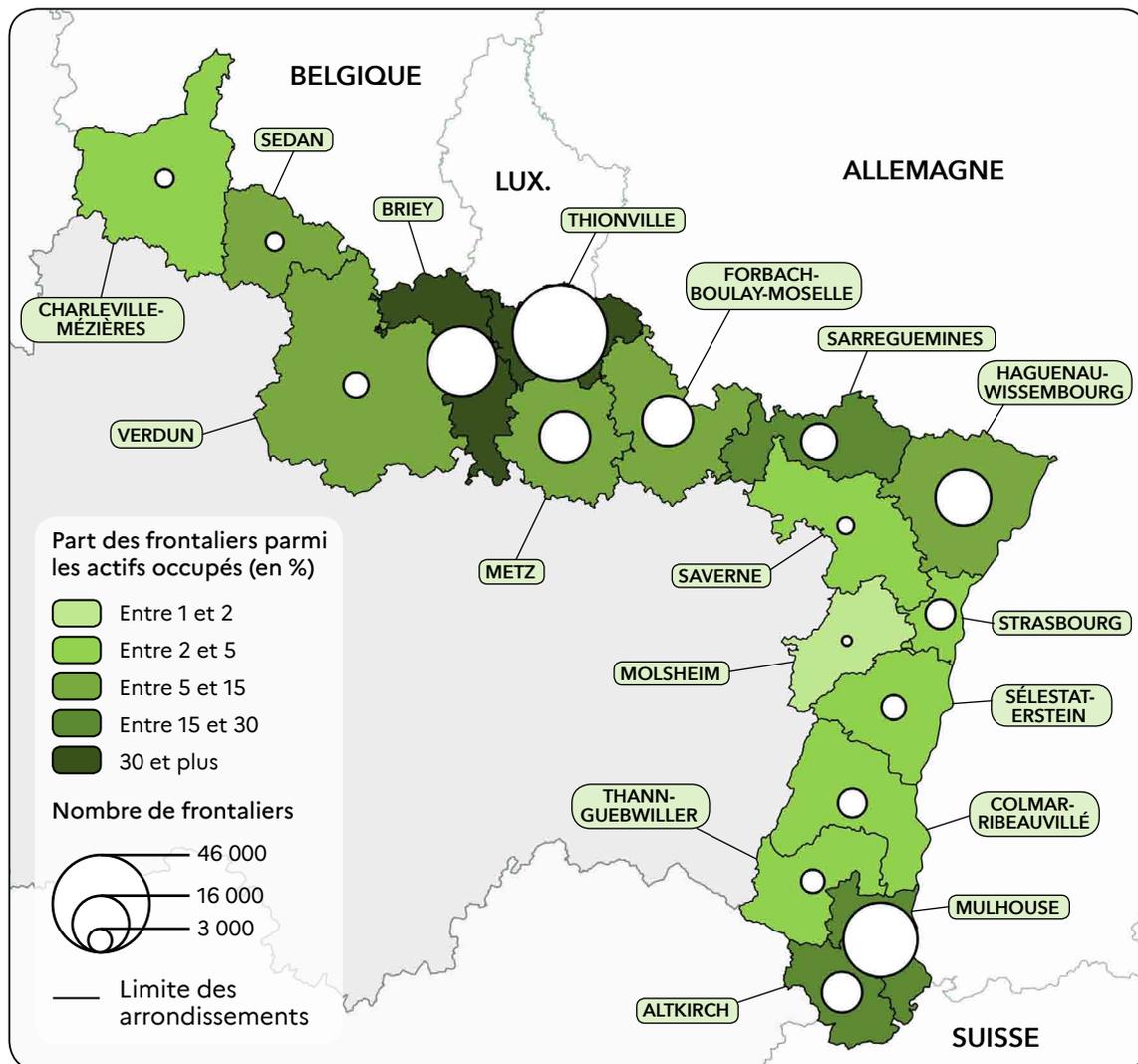
EPCI : établissement public de coopération intercommunale



Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitation principale

Plus de 182 000 actifs en emploi du Grand Est (soit un sur douze) sont des travailleurs frontaliers en 2018

RÉPARTITION DES FRONTALIERS SELON LES ARRONDISSEMENTS



Arrondissements du Grand Est	Non frontaliers	Frontaliers	Ensemble	Part de frontaliers (en %)
Thionville	67 710	46 179	113 888	40,5
Briey	40 723	25 022	65 745	38,1
Altkirch	23 658	8 389	32 047	26,2
Mulhouse	110 498	28 255	138 752	20,4
Sarreguemines	34 290	6 630	40 921	16,2
Forbach-Boulay-Moselle	75 415	13 251	88 667	14,9
Haguenau-Wissembourg	95 991	16 042	112 033	14,3
Verdun	29 827	3 263	33 091	9,9
Metz	130 797	13 322	144 118	9,2
Sedan	18 546	1 728	20 274	8,5
Thann-Guebwiller	53 473	2 786	56 258	5,0
Colmar-Ribeauvillé	87 847	4 219	92 066	4,6
Sélestat-Erstein	68 956	3 005	71 961	4,2
Charleville-Mézières	55 581	1 680	57 261	2,9
Saverne	56 504	1 424	57 928	2,5
Strasbourg	198 973	4 540	203 513	2,2
Molsheim	47 044	530	47 575	1,1
Autres arrondissements du Grand Est	877 812	1 965	879 777	0,2
Grand Est	2 073 644	182 231	2 255 876	8,1

Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitations complémentaires

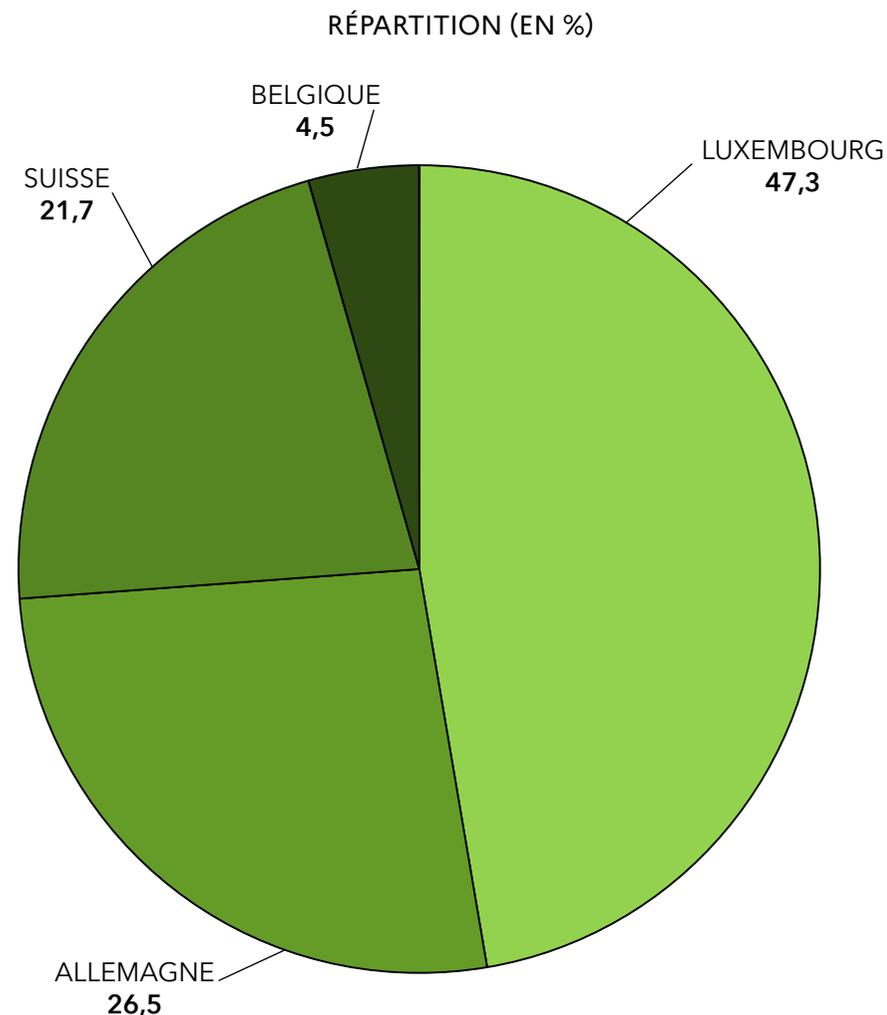
Plus d'un habitant sur trois des arrondissements de Thionville et Briey travaillent au Luxembourg

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL

Lieu de travail	Luxembourg	Allemagne	Suisse	Belgique	France*	Ensemble
Arrondissements limitrophes						
Thionville	45 631	402	11	134	67 710	113 888
Briey	21 973	23	5	3 022	40 723	65 745
Altkirch	5	204	8 180	-	23 658	32 047
Mulhouse	25	2 183	26 028	14	110 502	138 752
Sarreguemines	241	6 349	31	10	34 290	40 921
Forbach-Boulay-Moselle	2 039	11 141	51	20	75 415	88 667
Haguenau-Wissembourg	54	15 839	134	16	95 991	112 033
Verdun	1 588	s	s	1 673	29 827	33 091
Sedan	247	s	s	1 478	18 546	20 274
Metz	13 123	122	30	47	130 797	144 118
Thann-Guebwiller	5	370	2 408	-	53 475	56 258
Colmar-Ribeauvillé	35	2 661	1 513	5	87 852	92 066
Sélestat-Erstein	6	2 743	245	5	68 961	71 961
Charleville-Mézières	126	-	-	1 554	55 581	57 261
Saverne	62	1 277	73	11	56 504	57 928
Strasbourg	78	4 043	376	39	198 978	203 513
Molsheim	-	461	65	-	47 050	47 575
Ensemble	85 237	47 820	39 154	8 028	1 195 860	1 376 099

s : secret statistique

* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

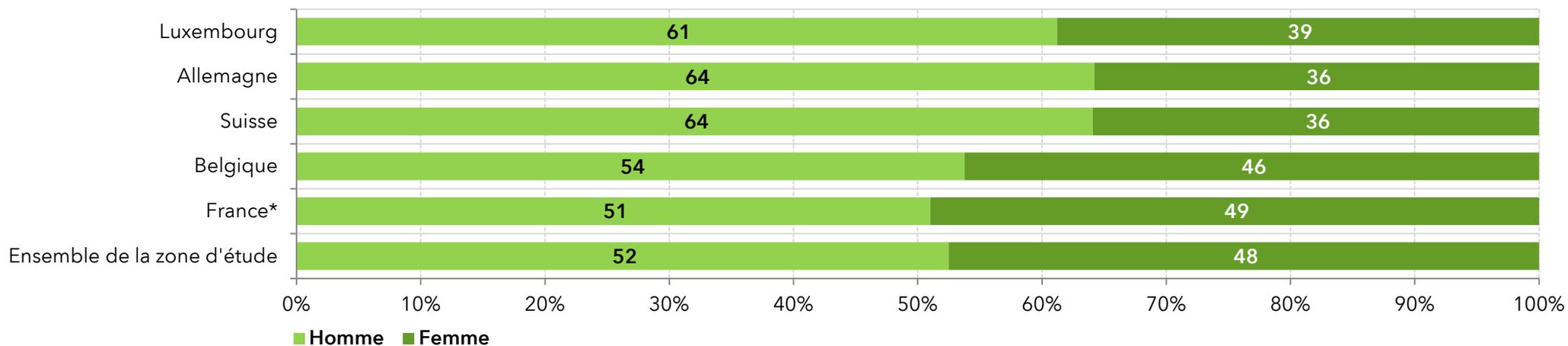


Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitations complémentaires Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

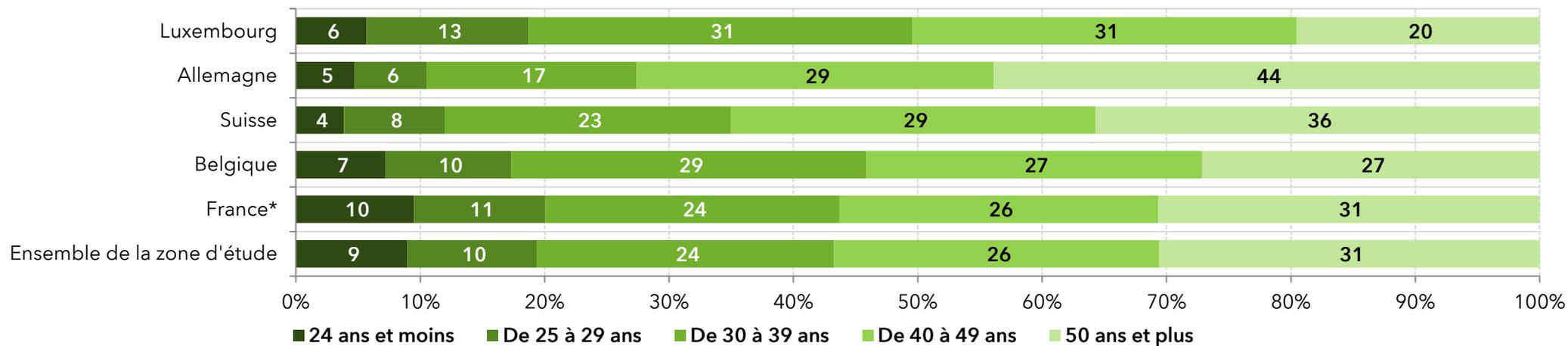
L'Allemagne et la Suisse attirent des frontaliers plus âgés et plus souvent des hommes

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR SEXE (EN %)



RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE (EN %)



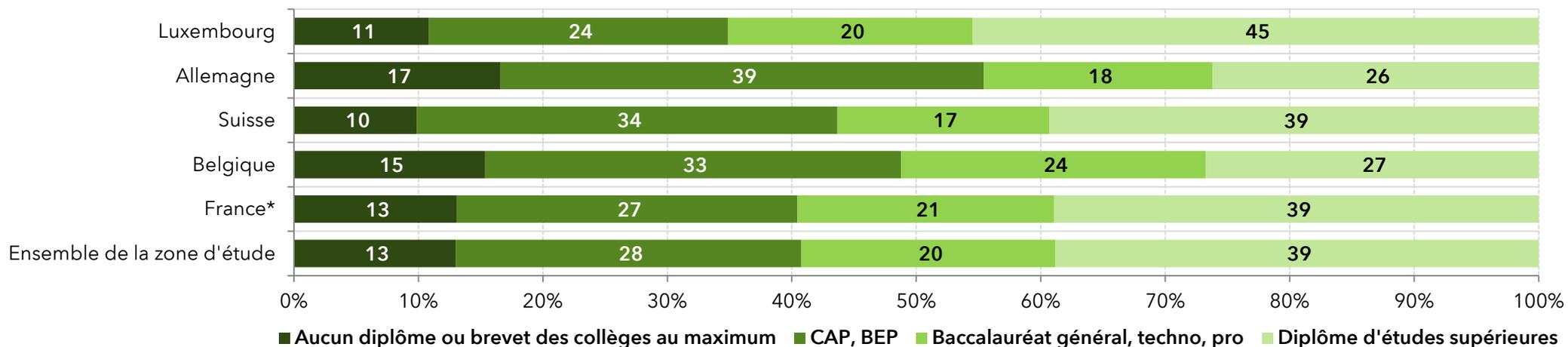
* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitations complémentaires Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

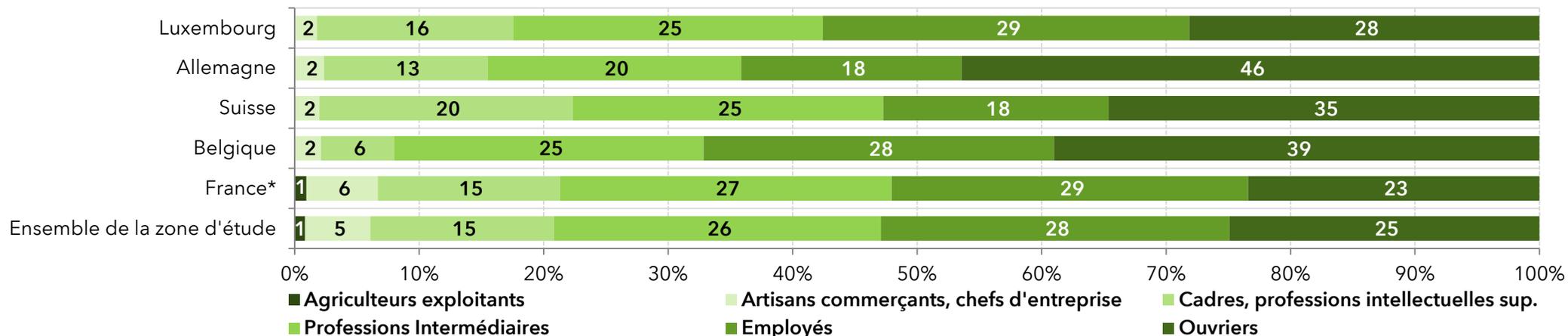
Un plus haut niveau de diplôme pour les frontaliers travaillant au Luxembourg et davantage d'ouvriers en Allemagne et en Belgique

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR NIVEAU DE DIPLÔME (EN %)



RÉPARTITION PAR CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE (EN %)



* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitations complémentaires Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

En majorité des ouvriers, employés ou techniciens parmi les travailleurs frontaliers du Grand Est ; présence significative de cadres et ingénieurs vers le Luxembourg et la Suisse

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR POSITION PROFESSIONNELLE (EN %)	LIEU DE TRAVAIL					Ensemble de la zone d'étude
	Luxembourg	Allemagne	Suisse	Belgique	France*	
Indépendant	1,0	1,3	0,8	1,0	5,8	5,2
Employeur	2,0	2,5	1,5	2,1	4,9	4,6
Ingénieur, cadre d'entreprise	13,3	10,2	18,7	3,7	8,1	8,8
Agent de maîtrise, VRP	2,3	2,5	2,3	1,8	4,0	3,8
Technicien (non cadre)	7,1	7,0	11,3	5,6	6,8	7,0
Employé	40,5	23,4	27,6	33,9	25,6	26,6
OQ ou OHQ, technicien d'atelier	17,5	24,2	19,6	21,6	10,7	11,9
Mancœuvre, ouvrier spécialisé	10,7	21,8	12,5	20,0	9,6	10,2
Agent de cat. A de la fonction publique	0,7	0,9	0,6	2,2	6,6	5,8
Agent de cat. B de la fonction publique	0,6	0,7	0,6	2,6	4,6	4,1
Agent de cat. C ou D fonction publique	0,3	0,4	0,2	0,7	5,2	4,6
Aide familial	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Position professionnelle non précisée	3,8	5,0	4,2	4,7	7,9	7,4
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

 surreprésentation ≥ 2 points par rapport à la répartition Naf de la zone d'étude

 sous-représentation ≥ 2 points par rapport à la répartition Naf de la zone d'étude

* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitations complémentaires Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

Les frontaliers travaillent essentiellement dans l'industrie dans les pays voisins, sauf au Luxembourg plus orienté vers les services

LES FRONTALIERS SELON LE PAYS DE TRAVAIL (SUITE)

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (EN %)	LIEU DE TRAVAIL					Ensemble de la zone d'étude
	Luxembourg	Allemagne	Suisse	Belgique	France*	
Agriculture, sylviculture et pêche	0,1	0,2	0,3	0,6	1,7	1,5
Industries extractives	0,1	0,4	0,2	0,4	0,1	0,1
Industrie manufacturière	12,3	41,4	33,0	25,3	14,8	16,1
Prod distrib élec gaz vapeur air condit	0,2	0,2	0,6	0,1	0,9	0,8
Prod distrib eau assainiss dépollution	0,6	0,8	0,9	0,7	0,8	0,8
Construction	10,0	7,2	8,1	6,7	6,2	6,6
Commerce réparation automobile	15,7	17,2	12,4	17,6	13,4	13,7
Transports et entreposage	5,0	4,6	9,7	3,3	4,5	4,7
Hébergement et restauration	5,4	1,8	3,5	4,0	3,9	3,9
Information et communication	5,3	2,0	2,3	0,3	1,7	1,9
Activités financières et d'assurance	11,9	1,6	2,1	1,0	2,8	3,3
Activités immobilières	0,7	0,3	0,3	0,5	1,0	0,9
Activ spécialisées scientif techniques	9,3	3,6	6,9	1,2	4,3	4,7
Activ services administratifs soutien	10,4	5,2	7,3	5,7	6,1	6,4
Administration publique	1,5	2,1	0,9	2,9	9,3	8,3
Enseignement	1,2	1,9	1,9	4,8	7,5	6,7
Santé humaine et action sociale	7,2	6,3	6,9	20,7	16,0	14,8
Arts spectacles et activités récréatives	0,5	1,8	0,8	1,3	1,2	1,1
Autres activités de services	1,7	1,4	1,5	1,8	3,2	3,0
Activités ménages en tant qu'employeurs	0,1	0,0	0,4	0,8	0,4	0,4
Activités extra-territoriales	0,7	0,0	0,0	0,3	0,2	0,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

 surreprésentation ≥ 2 points par rapport à la répartition Naf de la zone d'étude

 sous-représentation ≥ 2 points par rapport à la répartition Naf de la zone d'étude

* individus travaillant généralement en France, ou marginalement, dans un pays étranger autre que les 4 cités.

Source : Insee - Recensement de la population 2018, exploitations complémentaires Champ : actifs occupés résidant dans les 17 arrondissements limitrophes à la Belgique, au Luxembourg, à l'Allemagne et à la Suisse

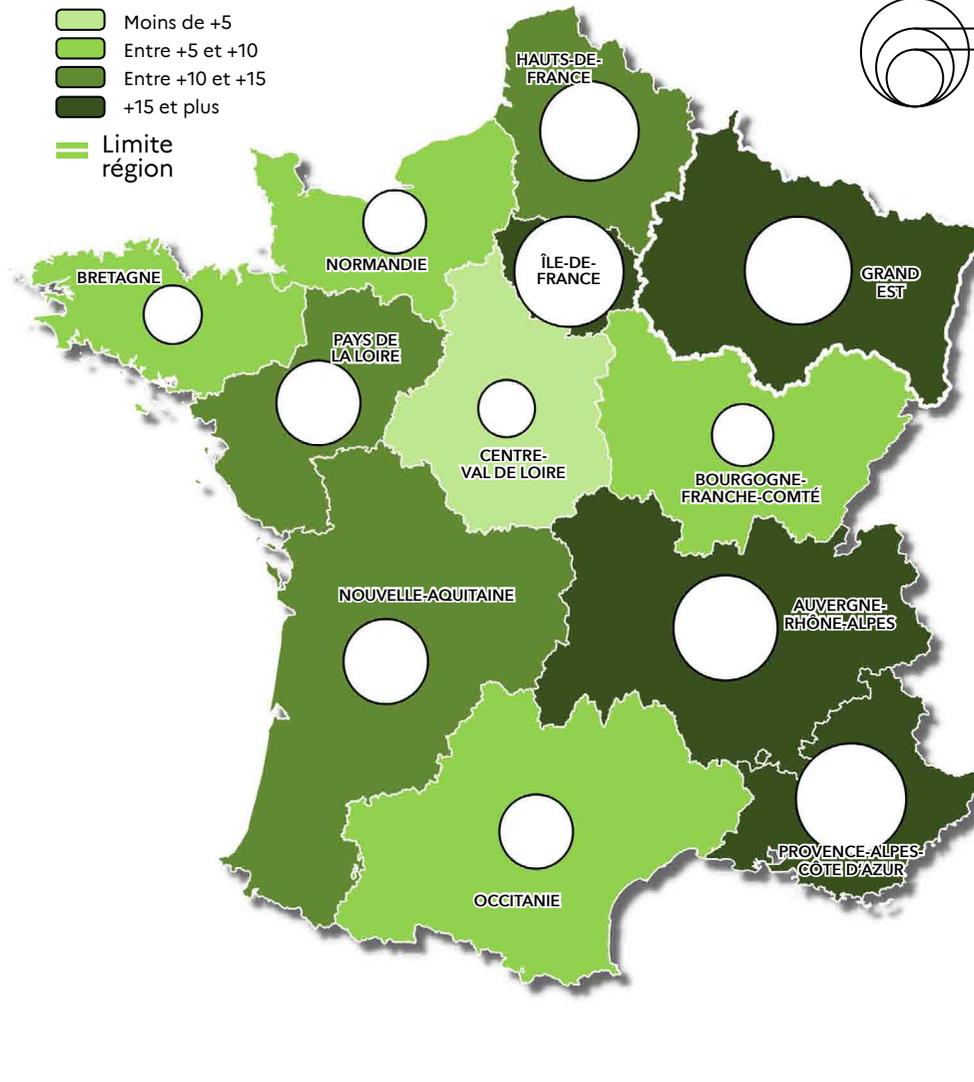
34 900 travailleurs détachés distincts en 2021 sur le Grand Est

EFFECTIFS DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS SELON LES RÉGIONS

	Travailleurs détachés distincts (TDD)	TDD région / TDD France métro. (en %)
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	37 080	18,1
Ile-de-France	36 561	17,9
Grand Est	34 888	17,1
Auvergne-Rhône-Alpes	33 117	16,2
Hauts-de-France	29 525	14,4
Nouvelle-Aquitaine	21 850	10,7
Pays-de-la-Loire	21 495	10,5
Occitanie	16 647	8,1
Normandie	12 057	5,9
Bourgogne-Franche-Comté	11 516	5,6
Bretagne	10 296	5,0
Centre-Val de Loire	9 899	4,8
Corse	1 651	0,8
France métropolitaine	204 336	

La somme des effectifs des régions est supérieure à l'effectif France, car un travailleur détaché travaillant dans deux régions est compté dans chaque région en tant que travailleur détaché distinct, et une unique fois, pour la France.

Travailleurs détachés distincts région / TDD France métro. (en %)



Travailleurs détachés distincts



Source : Sipsi - Refonte, extraction du 31 mai 2022

Une majorité de travailleurs détachés en provenance d'Allemagne, de Pologne ou du Portugal

TOP 10 SELON LA NATIONALITÉ DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

GRAND EST		FRANCE MÉTROPOLITAINE	
Nationalité (pays)	Travailleurs détachés distincts 2021	Nationalité (pays)	Travailleurs détachés distincts 2021
Allemagne	7 958	Italie	21 088
France	3 747	Allemagne	20 677
Pologne	3 178	Portugal	20 081
Portugal	3 038	Pologne	18 632
Italie	2 615	Roumanie	17 206
Roumanie	2 455	Espagne	16 957
Belgique	2 110	Belgique	11 858
Espagne	1 399	France	9 483
Ukraine	607	Royaume-Uni	5 290
Slovaquie	605	Ukraine	5 224
Total top 10	27 712	Total top 10	146 496

Source : Sipsi - Refonte, extraction du 31 mai 2022

Près de la moitié des prestations internationales assurées par des entreprises allemandes, luxembourgeoises ou polonaises

TOP 10 SELON LE PAYS D'ORIGINE DES ENTREPRISES

GRAND EST		FRANCE MÉTROPOLITAINE	
Pays	Travailleurs détachés distincts 2021	Pays	Travailleurs détachés distincts 2021
Allemagne	10 614	Espagne	28 522
Luxembourg	3 838	Allemagne	26 023
Pologne	3 188	Italie	24 166
Portugal	2 994	Portugal	23 417
Italie	2 700	Pologne	18 736
Belgique	2 507	Belgique	14 877
Espagne	1 877	Roumanie	11 377
Roumanie	1 610	Royaume-Uni	6 378
Slovaquie	674	Suisse	5 920
Suisse	636	Pays-Bas	5 043
Total top 10	30 638	Total top 10	164 459

Source : Sipsi - Refonte, extraction du 31 mai 2022

Plus de deux travailleurs détachés sur trois travaillent dans l'industrie manufacturière ou la construction

TOP 5 DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

GRAND EST		FRANCE MÉTROPOLITAINE	
Secteur d'activité	Part de travailleurs détachés distincts 2021	Secteur d'activité	Part de travailleurs détachés distincts 2021
INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	35,4	CONSTRUCTION	35,3
CONSTRUCTION	33,1	INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	28,6
AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	8,4	AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE	7,3
ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	5,5	ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	6,0
ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	2,9	AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	5,9

Source : Sipsi - Refonte, extraction du 31 mai 2022

MARCHÉ DU TRAVAIL

En raison de la crise sanitaire, l'année 2020 avait été marquée par de fortes variations du taux de chômage, ainsi que par une augmentation sensible du nombre de demandeurs d'emploi. Grâce à la levée progressive des mesures de restriction, 2021 s'inscrit à l'inverse dans le cadre du retour à la normale. Le Grand Est compte ainsi 258 100 demandeurs d'emploi de catégorie A au 4^e trimestre 2021, niveau comparable à celui de 2012, et en baisse de 5 % sur deux ans.

En intégrant les demandeurs d'emploi de catégorie B et C, c'est-à-dire ceux bénéficiant d'une activité réduite, le total des catégories A, B, C s'élève à 439 700 inscrits sur les listes de Pôle emploi au 4^e trimestre 2021, nombre en baisse de 0,7 % par rapport à fin 2019. Cependant, le Grand Est demeure en retrait des résultats nationaux : -6 % en catégorie A et -1,5 % en catégories A, B, C pour la France métropolitaine sur deux ans.

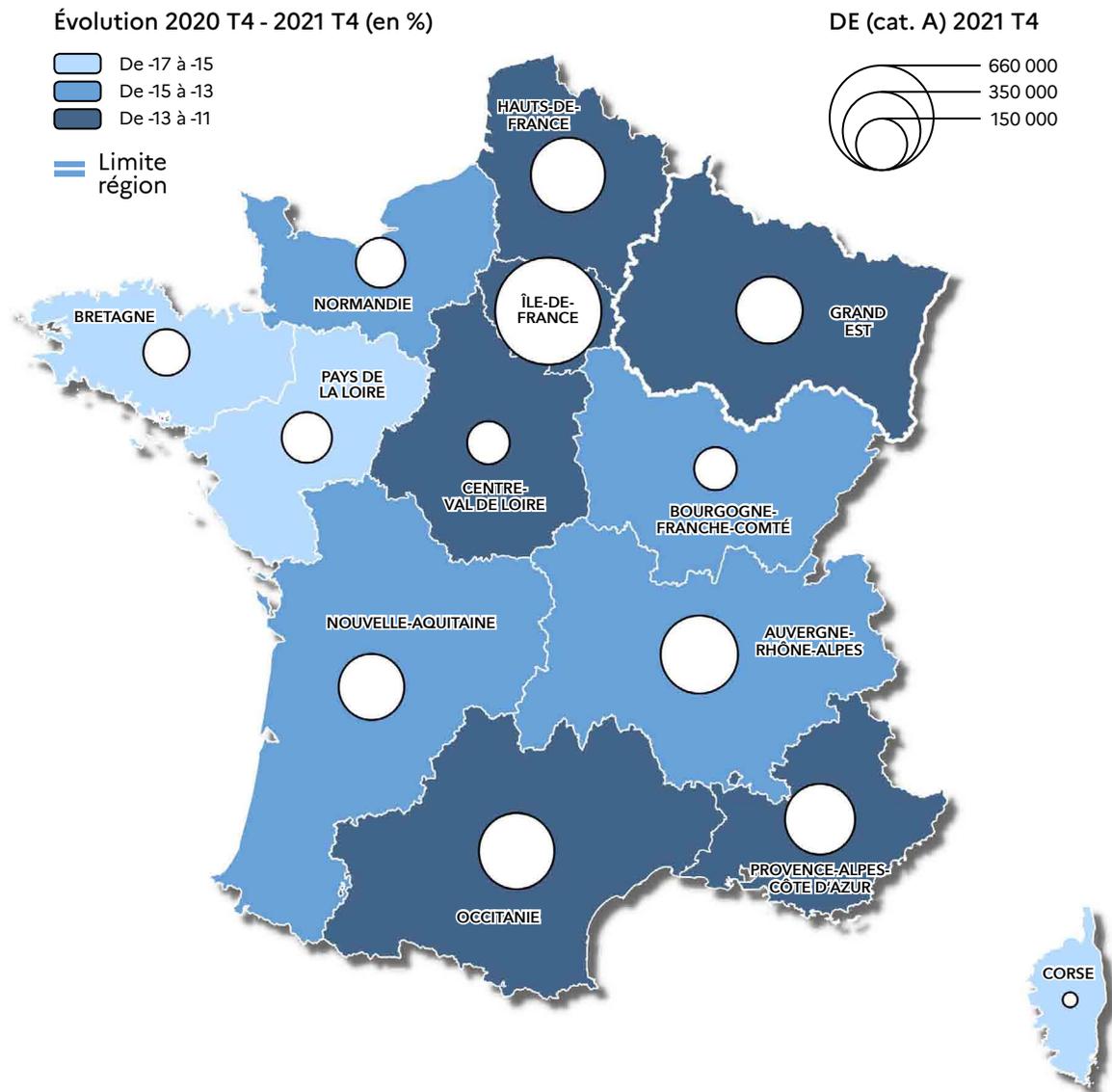
Le recul de la demande d'emploi de catégorie A est légèrement plus prononcée pour les hommes (-5,3 % sur 2 ans) que pour les femmes (-5,0 %). En partie en raison de la priorité accordée à l'emploi des jeunes – notamment via le dispositif « #1jeune#1solution » –, la baisse est sensiblement plus accentuée chez les jeunes de moins de 25 ans (-10,6 %) que chez les seniors de 50 ans et plus (-1,5 %). Près d'un demandeur d'emploi sur deux inscrit à Pôle emploi depuis plus de 3 ans est une personne de 50 ans ou plus.

Après avoir beaucoup fluctué en 2020, le taux de chômage s'est stabilisé dans un premier temps en 2021, puis s'est infléchi en fin d'année à 7,2 % de la population active dans le Grand Est, ainsi qu'en France métropolitaine. Grâce à cette baisse, le taux de chômage régional se situe désormais à un niveau inférieur à son niveau d'avant la crise sanitaire, et aussi à un niveau qu'il n'avait plus connu depuis la fin 2008. Les jeunes de moins de 25 ans ont un taux de chômage de 18,6 %. Cependant, leur taux de chômage est celui qui baisse le plus depuis le pic de 2015 : -7,7 points pour les jeunes, -2,5 points chez les 25-49 ans, -1,3 points chez les seniors.

Après avoir augmenté en 2020, le nombre de demandeurs d'emploi est en baisse sensible à fin 2021

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIE A) 2020-2021 SELON LES RÉGIONS

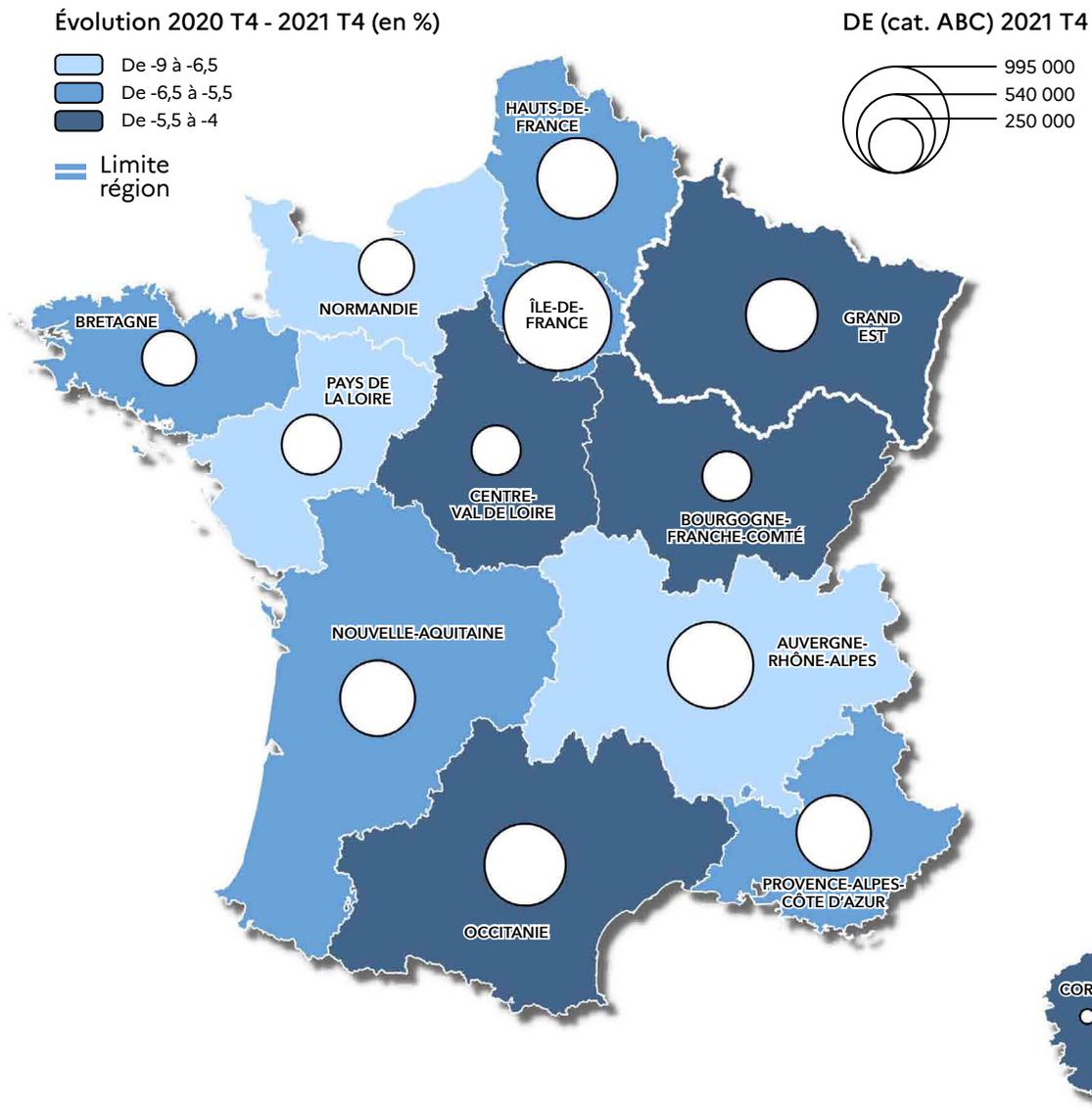
	DE (cat. A) 4 ^e trim. 2020	DE (cat. A) 4 ^e trim. 2021	Évol. (en %)
Île-de-France	755 090	659 660	-12,6
Auvergne-Rhône-Alpes	407 660	348 900	-14,4
Occitanie	377 170	333 050	-11,7
Hauts-de-France	363 310	321 720	-11,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	328 990	286 520	-12,9
Grand Est	292 840	258 080	-11,9
Nouvelle-Aquitaine	293 970	252 550	-14,1
Pays de la Loire	177 430	147 440	-16,9
Normandie	166 330	142 340	-14,4
Bretagne	149 570	125 340	-16,2
Bourgogne-Franche-Comté	122 850	106 650	-13,2
Centre-Val de Loire	121 940	106 460	-12,7
Corse	15 610	13 070	-16,3
France métropolitaine	3 572 800	3 101 800	-13,2



Source : Statistiques du marché du travail (STMT) - Pôle emploi, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2021)

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CATÉGORIES ABC) 2020-2021 SELON LES RÉGIONS

	DE (cat. ABC) 4 ^e trim. 2020	DE (cat. ABC) 4 ^e trim. 2021	Évol. (en %)
Île-de-France	1 059 010	994 110	-6,1
Auvergne-Rhône-Alpes	669 660	623 940	-6,8
Occitanie	595 770	566 430	-4,9
Hauts-de-France	577 510	544 010	-5,8
Nouvelle-Aquitaine	512 160	479 890	-6,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	499 570	470 800	-5,8
Grand Est	463 770	439 660	-5,2
Pays de la Loire	326 300	300 020	-8,1
Normandie	281 640	261 690	-7,1
Bretagne	268 280	250 940	-6,5
Bourgogne-Franche-Comté	220 440	209 180	-5,1
Centre-Val de Loire	217 510	208 090	-4,3
Corse	20 590	19 470	-5,4
France métropolitaine	5 712 200	5 368 200	-6,0



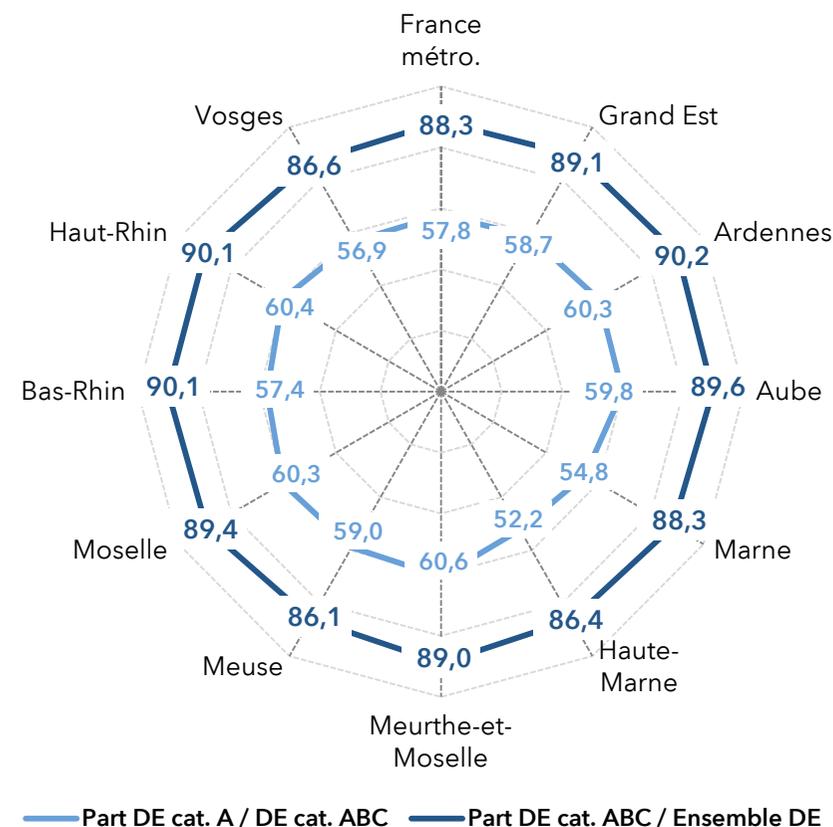
Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2021)

258 100 demandeurs d'emploi de catégorie A dans la région, et 439 700 en catégories ABC ; une part des demandeurs d'emploi de catégorie A moins élevée en Haute-Marne

RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES

	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Cat. ABC	Cat. D	Cat. E	Ensemble
Ardennes	14 830	3 050	6 720	24 590	1 370	1 300	27 260
Aube	17 390	3 750	7 920	29 050	1 680	1 690	32 420
Marne	25 180	6 800	13 940	45 910	2 920	3 170	52 010
Haute-Marne	6 380	1 810	4 030	12 220	780	1 150	14 150
Meurthe-et-Moselle	32 640	6 470	14 720	53 830	3 510	3 140	60 470
Meuse	7 930	1 680	3 840	13 450	1 000	1 180	15 630
Moselle	50 720	10 310	23 130	84 160	4 390	5 640	94 190
Bas-Rhin	49 750	11 440	25 440	86 630	5 250	4 280	96 150
Haut-Rhin	36 740	7 720	16 340	60 800	3 680	2 970	67 460
Vosges	16 520	3 660	8 830	29 010	1 870	2 600	33 480
Grand Est	258 080	56 680	124 900	439 660	26 450	27 110	493 220
France métro.	3 101 800	715 000	1 551 500	5 368 200	347 800	360 300	6 076 300

PART DE DEMANDEURS D'EMPLOI SELON LES CATÉGORIES (EN %)

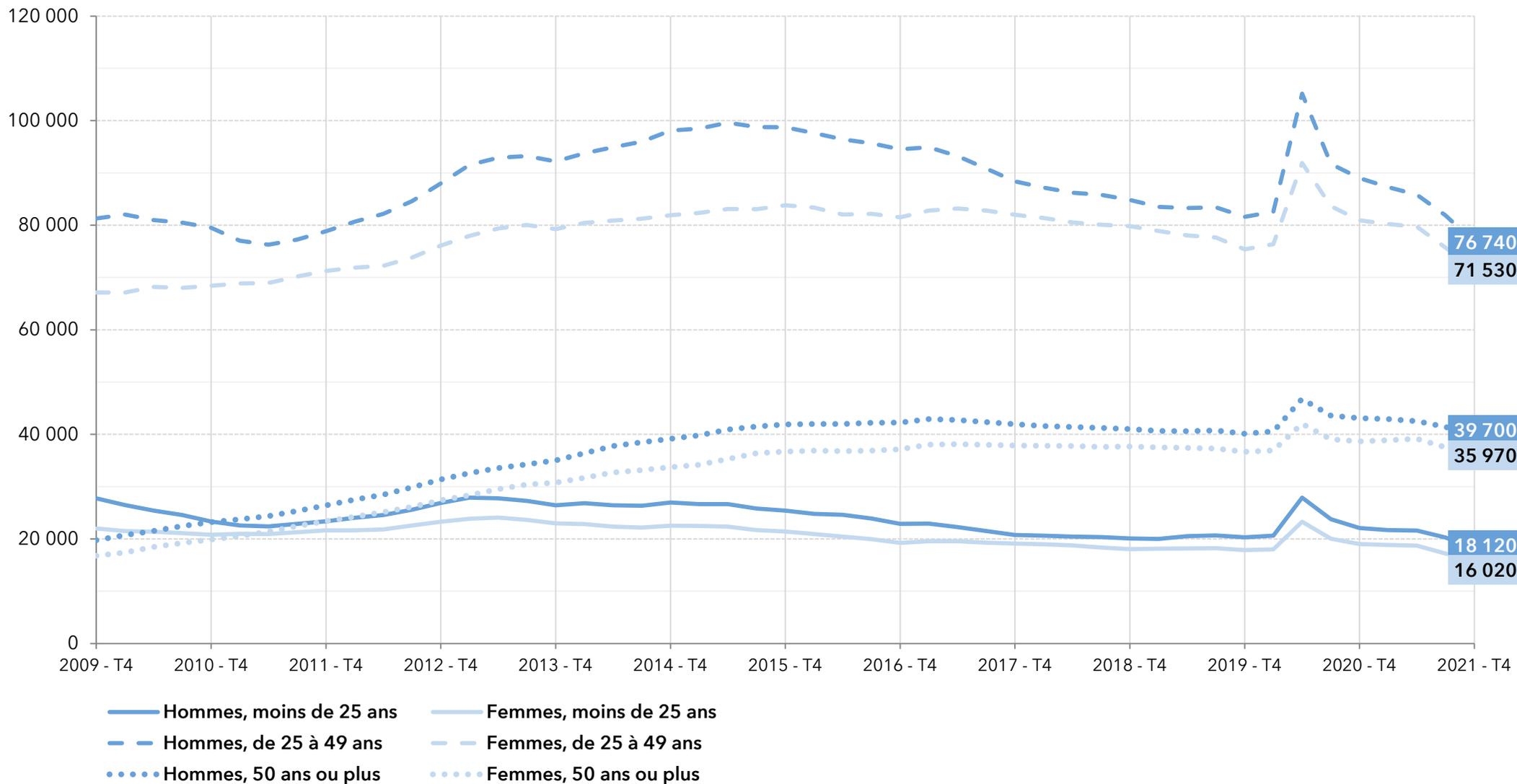


- Cat. A** : inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi
- Cat. B** : inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (<= 78 heures)
- Cat. C** : inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (>= 79 heures)
- Cat. D** : inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi
- Cat. E** : inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi

Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2021)

Comme dans la quasi-totalité des régions françaises, le nombre de demandeurs d'emploi de cat. A est redescendu, à fin 2021, sous son niveau d'avant-crise

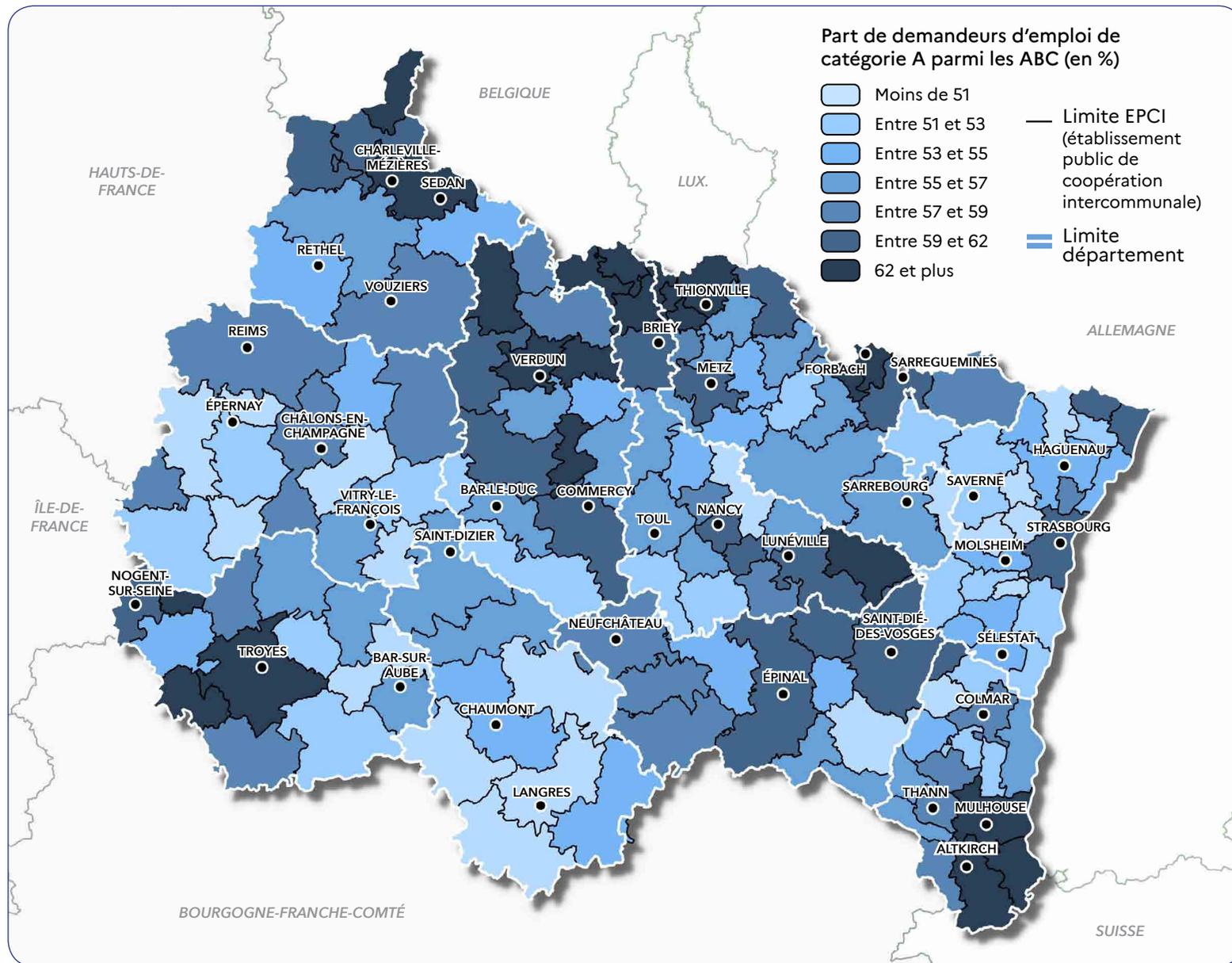
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON LA TRANCHE D'ÂGE ET LE SEXE



Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2021) Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A

Une part de demandeurs d'emploi de catégorie A plus importante dans les villes et les territoires frontaliers

DEMANDEURS D'EMPLOI CAT. A / CAT. ABC PAR EPCI



Source : STMT - Pôle emploi, Dares données brutes
 Champ : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi à fin décembre 2021

Baisse identique entre 2020 et 2021 du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à celle des autres demandeurs d'emploi

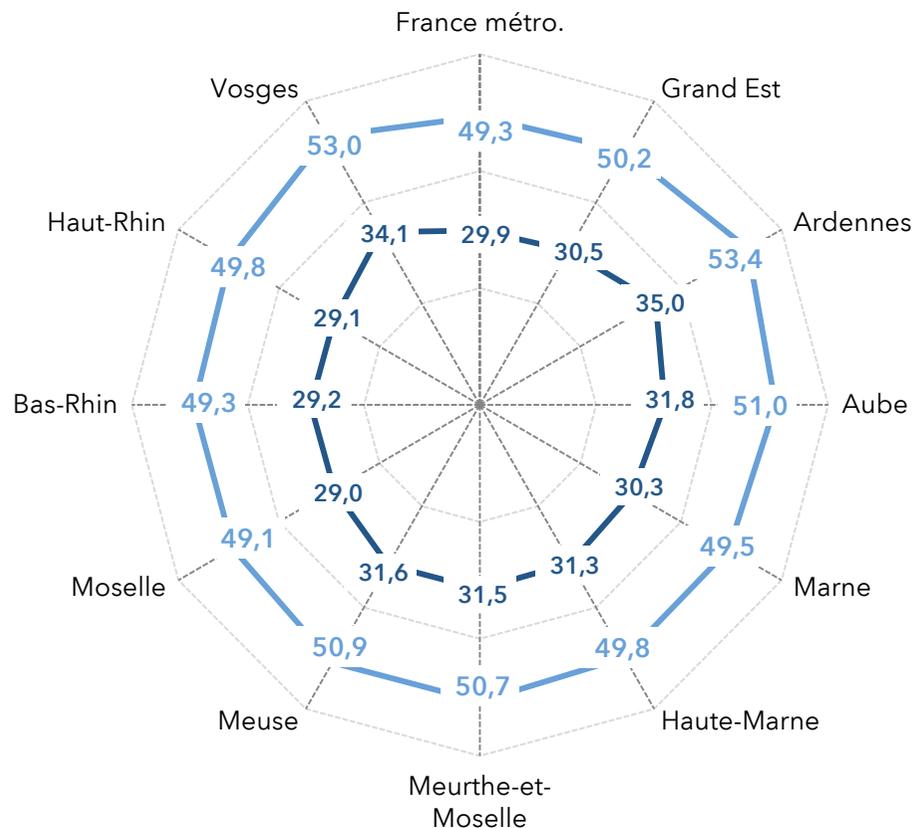
RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION

	MOINS D'UN AN		ENTRE 1 ET 2 ANS		ENTRE 2 ET 3 ANS		3 ANS ET PLUS		ENSEMBLE	
	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)	Effectif	Évolution sur 1 an (en %)
Ardennes	11 470	1,9	4 510	-15,5	2 910	-0,7	5 700	0,9	24 590	-2,3
Aube	14 250	-2,3	5 560	-12,0	3 170	-3,9	6 080	0,2	29 060	-4,0
Marne	23 200	-4,1	8 800	-12,0	4 860	-2,4	9 040	-1,8	45 900	-5,1
Haute-Marne	6 130	-2,5	2 270	-20,9	1 340	-2,9	2 480	-2,4	12 220	-6,6
Meurthe-et-Moselle	26 510	-6,2	10 360	-13,1	5 760	1,6	11 190	-1,5	53 820	-5,9
Meuse	6 600	-3,8	2 590	-11,0	1 460	1,4	2 790	-1,8	13 440	-4,3
Moselle	42 820	-3,6	16 910	-8,4	8 990	4,4	15 440	-2,4	84 160	-3,6
Bas-Rhin	43 920	-7,7	17 440	-10,2	9 170	2,6	16 090	-1,5	86 620	-6,1
Haut-Rhin	30 540	-8,2	12 590	-12,8	6 890	4,9	10 780	-0,1	60 800	-6,6
Vosges	13 640	-5,1	5 470	-14,8	3 290	-0,3	6 610	-3,1	29 010	-6,2
Grand Est	219 090	-5,2	86 500	-11,8	47 850	1,5	86 210	-1,4	439 650	-5,2
France métropolitaine	2 721 200	-5,9	1 044 400	-14,1	577 600	-0,3	1 025 100	-0,1	5 368 300	-6,0

Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2021) Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC

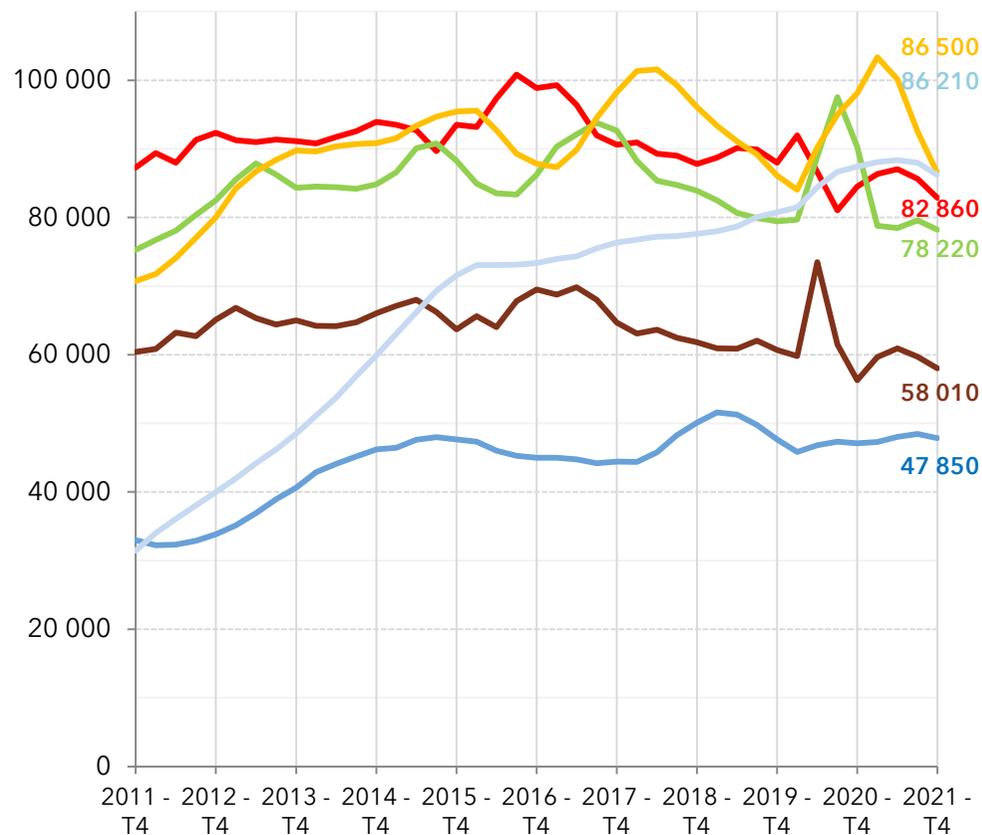
La Moselle et le Bas-Rhin ont une part de la demande d'emploi de longue durée plus faible que la France métropolitaine

PART DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION



— Part DE longue durée (1 an et +)
 — Part DE très longue durée (2 ans et +)

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION

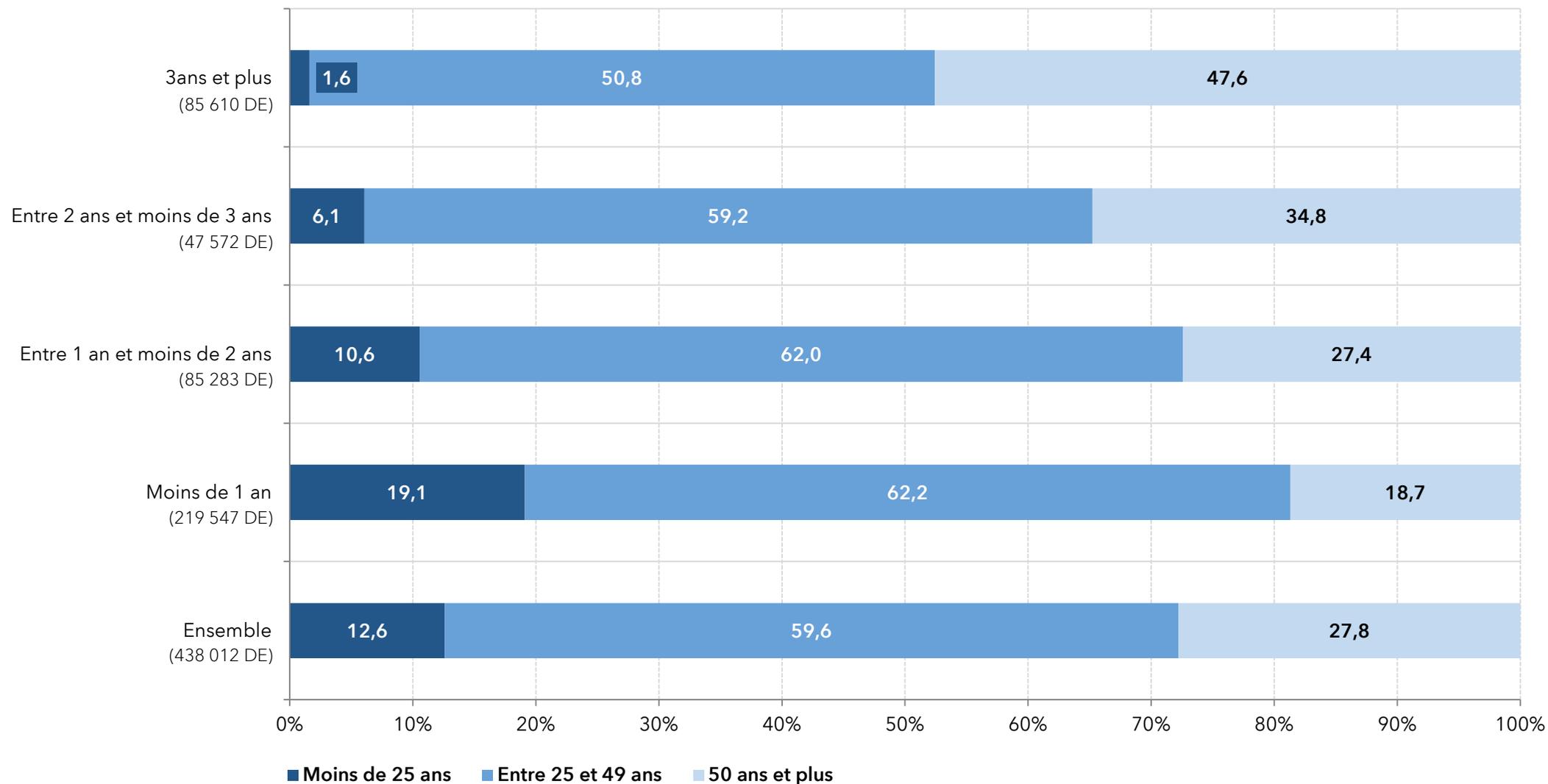


— Moins de 3 mois
 — De 3 mois à moins de 6 mois
 — De 6 mois à moins d'un an
 — De 1 an à moins de 2 ans
 — De 2 ans à moins de 3 ans
 — 3 ans et plus

Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données CVSCJO (4^e trimestre 2021) Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC

La part des seniors parmi les demandeurs d'emploi de très longue durée reste élevée (48 % des inscrits depuis au moins 3 ans)

RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI SELON L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION ET LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)



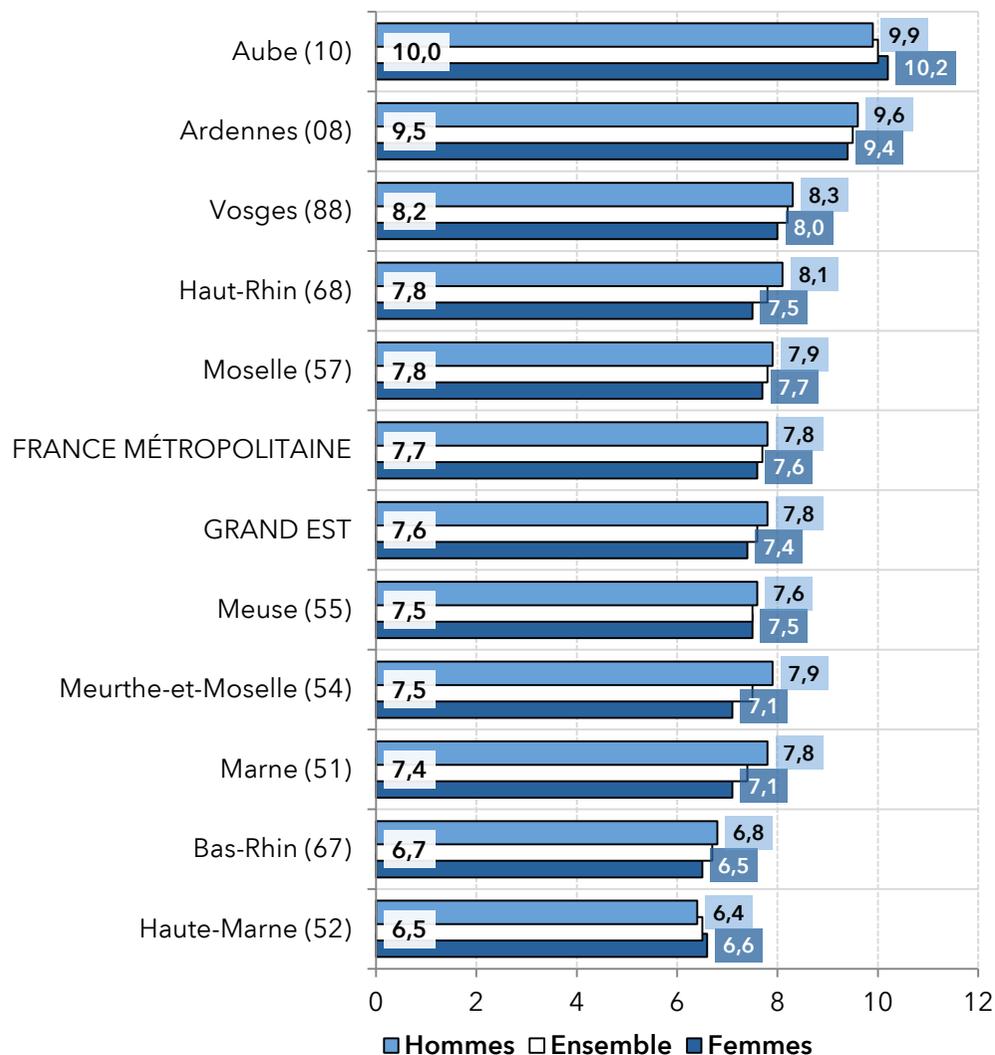
Source : STMT - Pôle emploi, Dares - données brutes Champ : demandeurs d'emploi inscrits en catégorie ABC, à fin décembre 2021

Un taux de chômage un peu plus faible pour les femmes - Bien qu'en diminution, le taux de chômage des moins de 25 ans reste proche de 19 %.

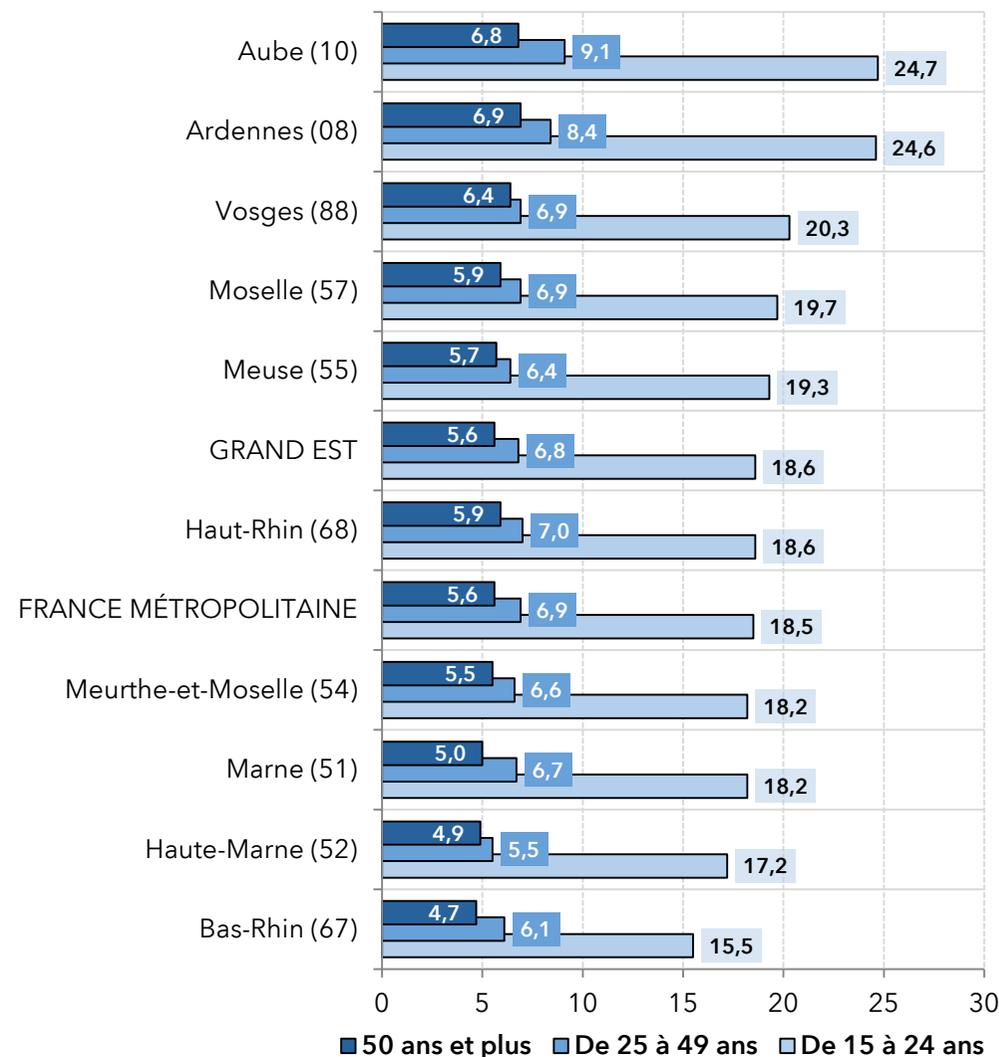
TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN

ANNÉE 2021

SELON LE SEXE (EN %)



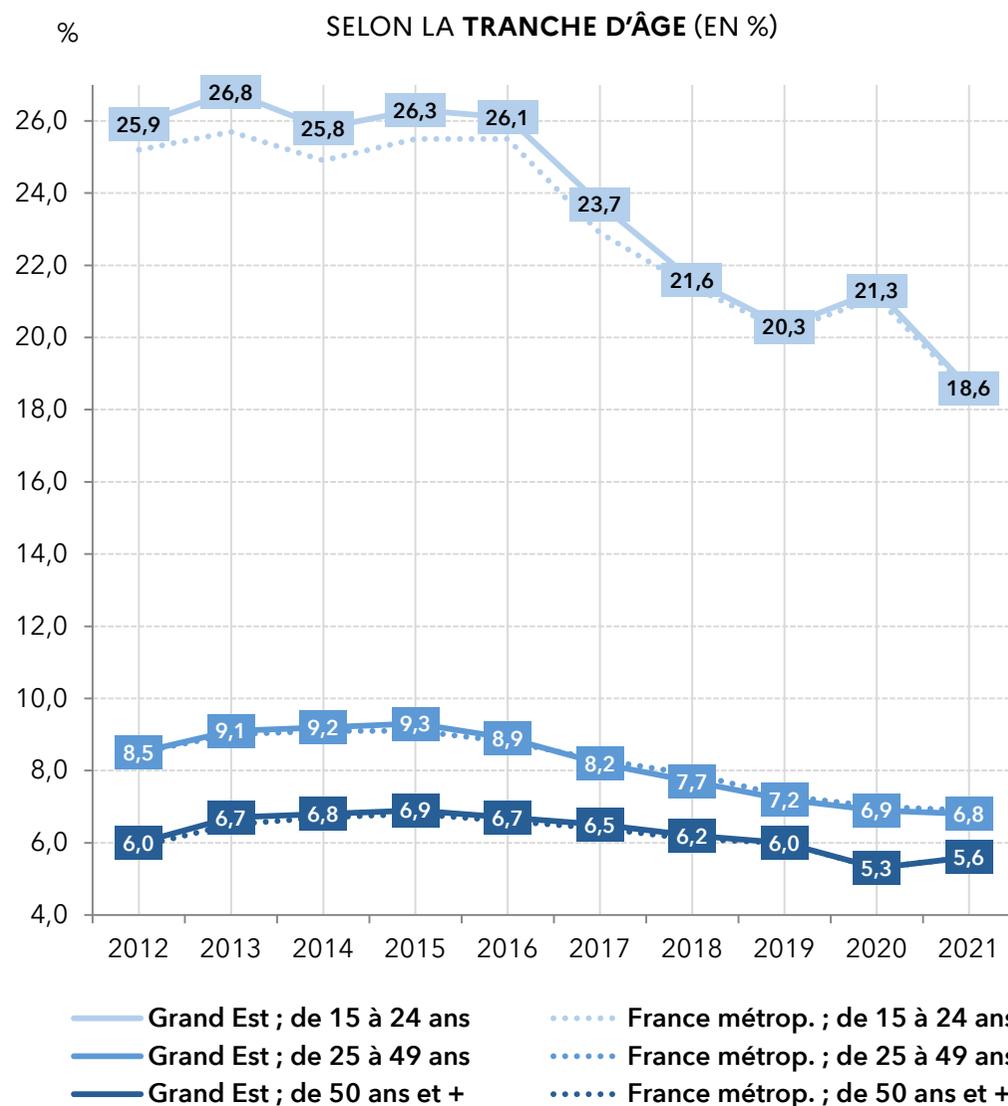
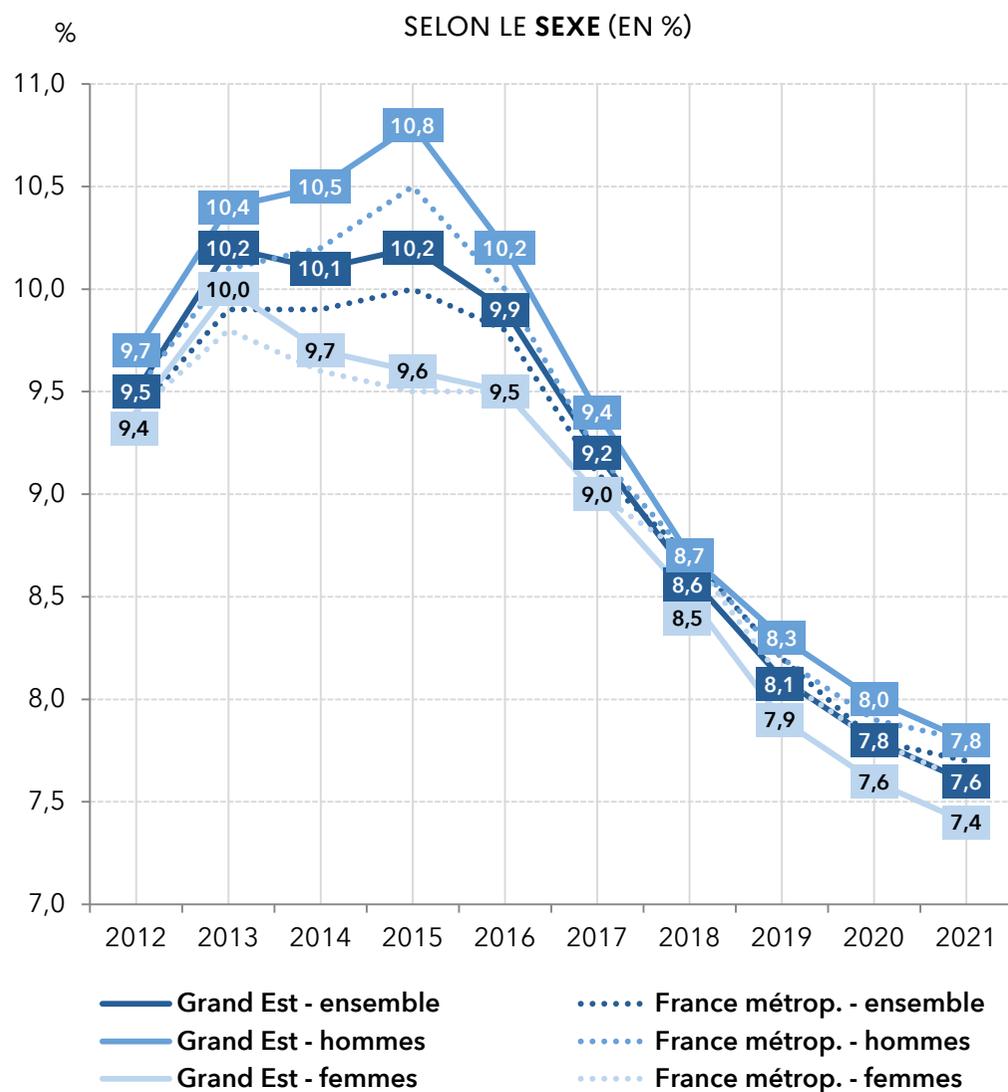
SELON LA TRANCHE D'ÂGE (EN %)



Source : Insee, taux de chômage localisé, enquête emploi Champ : personnes âgées de 15 ans ou plus

Baisse plus sensible des taux de chômage dans le Grand Est qu'en France métropolitaine depuis 2015
Malgré une hausse en 2020, le taux de chômage des jeunes est celui qui baisse le plus depuis 2015

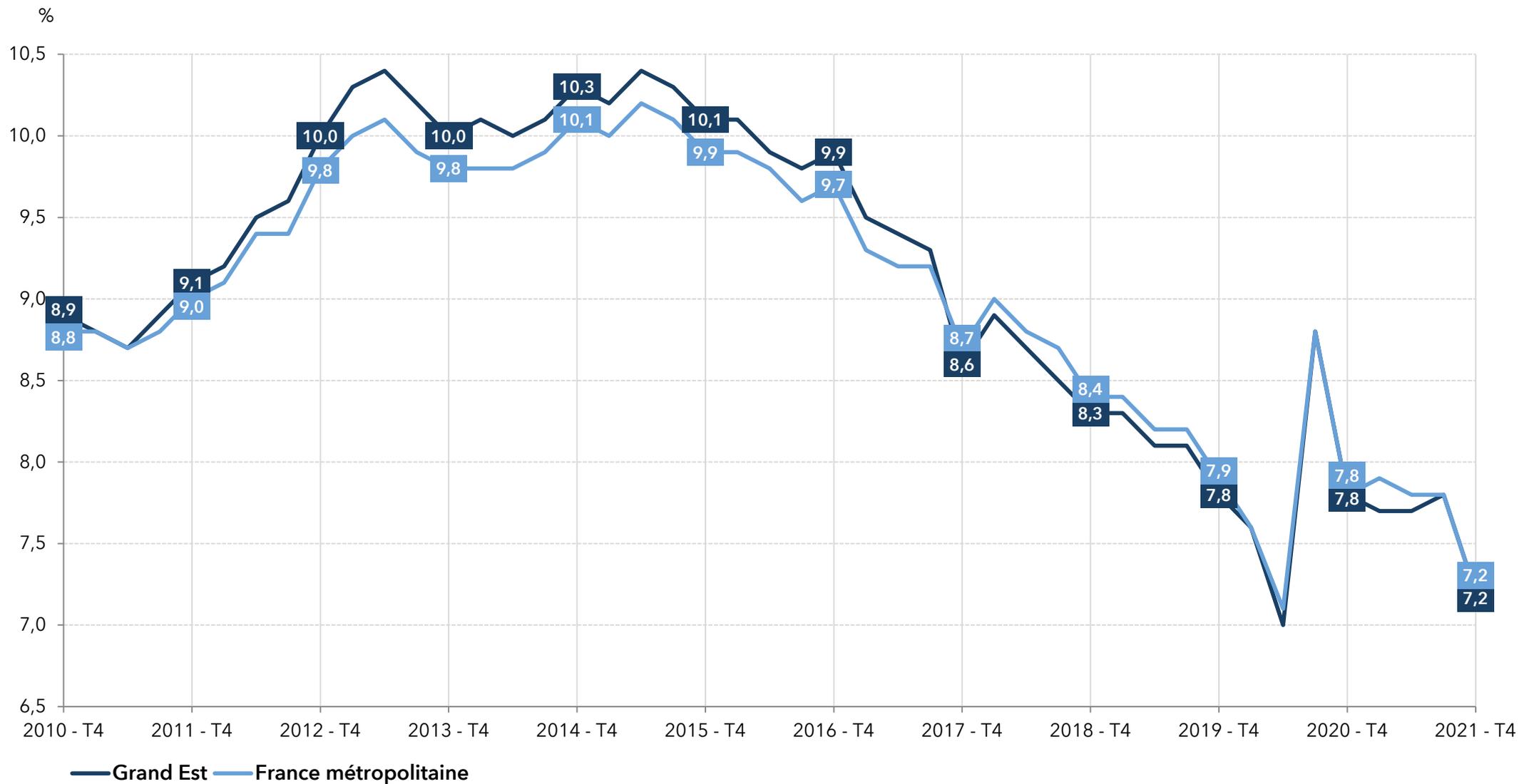
ÉVOLUTION 2012-2021 DU TAUX DE CHÔMAGE ANNUEL MOYEN



Source : Insee, taux de chômage localisé, enquête emploi Champ : personnes âgées de 15 ans ou plus

Baisse sensible du taux de chômage en 2021, le pic de 2020 est complètement effacé

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE LOCALISÉ



Source : Insee, taux de chômage localisés trimestriels

PAUVRETÉ - PRÉCARITÉ

Avec un niveau de vie médian de 21 800 € en 2019, le Grand Est se situe au 5^e rang des régions les plus riches de France métropolitaine. Dans les deux départements de la Collectivité européenne d'Alsace, ce niveau de vie médian dépasse 22 000 €, tandis qu'il est inférieur à 20 000 € dans les Ardennes.

Après transferts, impôts et prestations sociales, un habitant du Grand Est sur deux vit avec moins de 1 820 € par mois à peine moins qu'au niveau national (1 830 €). Cette même année, 14,7 % des habitants de la région vivaient sous le seuil de pauvreté (le même taux qu'au national). Au niveau départemental, ce taux varie de 18,6 % pour les Ardennes à 13 % pour le Haut-Rhin. Le taux de pauvreté est variable suivant les catégories. Ainsi, il s'élève à 25 % pour les ménages dont le référent fiscal a moins de 30 ans ou dépasse 30 % pour les familles monoparentales.

Près de 390 000 personnes habitent dans l'un des 116 quartiers politique de la ville (QPV), soit 6,9 % de la population. Cette part varie suivant les départements, et notamment en fonction de leur aspect plus ou moins rural. Ainsi, la population habitant en QPV dépasse 8 % dans le Haut-Rhin et la Marne, alors qu'elle est inférieure à 4 % dans les Vosges et la Meuse. L'ensemble des départements du Grand Est affiche un taux de pauvreté en QPV supérieur à la moyenne des taux de pauvreté dans l'ensemble des QPV de France. Le taux de pauvreté en QPV est plus élevé dans l'Aube, les Ardennes, les Vosges et la Marne. Au total, près d'un tiers des QPV dans le Grand Est affiche un taux de pauvreté supérieur à 50 %, tandis qu'au niveau national, 22 % des QPV sont dans ce cas. Cette pauvreté accrue des QPV du Grand Est, par rapport à ceux de la France métropolitaine se retrouve dans le taux d'emploi : celui-ci est inférieur dans le Grand Est, tant pour les hommes que pour les femmes.

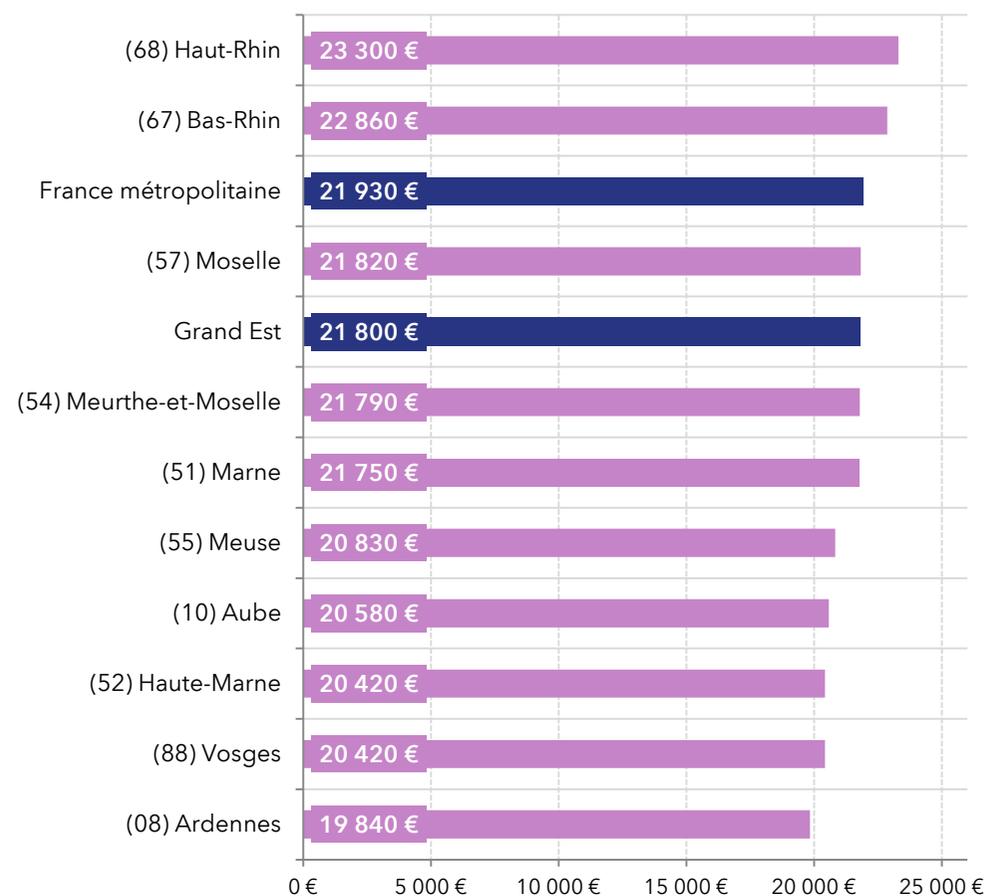
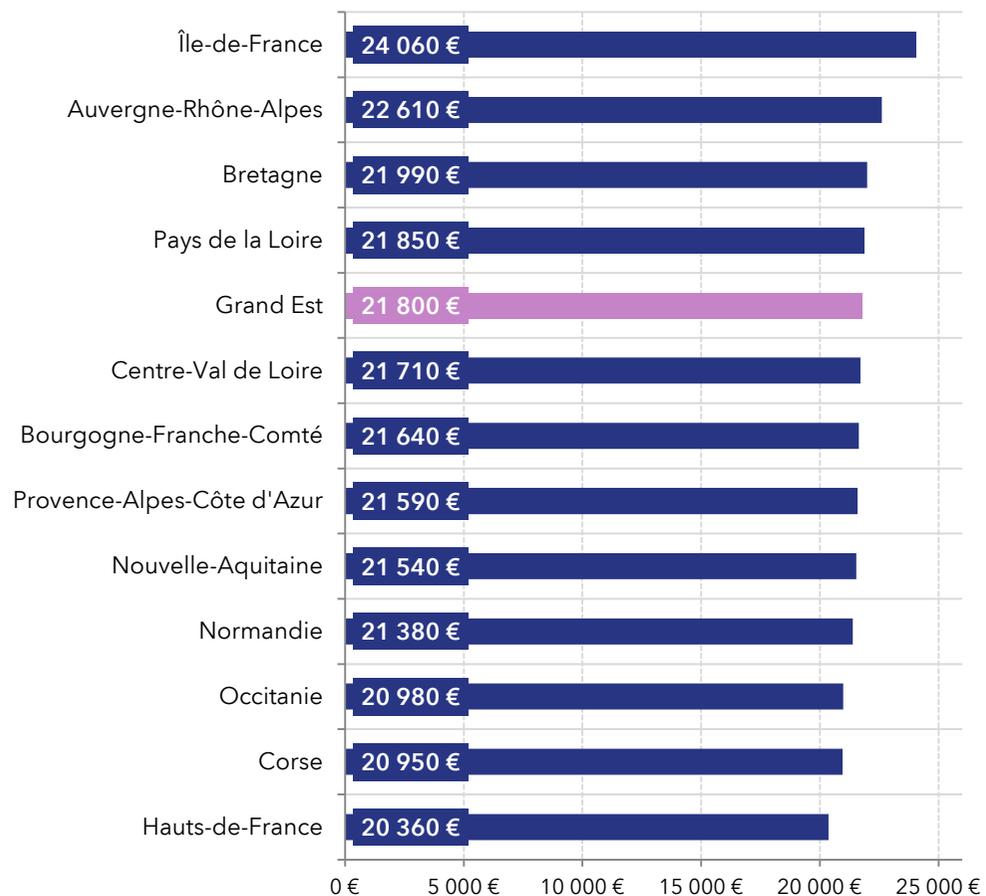
Des niveaux de vie plus faibles dans l'Aube, en Haute-Marne, Vosges et dans les Ardennes

NIVEAU DE VIE

Le **niveau de vie** est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Le niveau de vie correspond à ce qu'Eurostat nomme « revenu disponible équivalent ».

Les **unités de consommation** sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans.

REVENUS DÉCLARÉS PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (MÉDIANE)

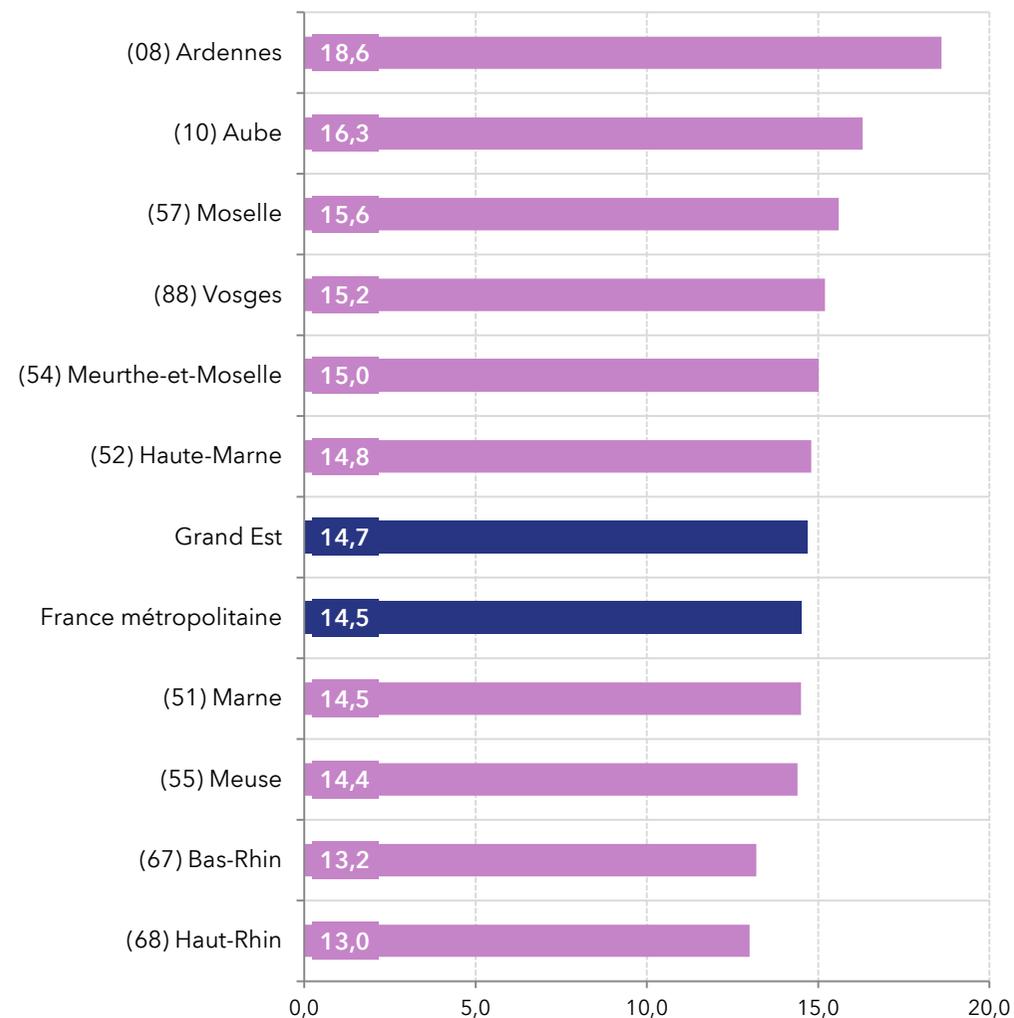
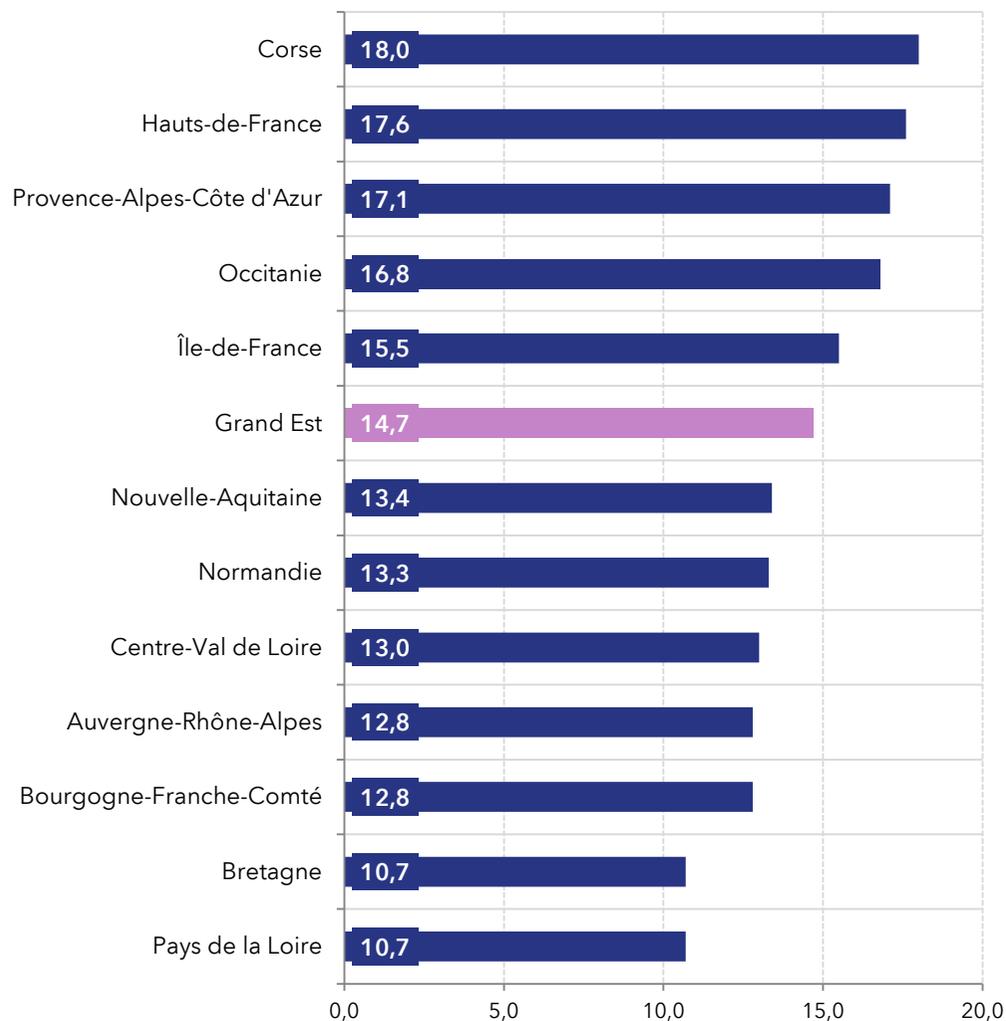


Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal - Année 2019

Plus de 18 % des ardennais vivent sous le seuil de pauvreté contre 13 % des alsaciens

TAUX DE PAUVRETÉ À 60 %

Le seuil de pauvreté est fixé par convention à 60 % du niveau de vie médian de la population. Il correspond à un revenu disponible de 1 102 euros par mois pour une personne vivant seule et de 2 314 euros pour un couple avec deux enfants âgés de moins de 14 ans.



Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal - Année 2019

Les ménages les plus jeunes et les familles monoparentales sont plus en difficulté dans le Grand Est que dans le reste de la France

TAUX DE PAUVRETÉ À 60 % SELON LE TYPE DE MÉNAGE

	Ensemble des ménages	Ménages dont le référent fiscal a moins de 30 ans	Ménages dont le référent fiscal a 75 ans ou plus	Familles mono-parentales
Île-de-France	15,5	19,5	9,2	24,6
Centre-Val de Loire	13,0	21,9	7,7	28,7
Bourgogne-Franche-Comté	12,8	20,6	8,6	27,7
Normandie	13,3	22,2	8,2	31,2
Hauts-de-France	17,6	29,0	10,3	36,0
Grand Est	14,7	25,0	8,6	31,1
Pays de la Loire	10,7	18,3	7,7	28,2
Bretagne	10,7	19,6	8,3	26,7
Nouvelle-Aquitaine	13,4	23,2	10,6	27,9
Occitanie	16,8	27,6	12,4	32,4
Auvergne-Rhône-Alpes	12,8	20,4	8,6	26,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	17,1	25,0	11,4	31,0
Corse	18,0	22,6	17,8	27,0

	Ensemble des ménages	Ménages dont le référent fiscal a moins de 30 ans	Ménages dont le référent fiscal a 75 ans ou plus	Familles mono-parentales
Ardennes	18,6	30,6	11,9	38,8
Aube	16,3	27,8	7,8	36,1
Marne	14,5	26,4	7,4	32,4
Haute-Marne	14,8	22,4	10,7	32,0
Meurthe-et-Moselle	15,0	28,1	8,7	31,1
Meuse	14,4	24,1	10,7	32,3
Moselle	15,6	25,3	9,8	31,1
Bas-Rhin	13,2	22,2	7,3	27,9
Haut-Rhin	13,0	21,1	7,0	27,8
Vosges	15,2	25,5	8,8	33,1
Grand Est	14,7	25,0	8,6	31,1
France métropolitaine	14,5	22,7	9,6	29,0

Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal - Année 2019

Des indicateurs de pauvreté dans la moyenne nationale

INDICATEURS DE PAUVRETÉ

L'intensité de la pauvreté permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. Comme Eurostat, l'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté. Formellement, il est calculé de la manière suivante : (seuil de pauvreté - niveau de vie médian de la population pauvre) / seuil de pauvreté.

Les rapports interdéciles des revenus sont utilisés pour mettre en évidence les disparités (ou écarts) entre les plus riches et les plus pauvres. Il s'agit ici de comparer les revenus des 10 % des ménages les plus riches aux 10 % des ménages les plus pauvres.

	Intensité de la pauvreté au seuil de 60%	Rapport interdécile 9 ^e décile / 1 ^{er} decile
Île-de-France	0,231	4,4
Centre-Val de Loire	0,195	3
Bourgogne-Franche-Comté	0,187	3
Normandie	0,190	3
Hauts-de-France	0,192	3,2
Grand Est	0,203	3,3
Pays de la Loire	0,185	2,8
Bretagne	0,187	2,8
Nouvelle-Aquitaine	0,195	3
Occitanie	0,206	3,3
Auvergne-Rhône-Alpes	0,198	3,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,215	3,6
Corse	0,206	3,5

	Intensité de la pauvreté au seuil de 60%	Rapport interdécile 9 ^e décile / 1 ^{er} decile
Ardennes	0,200	3,1
Aube	0,199	3,2
Marne	0,199	3,3
Haute-Marne	0,184	2,8
Meurthe-et-Moselle	0,216	3,3
Meuse	0,188	2,8
Moselle	0,215	3,5
Bas-Rhin	0,203	3,3
Haut-Rhin	0,198	3,7
Vosges	0,190	2,9
Grand Est	0,203	3,3
France métropolitaine	0,204	3,4

Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal - Année 2019

PAUVRETÉ - PRÉCARITÉ

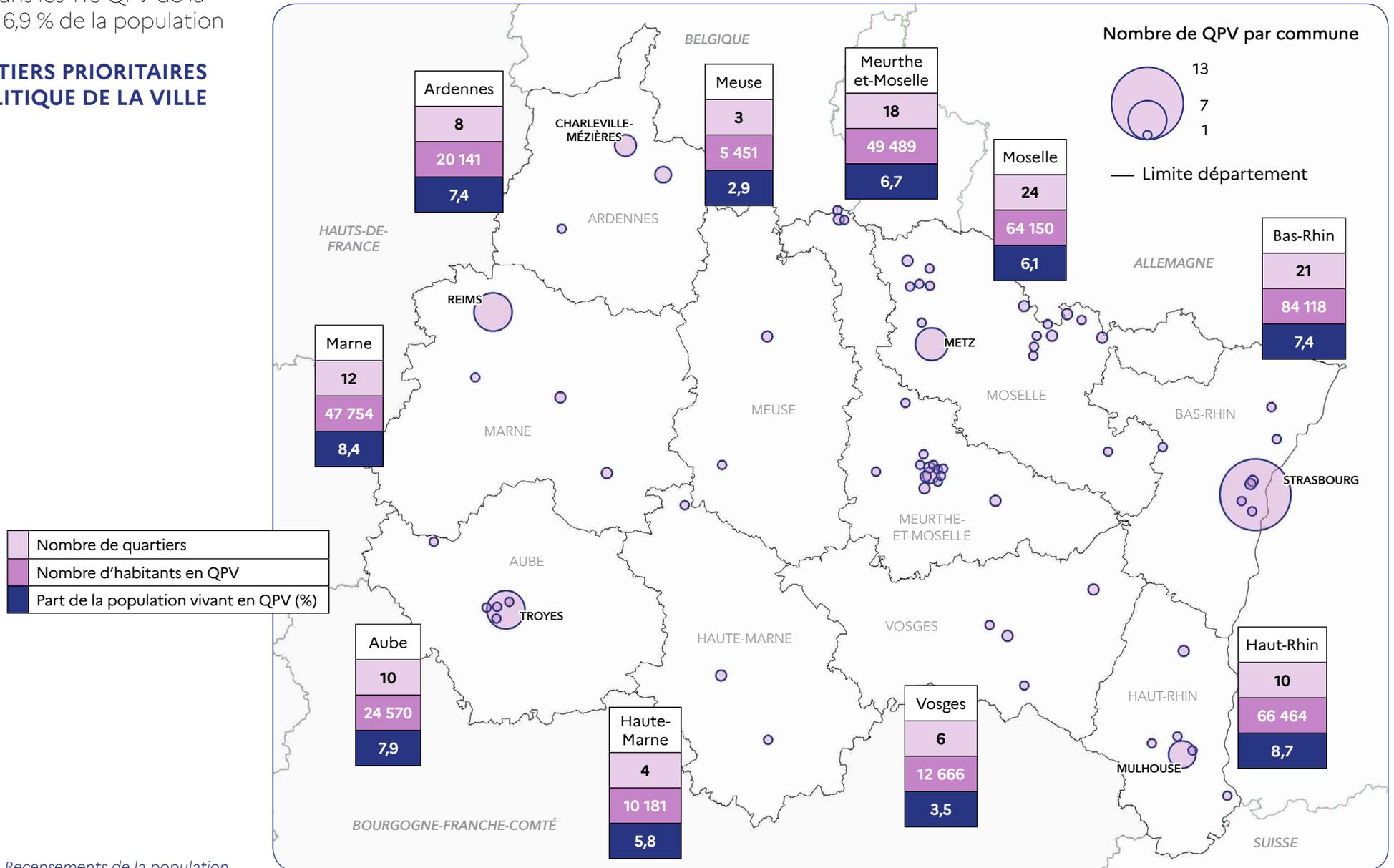
GRAND EST 2022

sese

PORTRAIT DE TERRITOIRES

Près de 390 000 personnes habitent dans les 116 QPV de la région soit 6,9 % de la population

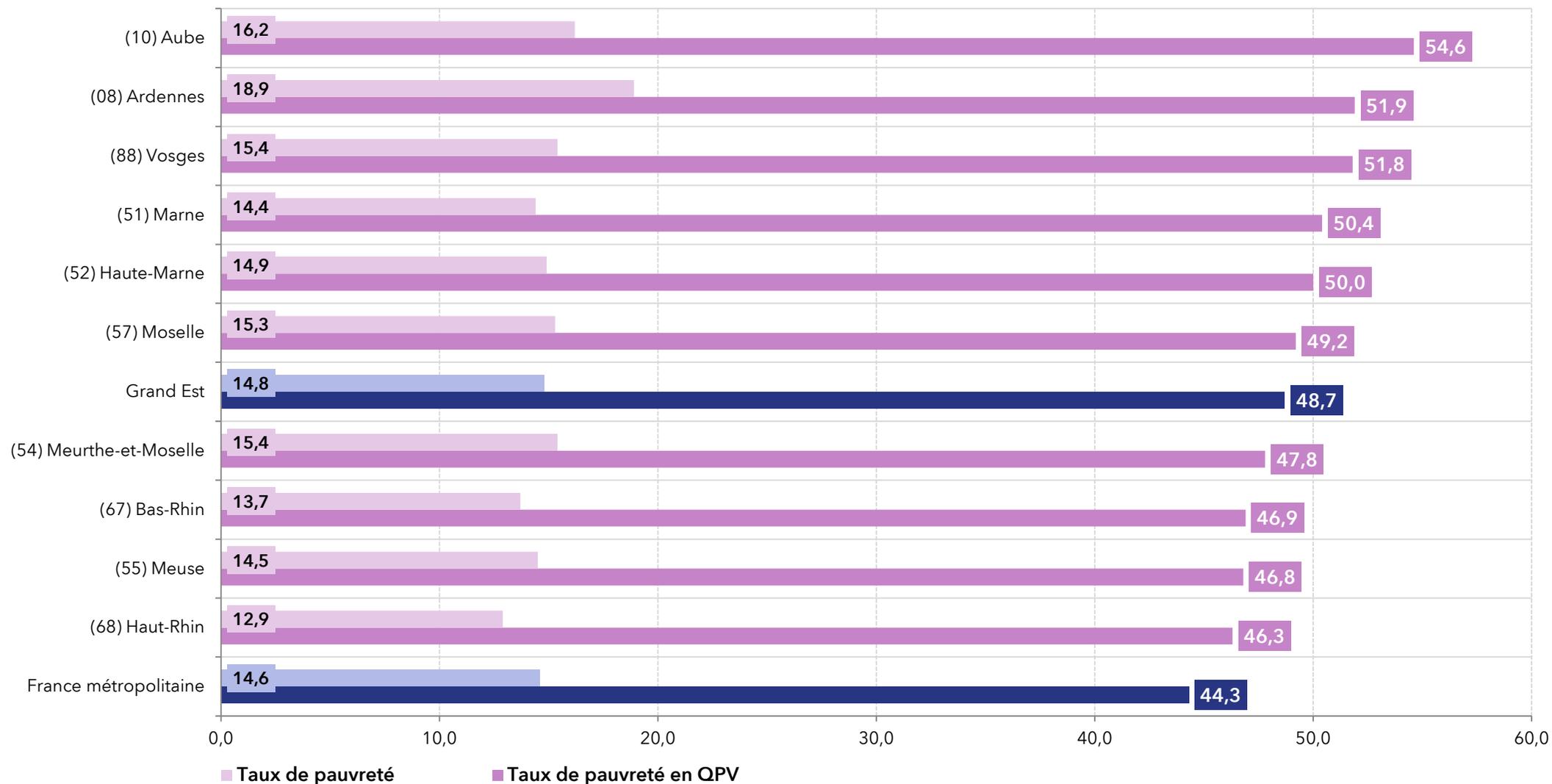
LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE



Source : Insee - Recensements de la population 2018, exploitation principale

Des taux de pauvreté en QPV qui représentent parfois plus du triple du taux de pauvreté de l'ensemble de la population

TAUX DE PAUVRETÉ DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE



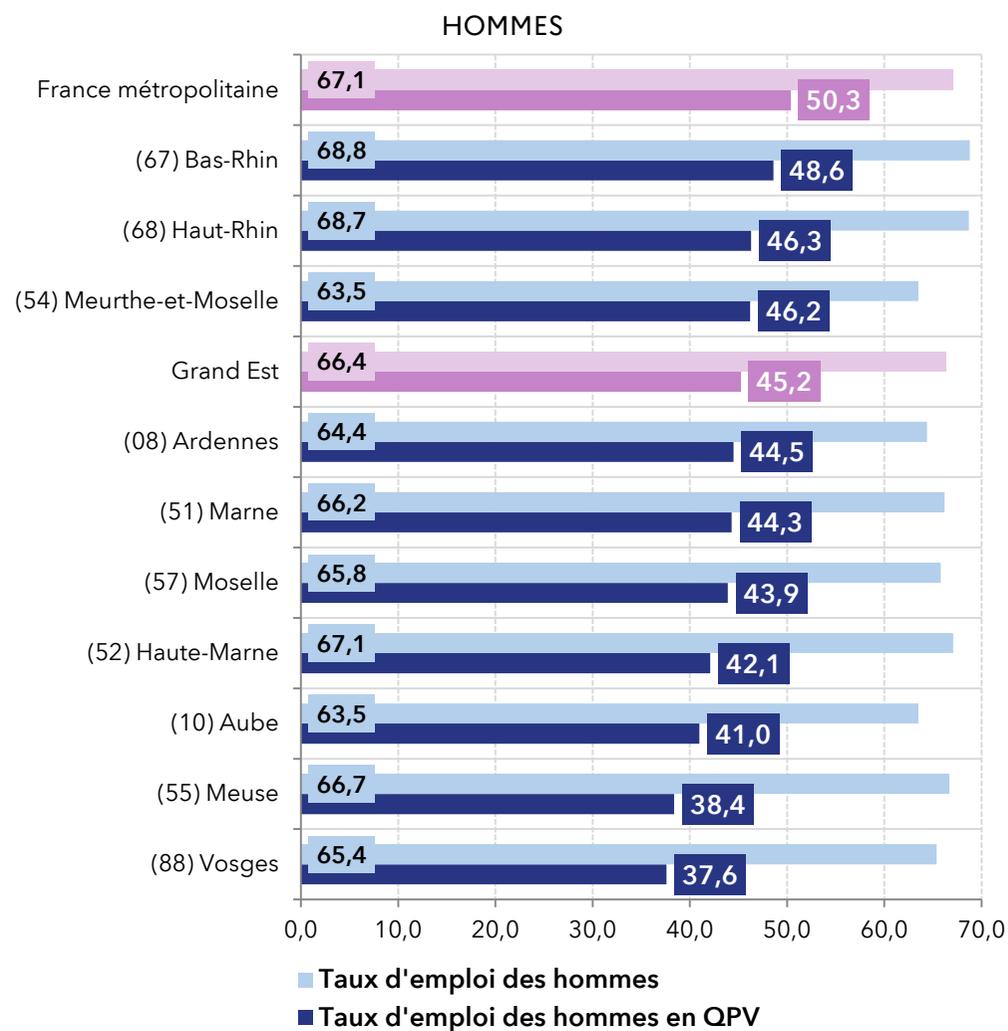
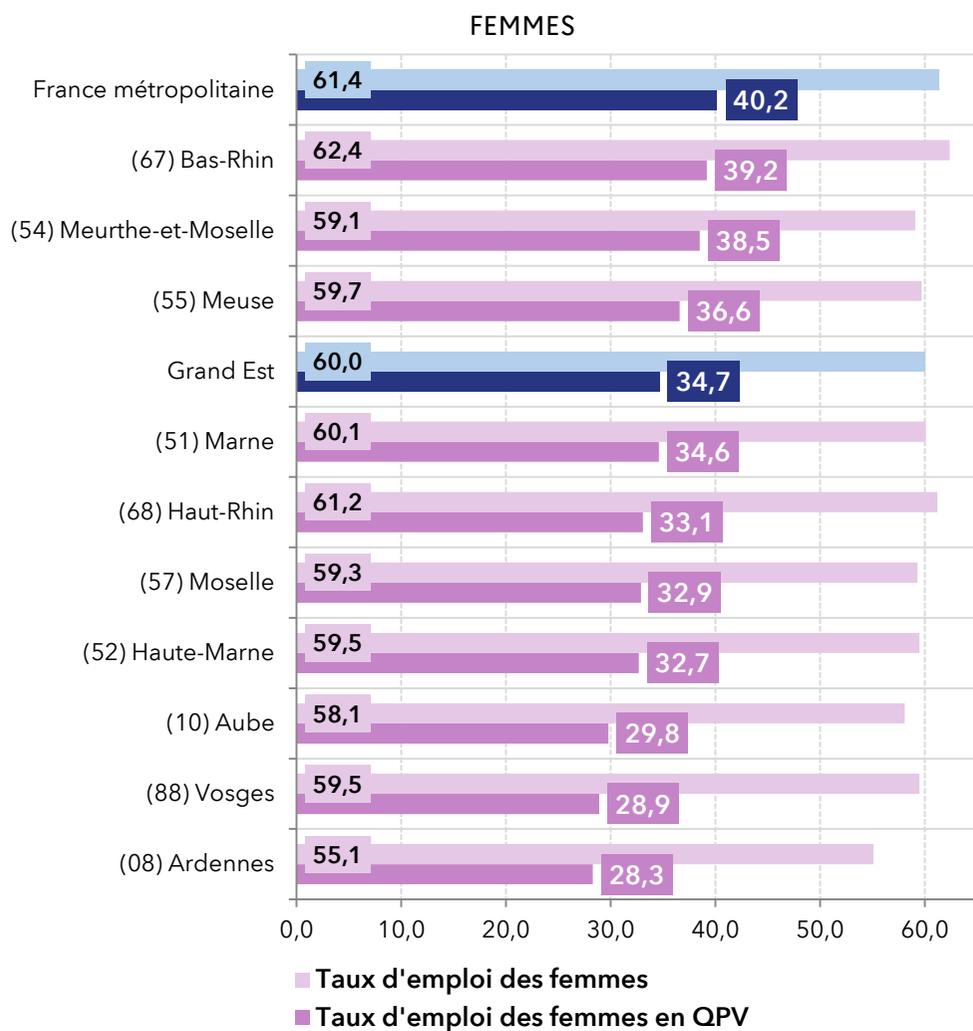
Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - CCMSA, fichier localisé social et fiscal - Année 2018

Un taux d'emploi plus faible en QPV

TAUX D'EMPLOI DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Le **taux d'emploi des femmes** est la part des femmes (en %) ayant un emploi parmi l'ensemble des femmes âgées de 15 à 64 ans.

Le **taux d'emploi des hommes** est la part des hommes (en %) ayant un emploi parmi l'ensemble des hommes âgés de 15 à 64 ans.



Source : Insee, Recensement de la population 2017, exploitation principale

TISSU PRODUCTIF

Près de 478 000 établissements irriguent à fin 2019 le tissu économique régional. À 70 %, il s'agit de structures sans salariés agissant le plus souvent dans le domaine de l'agriculture, du commerce ou de la construction. La région compte aussi plus de 2 500 grands établissements d'au moins 100 salariés ayant le plus fréquemment leur activité dans les services publics, le commerce ou le transport.

Le tissu productif du Grand Est reste géographiquement concentré : un établissement sur deux est situé soit dans le Bas-Rhin, soit en Moselle ou dans le Haut-Rhin.

Sa spécialisation sectorielle est essentiellement agricole (dans la Marne, l'Aube et la Meuse en particulier) et industrielle (Haut-Rhin, Meuse, Moselle, ...). Elle fluctue cependant sur les dernières années : la fabrication de matériels de transports, par exemple, n'est plus, comme au début des années 2010, surreprésentée dans le Grand Est en général, mais seulement dans certains de ses départements.

Depuis 2015, le nombre de créations d'établissements n'a pas cessé de croître dans la région, y compris en 2020 en dépit de la crise sanitaire (53 100 créations en 2020). Sur les cinq dernières années, elles ont progressé le plus dans la Marne, l'Aube et le Haut-Rhin. Le secteur du commerce, du transport et de l'hébergement/restauration enregistre la plus forte hausse en termes de créations (+66 % de 2015 à 2020).

Parallèlement, les défaillances d'entreprises sont à leur plus bas niveau depuis plus de dix ans. En 2021, 1 940 entreprises sont en défaillance, soit moitié moins qu'à fin 2019. Comme en 2020, les défaillances restent réduites pendant cette période de crise sanitaire, pour partie en raison des soutiens en trésorerie aux entreprises. La construction et l'hébergement-restauration sont les deux secteurs où les défaillances d'entreprises diminuent le plus dans le Grand Est depuis 2015 (-65 %).

Près de 70 % des établissements du Grand Est n'emploient pas de salariés

STOCK D'ÉTABLISSEMENTS PAR TRANCHE D'EFFECTIF ET SECTEUR A38...

AU 31 DÉCEMBRE 2019 (DONNÉES DÉFINITIVES)

		0 salarié	de 1 à 9 sal.	de 10 à 19 sal.	de 20 à 49 sal.	de 50 à 99 sal.	de 100 à 249 sal.	de 250 à 499 sal.	de 500 à 999 sal.	1000 sal. et plus	Total
AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	55 560	10 170	217	63	11	3	1	1	-	66 026
BZ	Industries extractives	161	142	41	25	4	-	-	-	-	373
CA	Fab. aliments, boiss. & prdts base tabac	2 875	2 923	526	234	72	79	22	3	3	6 737
CB	Fab. textiles, ind. hab., cuir & chauss.	1 718	154	46	50	16	22	6	2	-	2 014
CC	Travail bois, ind. papier & imprimerie	2 129	557	158	121	50	32	13	3	-	3 063
CD	Cokéfaction et raffinage	5	1	1	-	-	-	-	-	-	7
CE	Industrie chimique	192	70	25	37	10	23	11	1	1	370
CF	Industrie pharmaceutique	18	12	6	5	2	5	7	2	1	58
CG	Fab. ps caou., plas., aut. ps mi. non m.	867	431	118	120	68	46	14	3	1	1 668
CH	Métallurgie & fab. ps mét. sauf machines	1 298	753	337	254	91	72	19	5	2	2 831
CI	Fab. prod. informat., électroniq. & opt.	119	53	20	23	15	9	6	1	-	246
CJ	Fabrication d'équipements électriques	122	55	21	31	12	20	11	1	2	275
CK	Fabric. de machines & équipements n.c.a.	286	210	64	82	38	37	16	4	3	740
CL	Fabrication de matériels de transport	143	54	26	27	30	27	7	8	5	327
CM	Aut. ind. manif.; répa. & inst. de mach.	4 173	1 372	232	150	48	22	7	3	-	6 007
DZ	Prdn & distr. élec. gaz vap. & air cond.	4 703	209	66	83	34	23	5	3	1	5 127
EZ	Gestion eau, déchets & dépollution	1 758	706	169	126	46	14	1	1	-	2 821
FZ	Construction	31 594	13 097	1 541	893	206	65	5	-	1	47 402

Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - stocks d'établissements 2019 (données définitives)

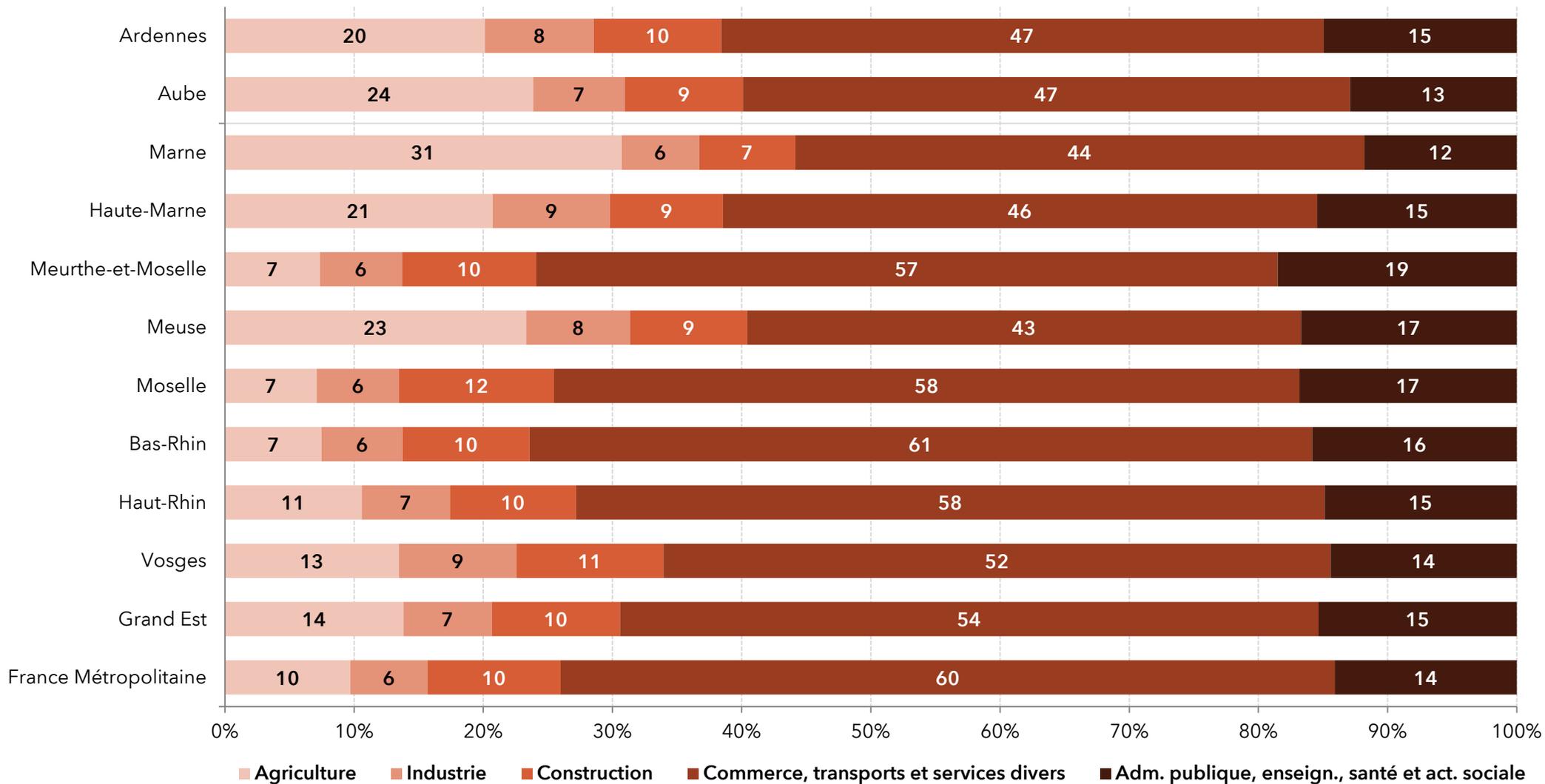
...STOCK D'ÉTABLISSEMENTS PAR TRANCHE D'EFFECTIF ET SECTEUR A38 (SUITE)

AU 31 DÉCEMBRE 2019 (DONNÉES DÉFINITIVES)		0 salarié	de 1 à 9 sal.	de 10 à 19 sal.	de 20 à 49 sal.	de 50 à 99 sal.	de 100 à 249 sal.	de 250 à 499 sal.	de 500 à 999 sal.	1000 sal. et plus	Total
GZ	Commerce ; répar. automobile & motocycle	52 004	23 471	2 987	1 558	423	183	56	3	2	80 687
HZ	Transports et entreposage	8 196	2 396	807	677	236	152	34	9	2	12 509
IZ	Hébergement et restauration	12 766	9 739	1 331	609	70	13	2	-	-	24 530
JA	Édition, audiovisuel et diffusion	2 110	456	91	60	16	6	2	2	-	2 743
JB	Télécommunications	309	107	28	16	12	15	4	-	-	491
JC	Act. informatique & svices d'information	5 209	873	132	81	20	19	4	1	-	6 339
KZ	Activités financières et d'assurance	10 359	4 333	615	200	67	35	12	8	1	15 630
LZ	Activités immobilières	14 136	1 926	126	80	28	20	3	-	-	16 319
MA	Act. juri., compta., gest., arch., ingé.	20 146	6 054	733	387	78	50	6	1	1	27 456
MB	Recherche-développement scientifique	465	121	30	24	11	8	3	2	1	665
MC	Autres act. spécial., scientif. et tech.	9 858	1 273	104	40	20	10	2	1	-	11 308
NZ	Act. de svices administratifs & soutien	13 643	3 801	594	407	166	103	47	13	2	18 776
OZ	Administration publique	1 573	5 158	1 035	703	285	199	62	29	18	9 062
PZ	Enseignement	11 408	5 555	1 390	745	508	196	35	7	3	19 847
QA	Activités pour la santé humaine	32 449	4 883	460	305	98	96	42	37	22	38 392
QB	Héb. méd.-soc. & soc. & ac. soc. ss héb.	1 603	1 673	812	987	648	210	24	7	3	5 967
RZ	Arts, spectacles & activités récréatives	7 757	2 593	234	128	34	11	3	1	-	10 761
SZ	Autres activités de services	21 597	7 810	442	206	62	21	5	-	-	30 143
Ensemble		333 309	113 191	15 565	9 537	3 535	1 846	497	162	75	477 717

Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - stocks d'établissements 2019 (données définitives)

Plus d'établissements agricoles et moins de commerces et services dans certains départements

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS EN 5 GRANDS SECTEURS (EN %)

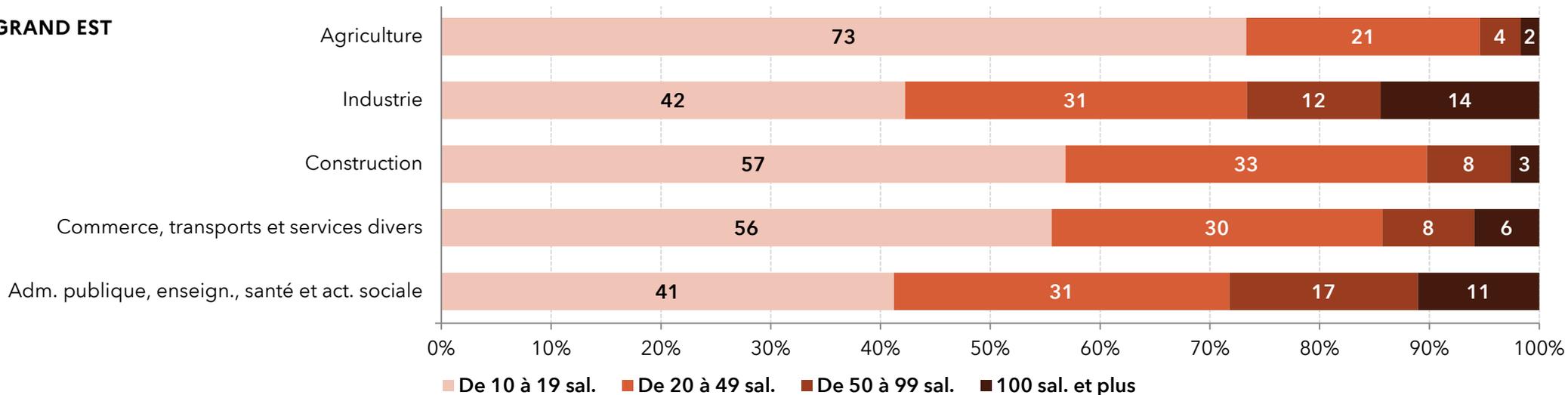


Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - stocks d'établissements 2019 (données définitives) Champ : établissements toutes tailles confondues (y compris 0 salarié)

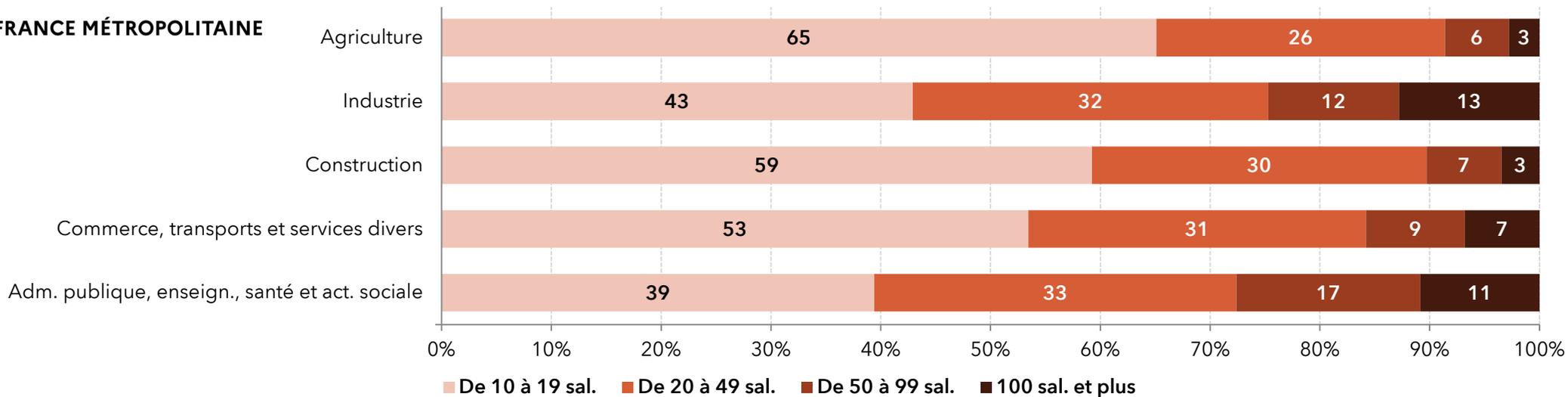
Dans le secteur marchand, l'industrie est davantage composée de grands établissements

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SELON LEUR TAILLE (EN %)

GRAND EST



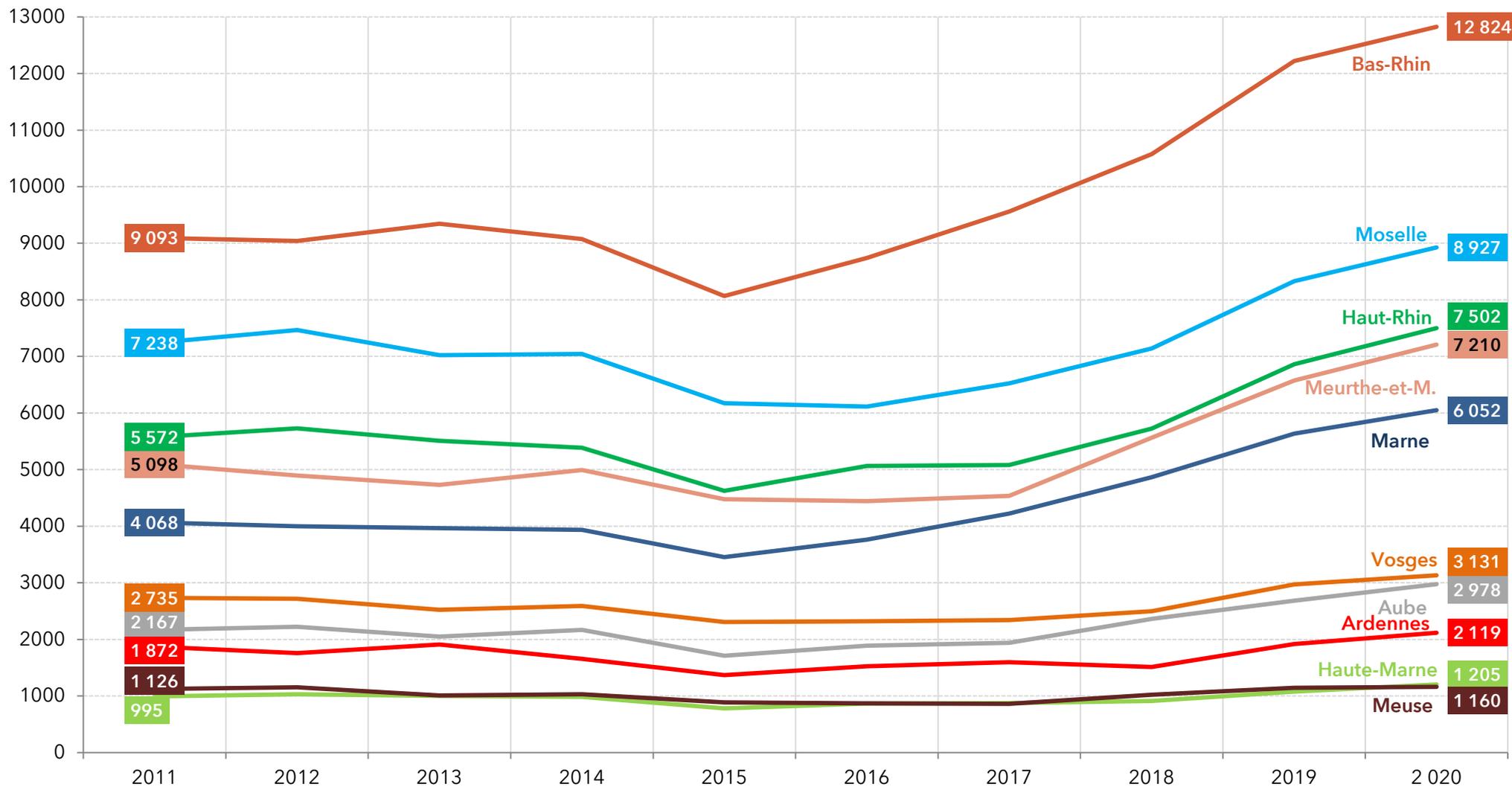
FRANCE MÉTROPOLITAINE



Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - stocks d'établissements 2019 (données définitives) Champ : établissements de 10 salariés et plus

Les créations d'établissements toujours orientées à la hausse

CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS 2011-2020

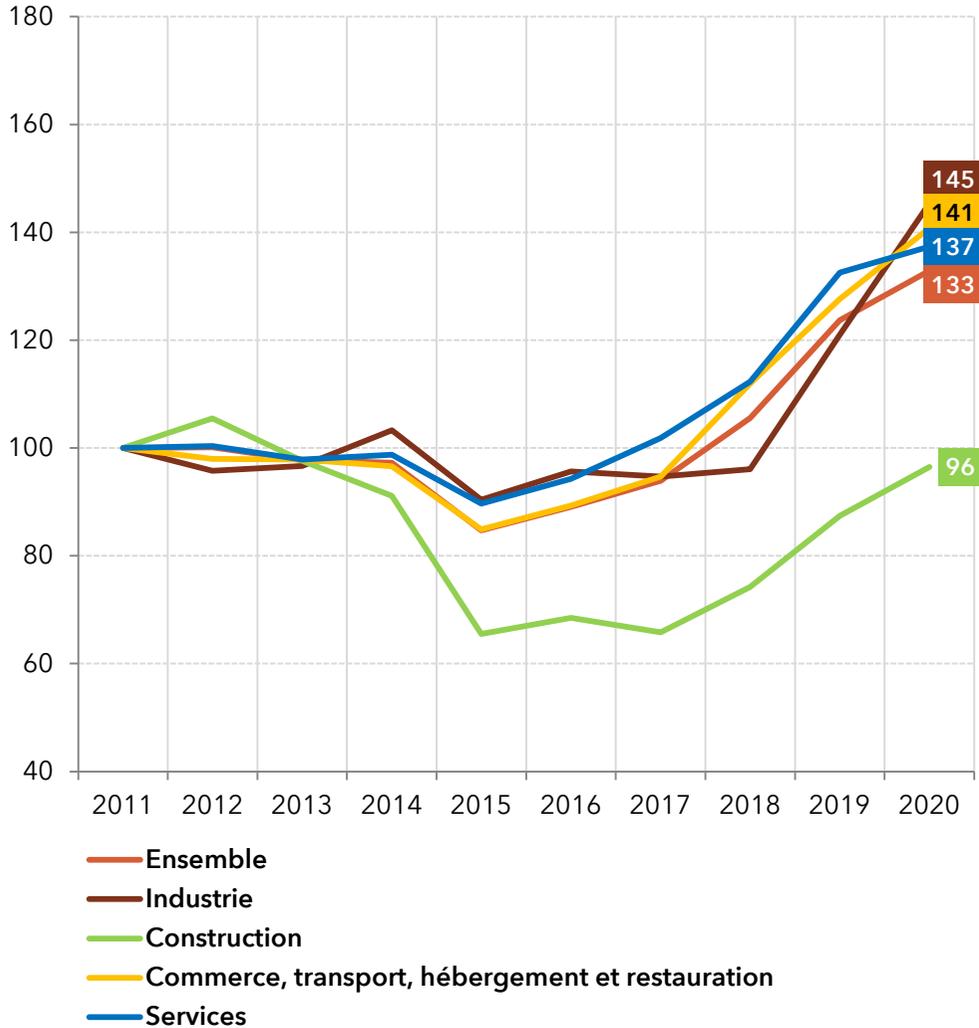


Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture

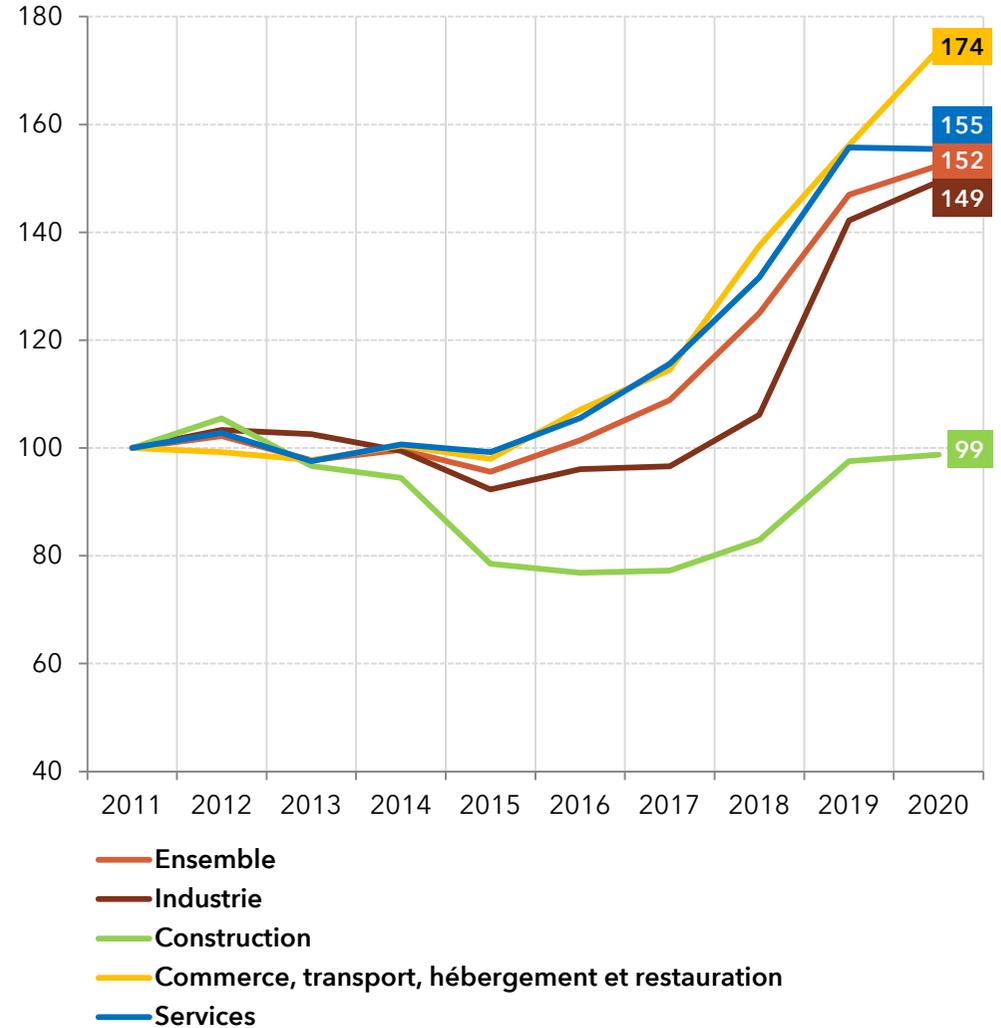
Fort rebond des créations d'établissements dans l'industrie depuis la fin 2018

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS 2011-2020

INDICE BASE 100 EN 2011 - GRAND EST



INDICE BASE 100 EN 2011 - FRANCE MÉTROPOLITAINE



Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture

Net recul des défaillances d'entreprises dans le Grand Est : -50 % entre 2019 et 2021

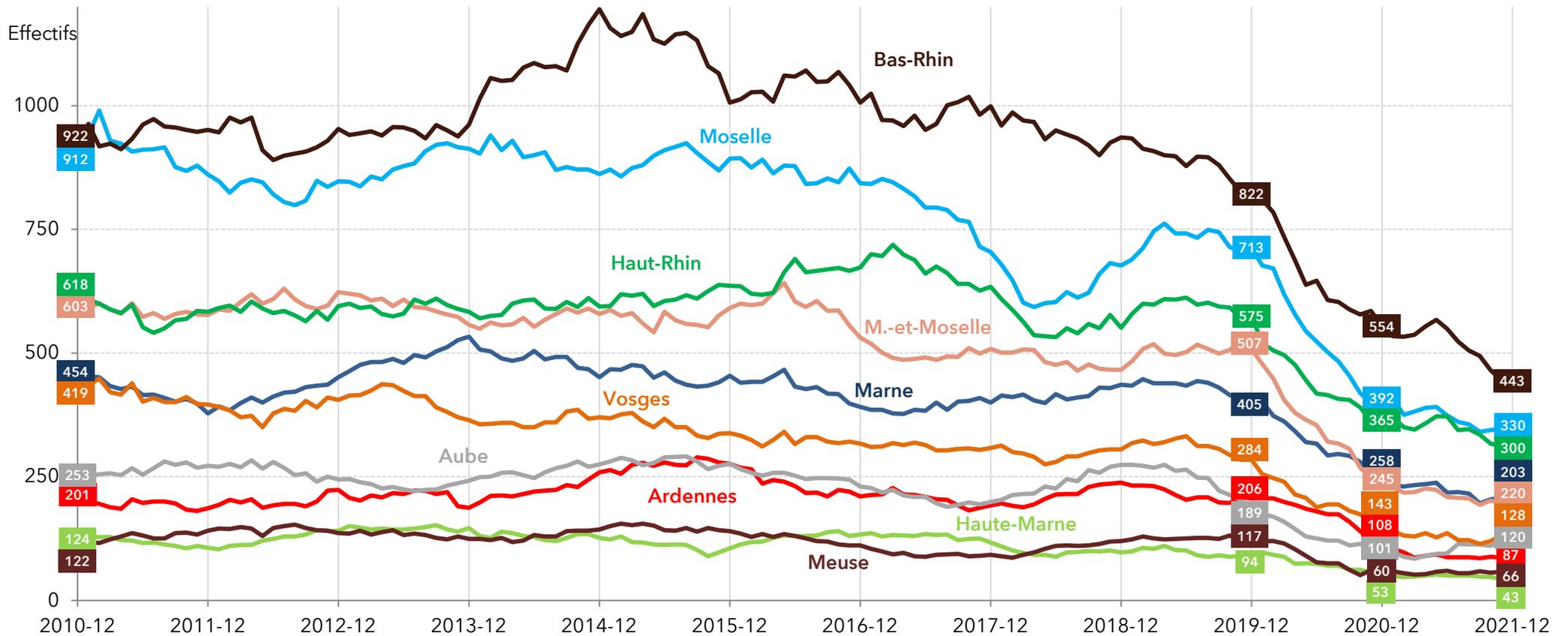
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2010-2020 SELON LES DÉPARTEMENTS

Défaillances d'entreprises : dans les statistiques de l'Insee, la défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de jugement de redressement judiciaire, dans un tribunal de commerce ou dans un tribunal de grande instance, à l'encontre d'une entreprise. Cette procédure intervient lorsque l'entreprise est en situation de cessation de paiements, c'est-à-dire lorsqu'elle ne peut plus faire face à ses dettes. Elle ne se traduit pas toujours par une liquidation. La défaillance d'entreprise ne doit pas être confondue avec la notion plus large de cessation d'activité qui correspond à l'arrêt total de son activité. Les liquidations qui font suite à une défaillance d'entreprises ne représentent qu'une petite partie des cessations d'entreprises.

Les statistiques de défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant, soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue des procédures : redressement par continuation ou reprise, ou liquidation.

L'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire fait toujours l'objet d'une inscription au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC). Pour un même événement on enregistre donc deux dates :

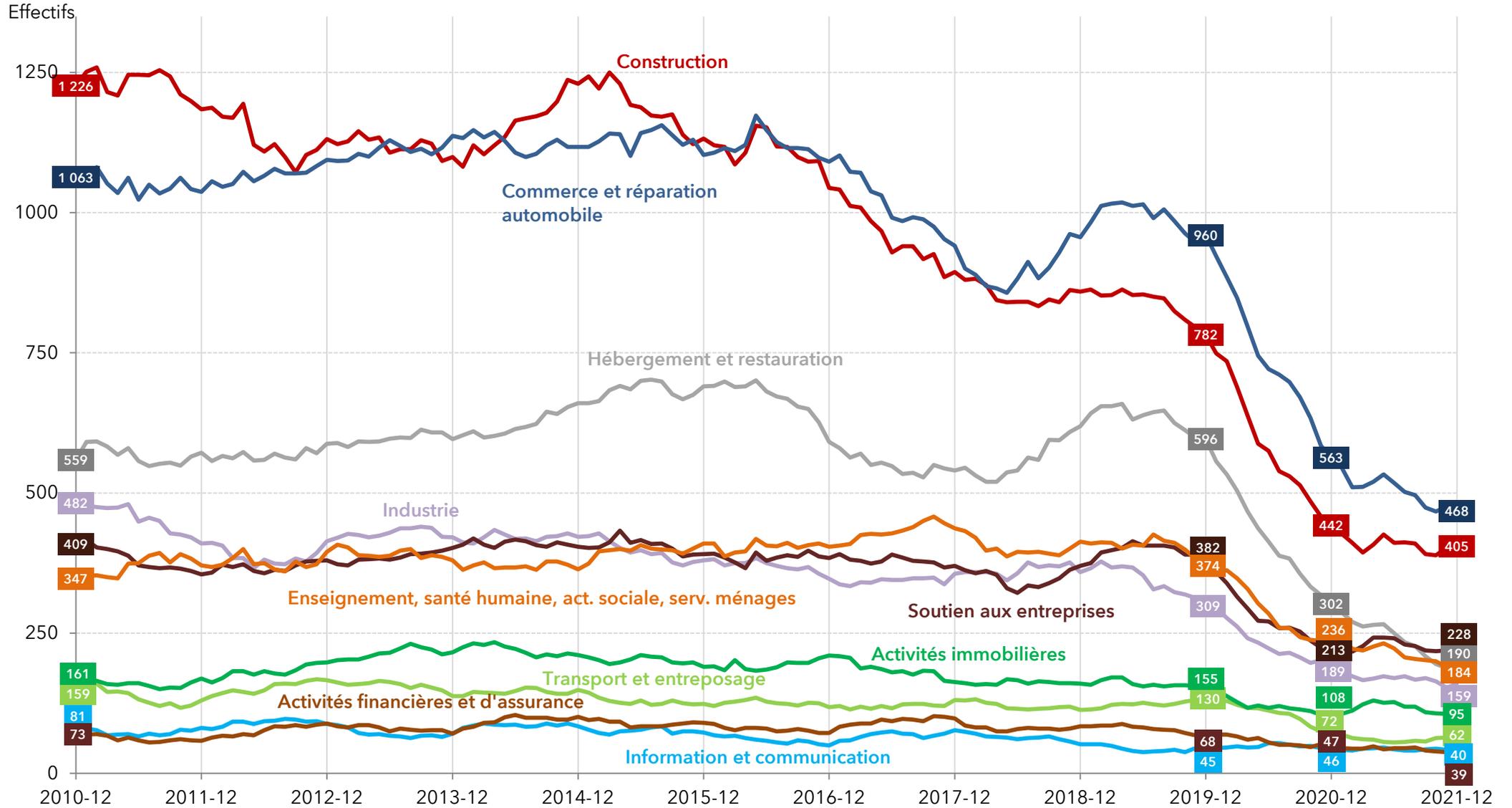
- la date de jugement (retenue ici) est la date à laquelle la procédure de redressement judiciaire a été effectivement ouverte dans le tribunal de commerce ou le tribunal de grande instance ;
- la date de publication, est la date à laquelle l'information légale a été publiée dans le BODACC.



Source : Insee, en date de jugement, cumul brut glissant sur 12 mois

L'hébergement/restauration, le transport et le commerce subissent toujours moins de défaillances

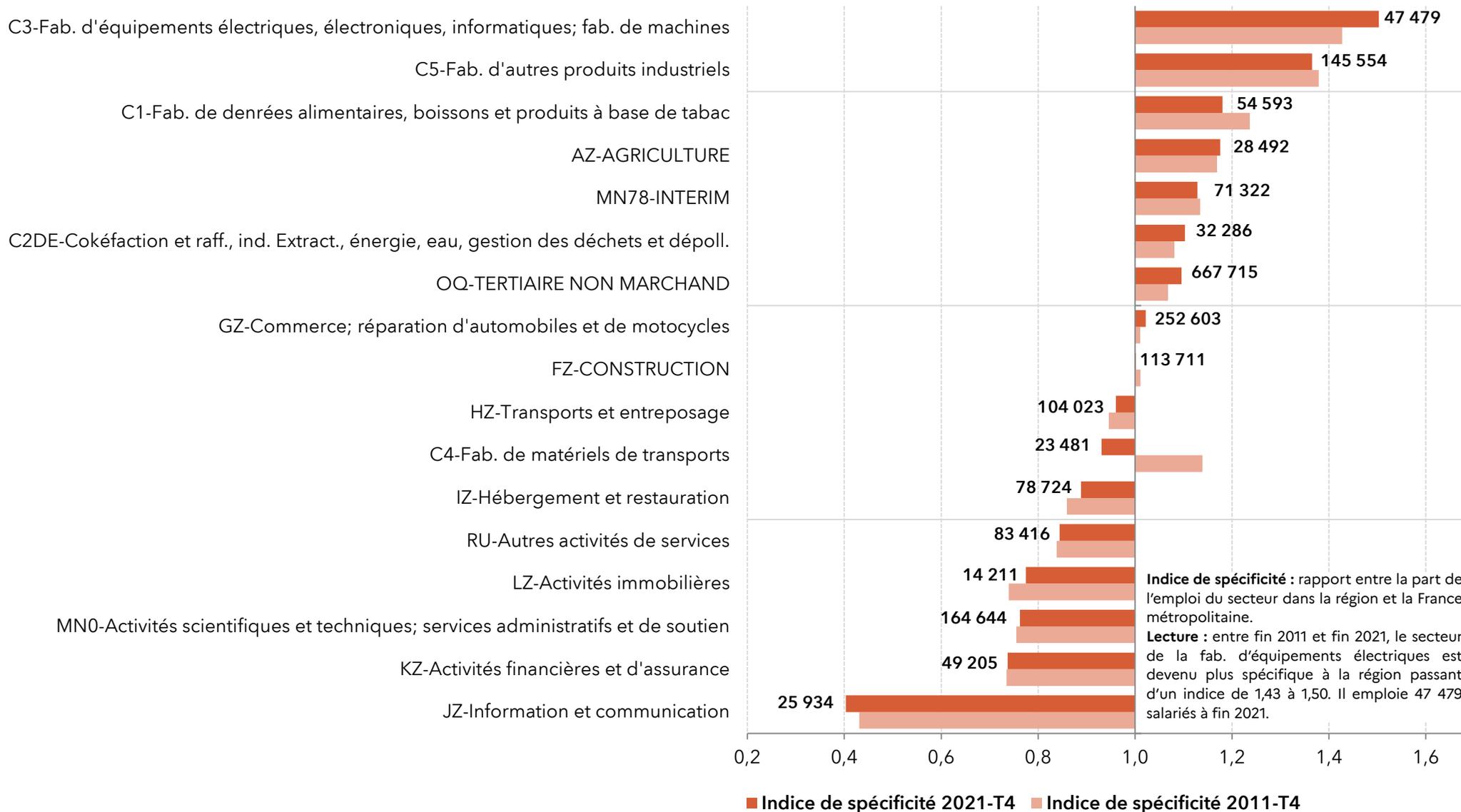
ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES 2010-2020 SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ



Source : Insee, en date de jugement, cumul brut glissant sur 12 mois Champ : hors agriculture

Une spécialisation confirmée dans de nombreux domaines de l'industrie, hormis la fabrication de matériels de transport

SPÉCIFICITÉS SECTORIELLES (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET VOLUME D'EMPLOI PAR SECTEUR



Sources : Insee - estimations d'emploi ; Estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

Une prédominance de l'industrie et du commerce parmi les grands établissements de la région

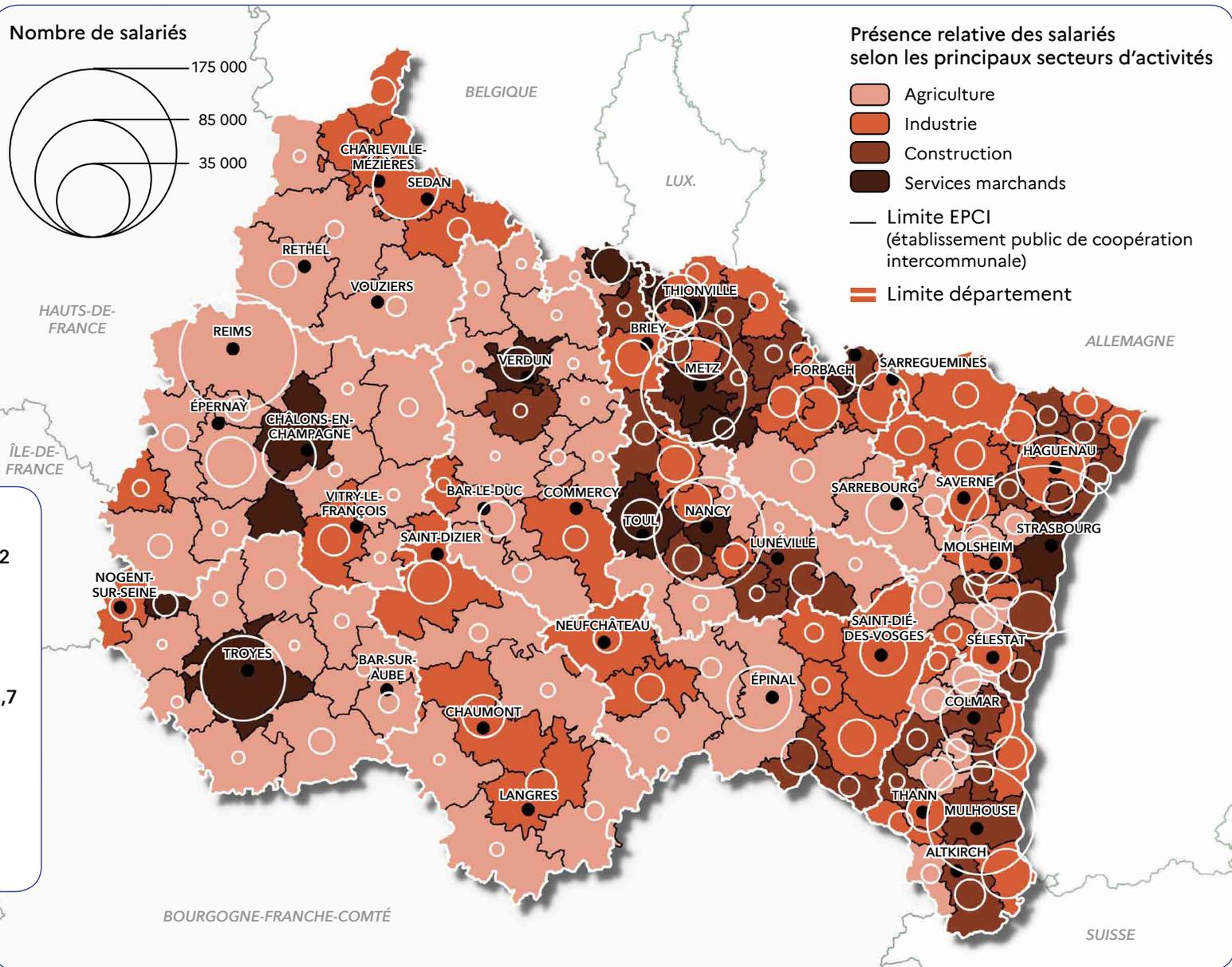
TOP 25 DES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ

Dép.	Commune	Dénomination	Secteur d'activité	Effectif
68	Sausheim	PSA AUTOMOBILES SA	Industrie automobile	Entre 3000 et 4999 salariés
67	Erstein	WURTH FRANCE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	
67	Mundolsheim	HERBALIFE INTERNATIONAL FRANCE	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	
67	Oberhausbergen	G.E.C.O. DIFFUSION	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	Entre 2000 et 2999 salariés
57	Trémery	PSA AUTOMOBILES SA	Industrie automobile	
57	Florange	ARCELORMITTAL FRANCE	Métallurgie	
54	Batilly	SOCIETE VEHICULES AUTOMOBILES BATILLY	Industrie automobile	
67	Haguenau	SCHAEFFLER FRANCE	Industrie automobile	Entre 1000 et 1999 salariés
67	Strasbourg	L'ALSACIENNE DE PORTAGE DNA	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	
67	Obernai	HAGER ELECTRO SAS	Fabrication d'équipements électriques	
67	Molsheim	MILLIPORE	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	
68	Biesheim	CONSTELLIUM NEUF BRISACH	Métallurgie	
67	Strasbourg	COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	Transports terrestres et transport par conduites	
08	Villers-Semeuse	PSA AUTOMOBILES SA	Métallurgie	
57	Sarreguemines	CONTINENTAL FRANCE	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	
57	Cattenom	ELECTRICITE DE FRANCE	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	
67	Fegersheim	LILLY FRANCE	Industrie pharmaceutique	
68	Mulhouse	ASS POUR ACCOMPAG MAINTIEN A DOMICILE	Action sociale sans hébergement	
51	Épernay	M H C S	Fabrication de boissons	
67	Saverne	KUHN SA	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	
67	Strasbourg	ASS BAS-RHINOISE AIDE PERSONNES AGEES	Action sociale sans hébergement	
68	Colmar	LIEBHERR-FRANCE	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	
57	Metz	PSA AUTOMOBILES SA	Industrie automobile	
67	Strasbourg	ALSACE CROISIERES - CROISIEUROPE	Transports par eau	
68	Mulhouse	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEMESSY	Travaux de construction spécialisés	

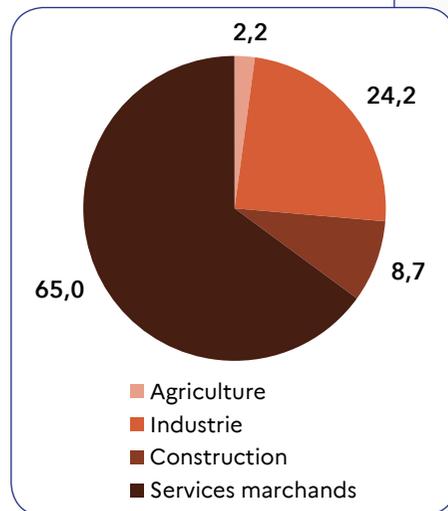
Source : Insee - FLORES - établissements 2019 Champ : effectif salarié 2019 du secteur privé marchand (hors intérim)

Des salariés issus du secteur industriel plus présent à l'est et au nord de la région

PRÉSENCE DES SALARIÉS SELON LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ ET LES EPCI



Grand Est : part de salariés selon le secteur d'activité (en %)



Source : Insee - FLORES-établissements 2019
 Champ : effectif salarié 2019 du secteur privé marchand (hors intérim)

POLITIQUES DE L'EMPLOI

Afin de limiter l'impact des conséquences de la crise sanitaire sur l'emploi, comme en 2020, les premières mesures activées en 2021 sont le recours à l'activité partielle, ainsi que l'amplification des contrats d'apprentissage, dont les entrées progressent de 67 % sur deux ans dans le Grand Est. Les politiques de l'emploi continuent d'être renforcées. Elles ont pour objectif de préserver l'emploi, de faciliter le retour à l'emploi des personnes au chômage, ainsi que de réduire les discriminations à l'embauche. Dans ce cadre, la plateforme #1jeune#1solution, lancée en novembre 2020, vise à permettre aux jeunes de trouver soit une formation, soit une mission en entreprise. Le PACEA (parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie) permet, à partir d'un contrat signé entre le jeune et sa Mission locale, de bénéficier de phases d'accompagnement vers l'insertion sociale et l'emploi. Le nombre de PACEA signés dans le Grand Est ne cesse d'augmenter depuis 2018. Avec plus de 31 300 nouveaux PACEA conclus en 2021, le nombre d'entrées dans le dispositif progresse de 26 % sur deux ans dans la région. La Garantie Jeunes, possibilité du PACEA soumise à conditions, permet de plus le versement d'une allocation mensuelle. Près de 12 000 Garanties Jeunes sont conclues dans la région en 2021, nombre en progression de 68 % sur deux ans.

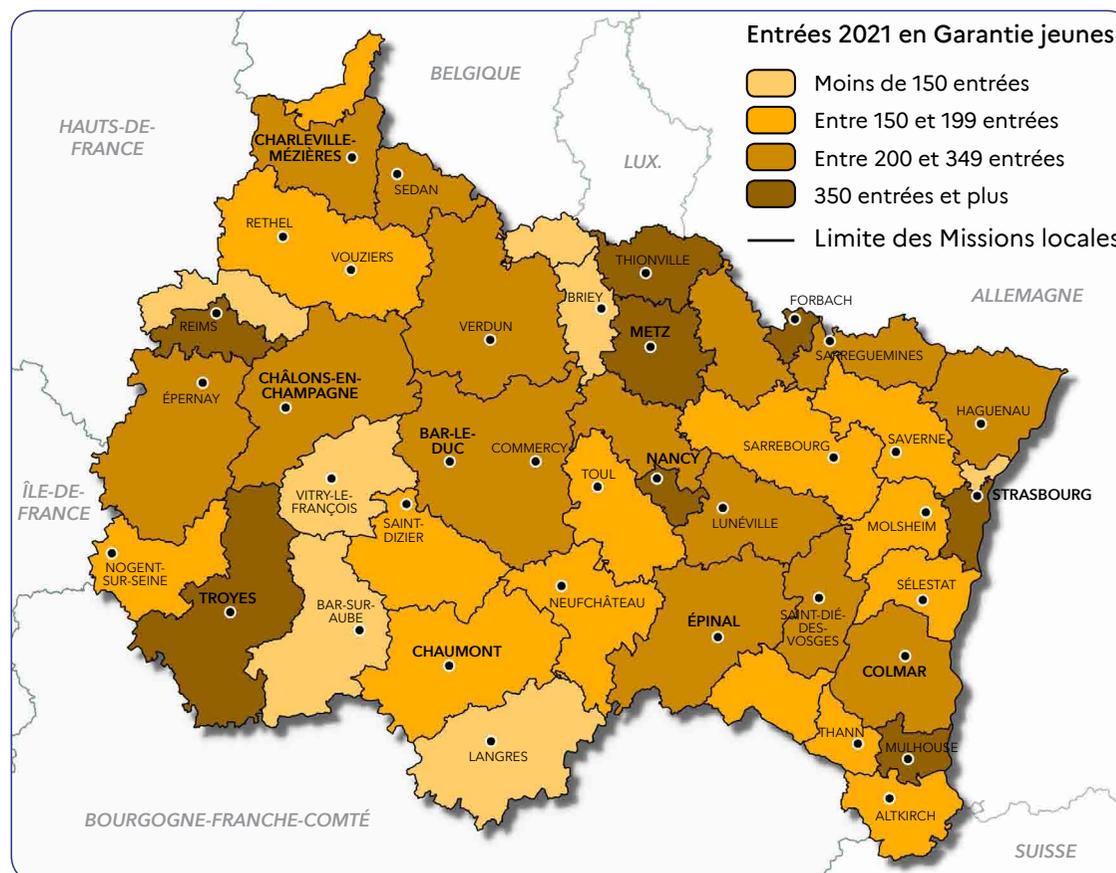
Les autres dispositifs tels que les Parcours emploi compétences (PEC), les Contrats initiative emploi (CIE), ou l'Insertion par l'activité économique (IAE) sont également maintenus, et même développés pour certains d'entre-eux. Les entrées en PEC (CAE) avaient un peu fléchi en 2020, passant à 6 850 en 2020 (soit - 2,2 % sur un an). Elles sont reparties à la hausse en 2021 : avec plus de 8 400 nouvelles entrées en 2021, les PEC augmentent de 23 % par rapport à 2020 dans le Grand Est. Le Contrat initiative emploi (CUI-CIE) est l'équivalent du PEC (CAE) pour le secteur marchand. C'est le dispositif qui progresse le plus dans la région : le nombre d'entrées en CIE est passé de 400 en 2020 à près de 7 200 en 2021. Leur nombre a ainsi été multiplié par 18 sur un an, et par 25 au niveau national.

Enfin, plus de 37 700 personnes (contre 32 300 en 2020) sont entrées dans les structures de l'insertion par l'activité économique (IAE) dans le Grand Est en 2021, majoritairement dans les ateliers et chantiers d'insertion.

D'autres dispositifs encore ont été amplifiés, parfois grâce à des aides financières, tels les emplois francs favorisant l'emploi des résidents de quartiers prioritaires de la ville (1 900 embauches en 2021), ou les contrats de professionnalisation (7 700 nouveaux contrats signés dans le Grand Est en 2021), en progression par rapport à 2020, mais qui ont souffert de la priorité accordée à l'apprentissage.

ENTRÉES EN PACEA ET GARANTIE JEUNES

ANNÉE 2021	PACEA	Garantie jeunes
Ardennes	2 729	868
Aube	2 109	705
Marne	4 035	1 666
Haute-Marne	1 180	424
Meurthe-et-Moselle	4 144	1 664
Meuse	996	473
Moselle	5 315	2 303
Bas-Rhin	4 783	1 679
Haut-Rhin	3 474	1 199
Vosges	2 574	952
Grand Est	31 339	11 933
<i>Habitant en QPV</i>	<i>18,2 %</i>	<i>20,3 %</i>
France métropolitaine	418 820	158 388
<i>Poids Grand Est / France métropolitaine</i>	<i>7,5 %</i>	<i>7,5 %</i>



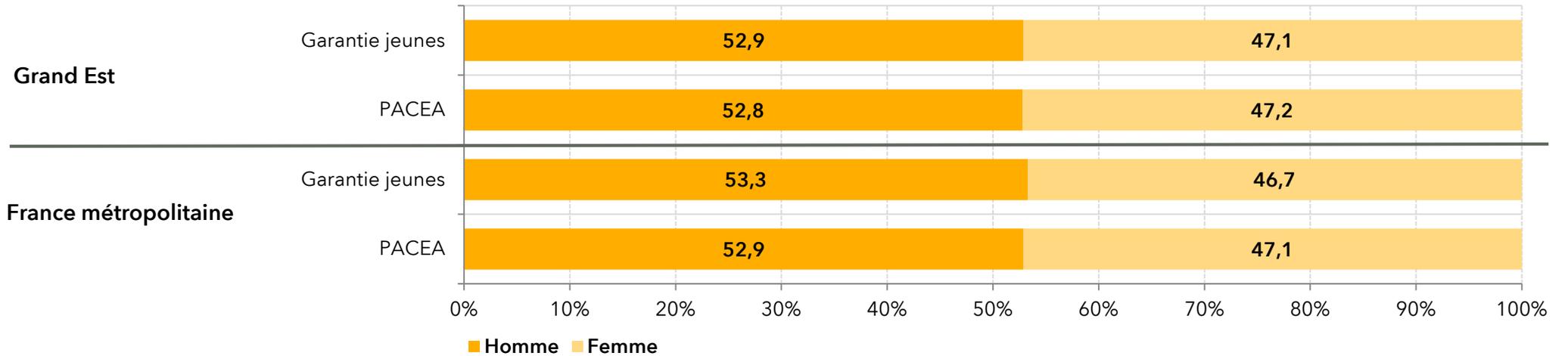
PACEA : le parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) est le cadre contractuel de l'accompagnement des jeunes par les missions locales, unique et adaptable aux besoins du jeune.

Garantie jeunes : c'est un accompagnement intensif et collectif d'une durée de douze mois qui constitue une modalité spécifique du PACEA. Elle s'adresse aux jeunes de 16 à moins de 26 ans en situation de précarité qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude (NEET). Cet accompagnement est assorti d'une aide financière pour faciliter leurs démarches d'accès à l'emploi.

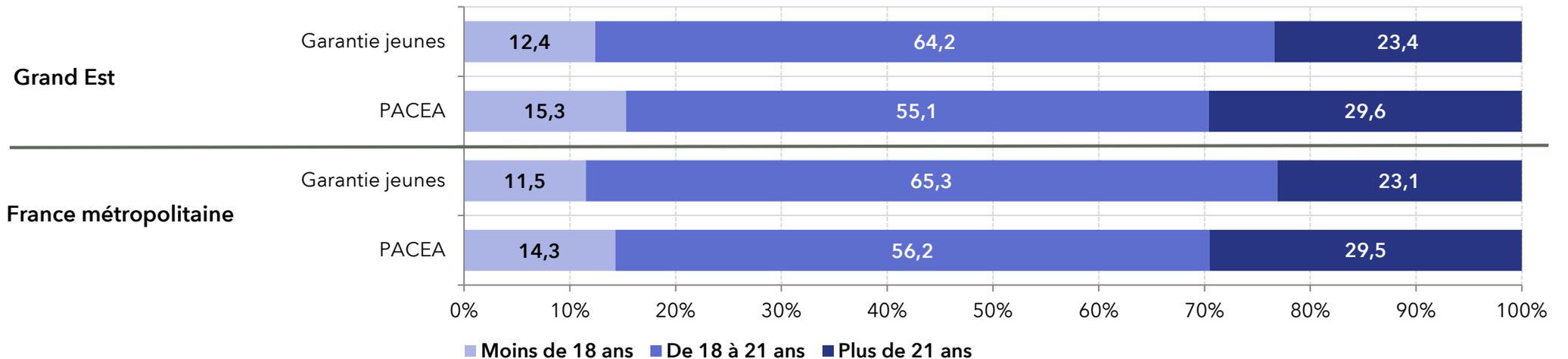
Source : DGEFP - Pop - extraction du 23 mai 2022

RÉPARTITION PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE DES JEUNES ENTRÉS EN PACEA ET GARANTIE JEUNE

RÉPARTITION PAR **SEXE** (EN %) DEPUIS LE DÉBUT DU DISPOSITIF

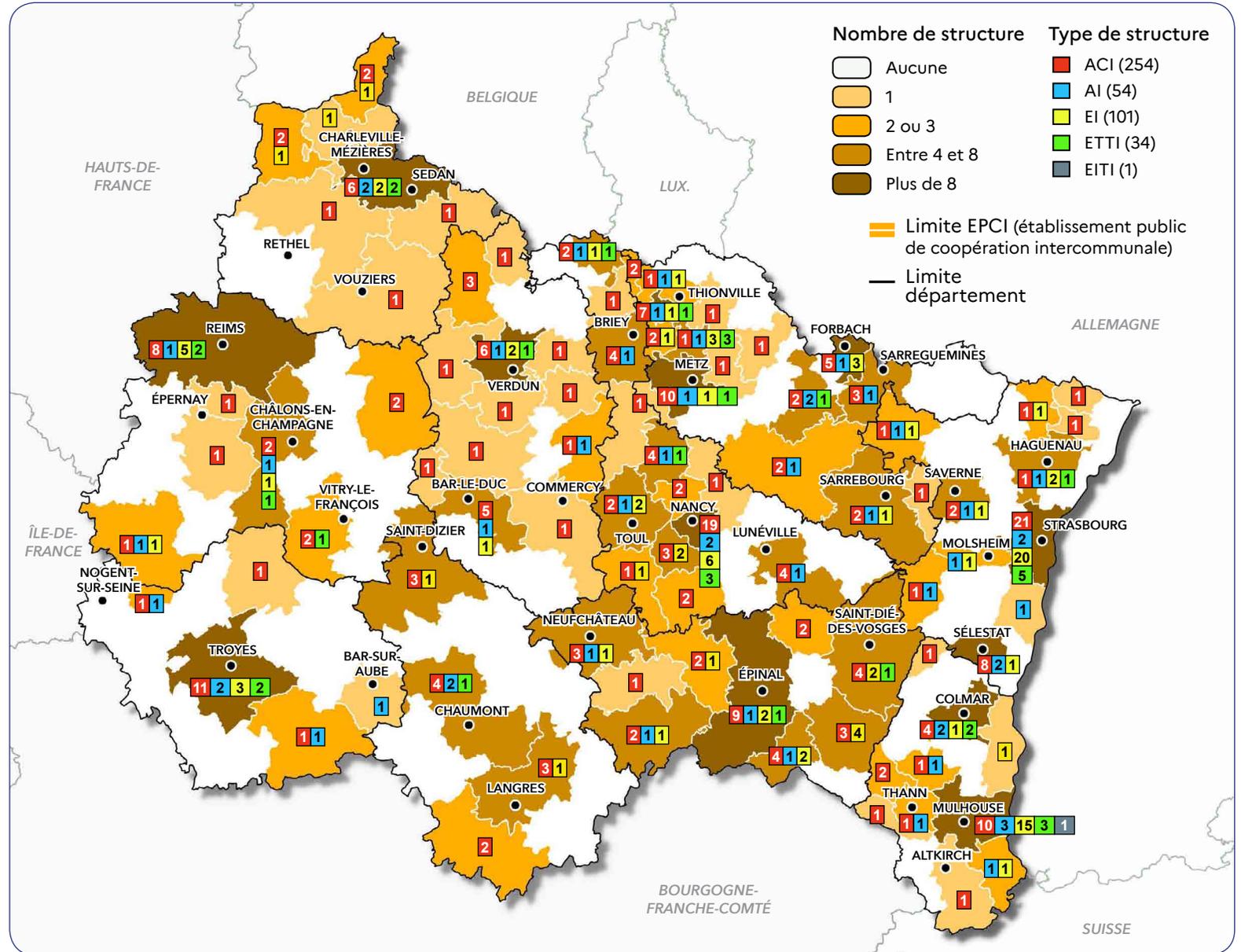


RÉPARTITION PAR **TRANCHE D'ÂGE** (EN %) DEPUIS LE DÉBUT DU DISPOSITIF



Source : DGEFP - Pop - extraction du 23 mai 2022

LOCALISATION DES STRUCTURES DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (IAE) PAR EPCI

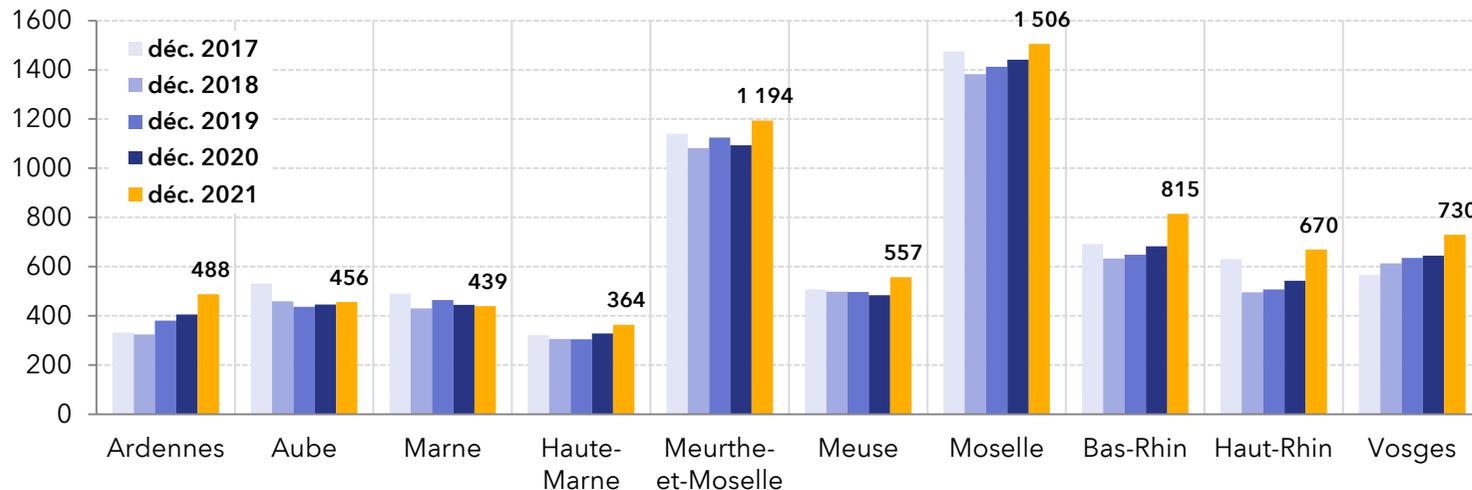


Source : Drets Grand Est - août 2021

STOCK ET FLUX D'EMBAUCHES EN CDDI EN ATELIER OU CHANTIER D'INSERTION (ACI)

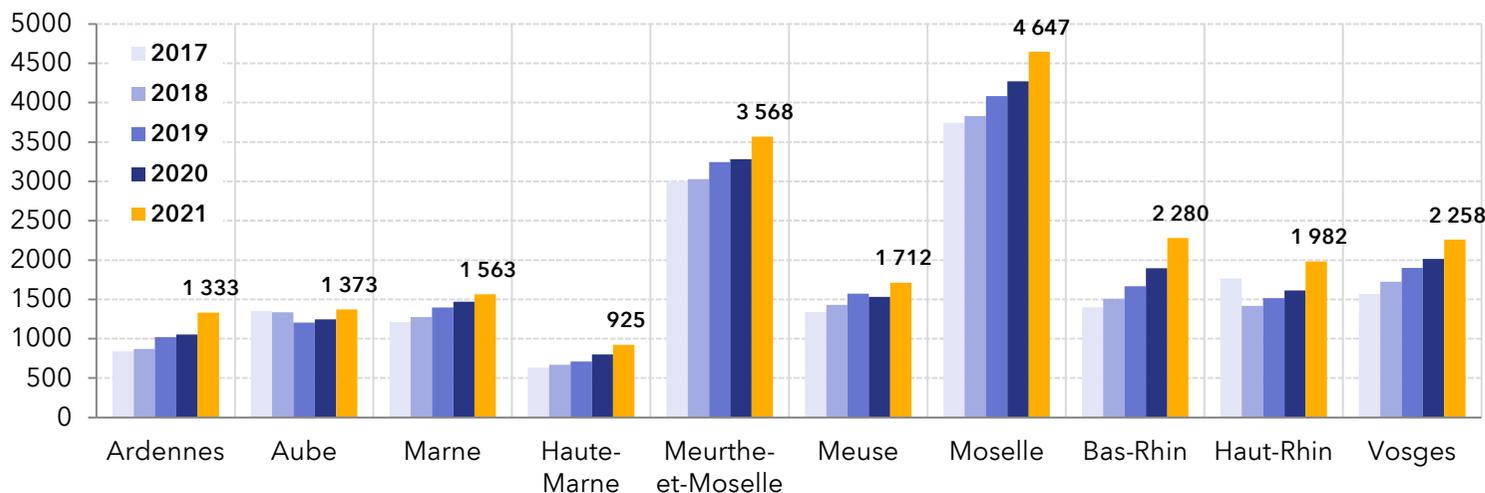
CDDI : contrat à durée déterminée d'insertion.

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2017	6 685	54 268
déc. 2018	6 221	48 861
déc. 2019	6 410	50 829
déc. 2020	6 512	52 204
déc. 2021	7 219	57 010

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)



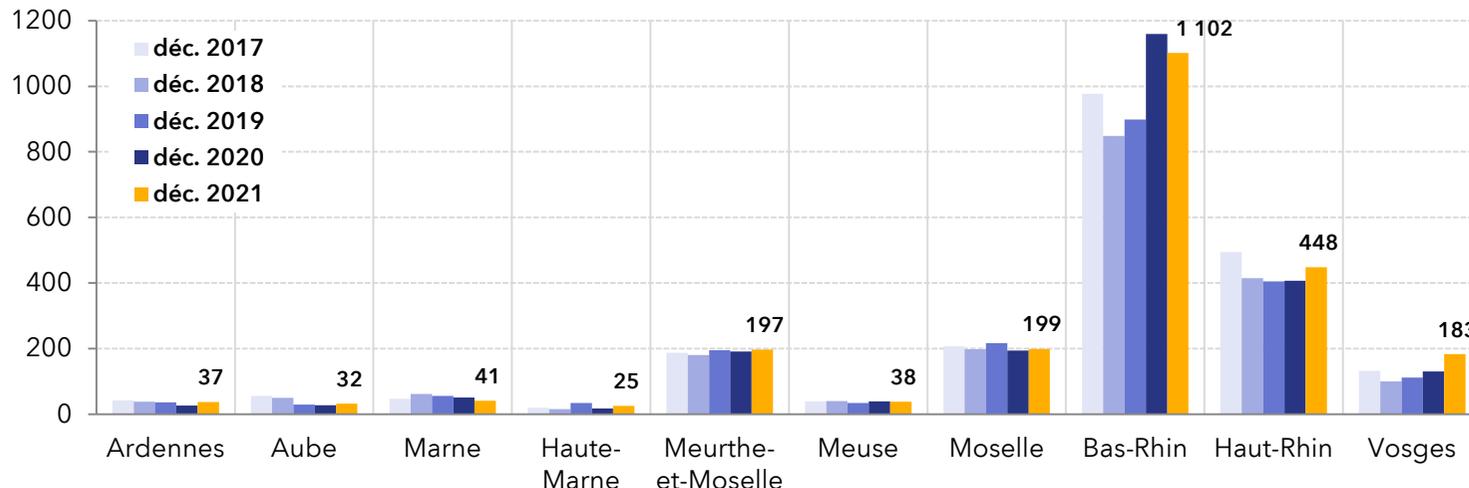
	Grand Est	France métro.
2017	16 852	124 356
2018	17 086	126 285
2019	18 321	134 207
2020	19 181	140 849
2021	21 641	159 401

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 30 juin 2022

STOCK ET FLUX D'EMBAUCHES EN CDDI EN ENTREPRISE D'INSERTION (EI)

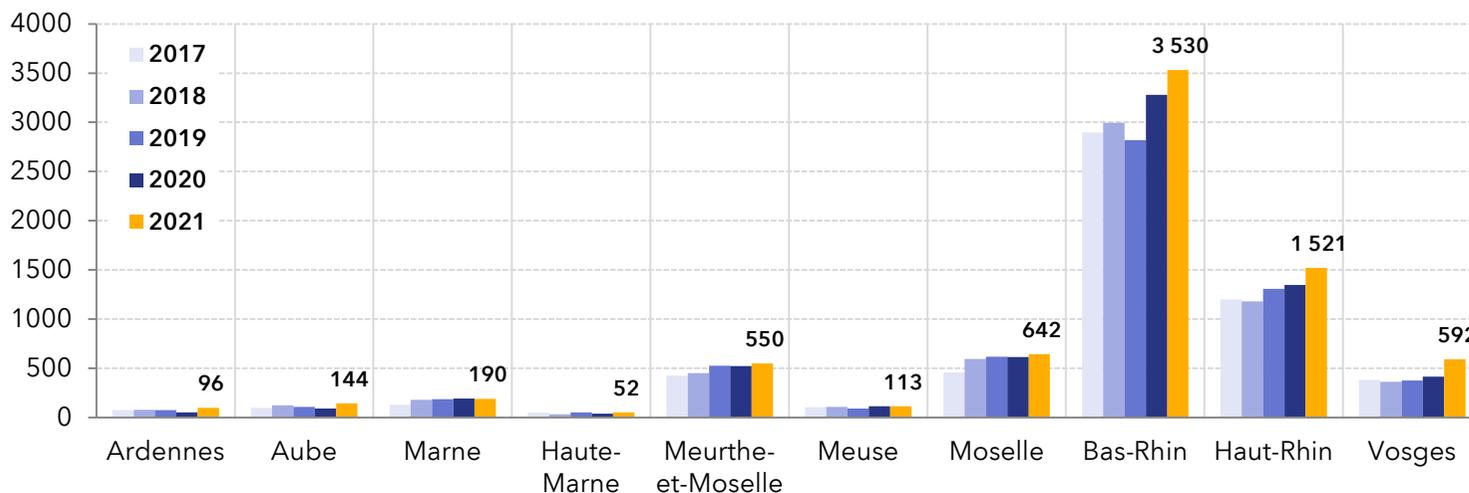
CDDI : contrat à durée déterminée d'insertion.

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2017	2 200	15 368
déc. 2018	1 946	14 460
déc. 2019	2 017	15 127
déc. 2020	2 242	16 266
déc. 2021	2 302	17 289

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)

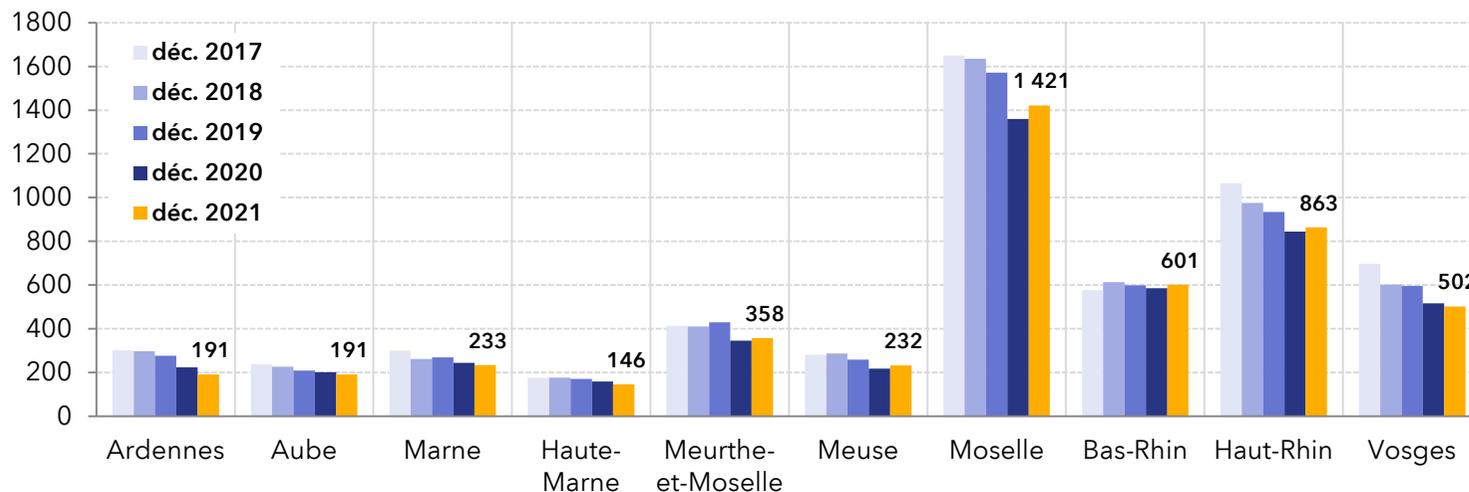


	Grand Est	France métro.
2017	5 810	35 831
2018	6 097	36 934
2019	6 159	39 445
2020	6 665	41 303
2021	7 430	47 432

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 30 juin 2022

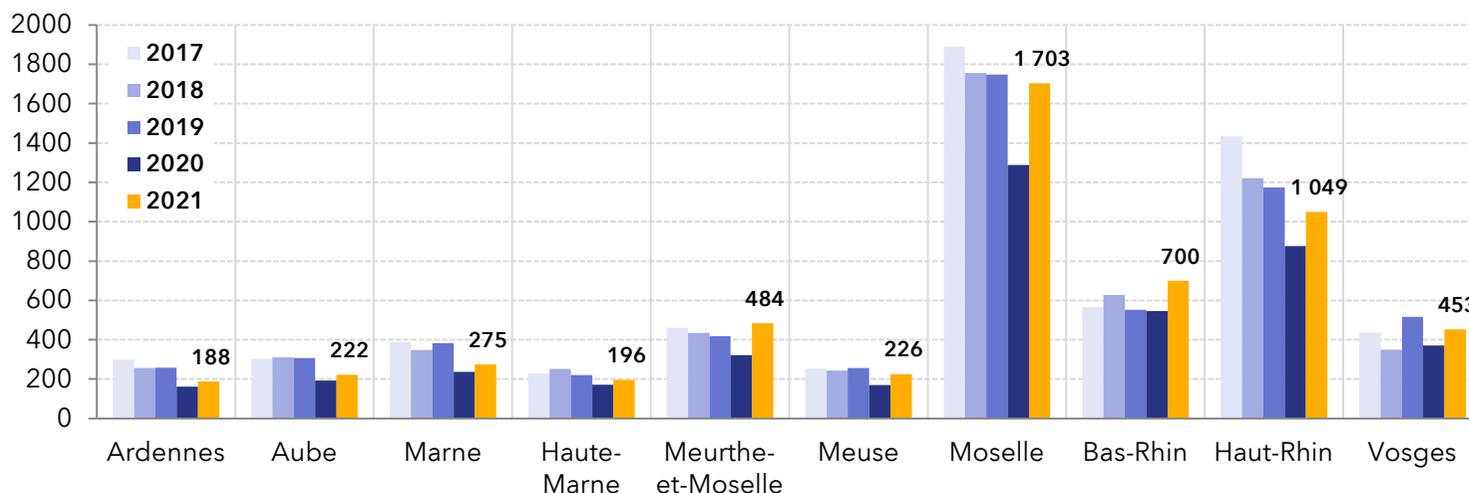
STOCK ET FLUX DES MISES À DISPOSITION PAR UNE ASSOCIATION INTERMÉDIAIRE (AI)

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2017	5 697	54 319
déc. 2018	5 483	52 105
déc. 2019	5 310	50 412
déc. 2020	4 694	47 724
déc. 2021	4 738	45 811

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)

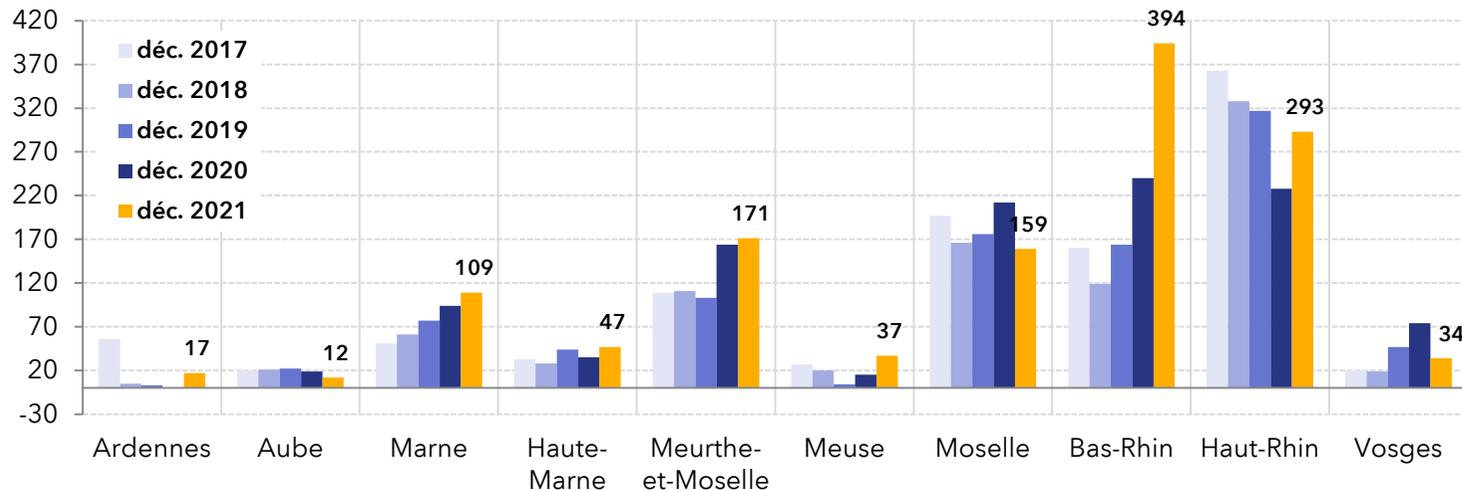


	Grand Est	France métro.
2017	6 258	75 012
2018	5 798	67 533
2019	5 834	63 437
2020	4 337	52 484
2021	5 496	60 624

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 30 juin 2022

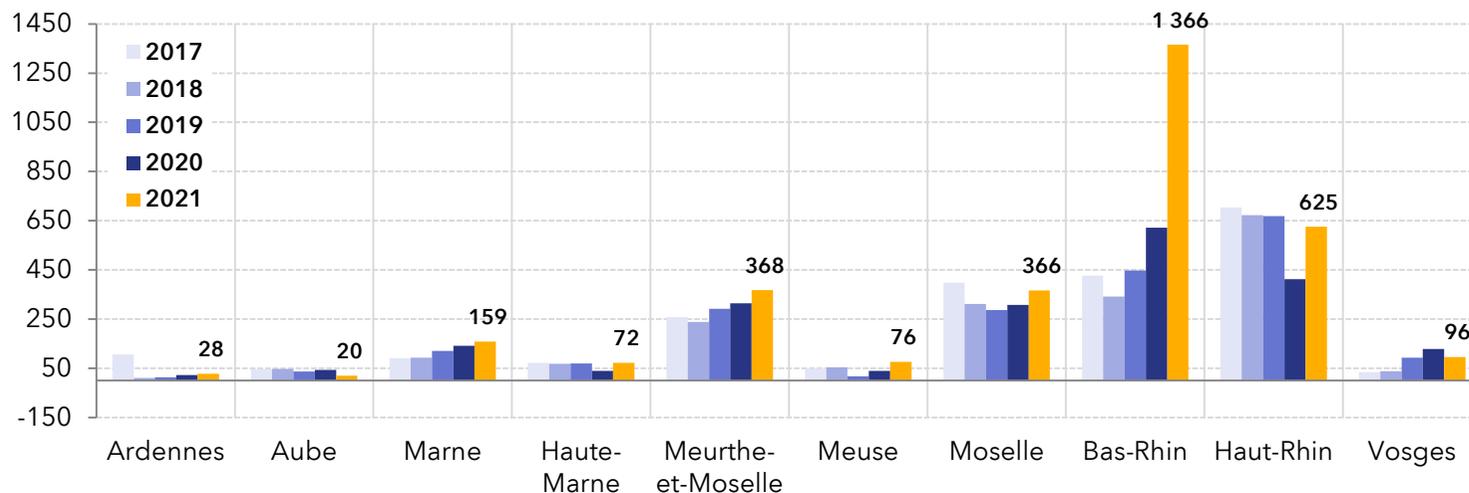
STOCK ET FLUX DES MISES À DISPOSITION PAR UNE ENTREPRISE DE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION (ETTI)

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2017	1 036	12 707
déc. 2018	878	12 613
déc. 2019	957	12 674
déc. 2020	1 081	13 191
déc. 2021	1 273	15 847

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)



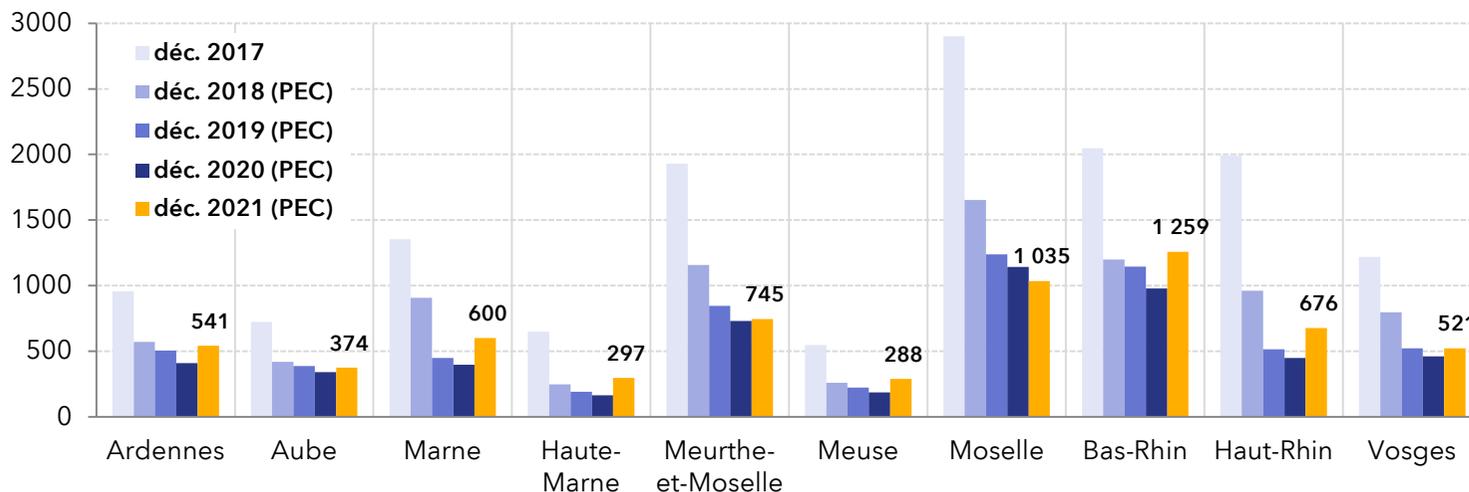
	Grand Est	France métro.
2017	2 184	29 316
2018	1 876	24 208
2019	2 045	23 326
2020	2 069	21 113
2021	3 176	32 765

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 30 juin 2022

STOCK ET FLUX DES BÉNÉFICIAIRES EN CONTRAT UNIQUE D'INSERTION (CUI) ET PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES (PEC)

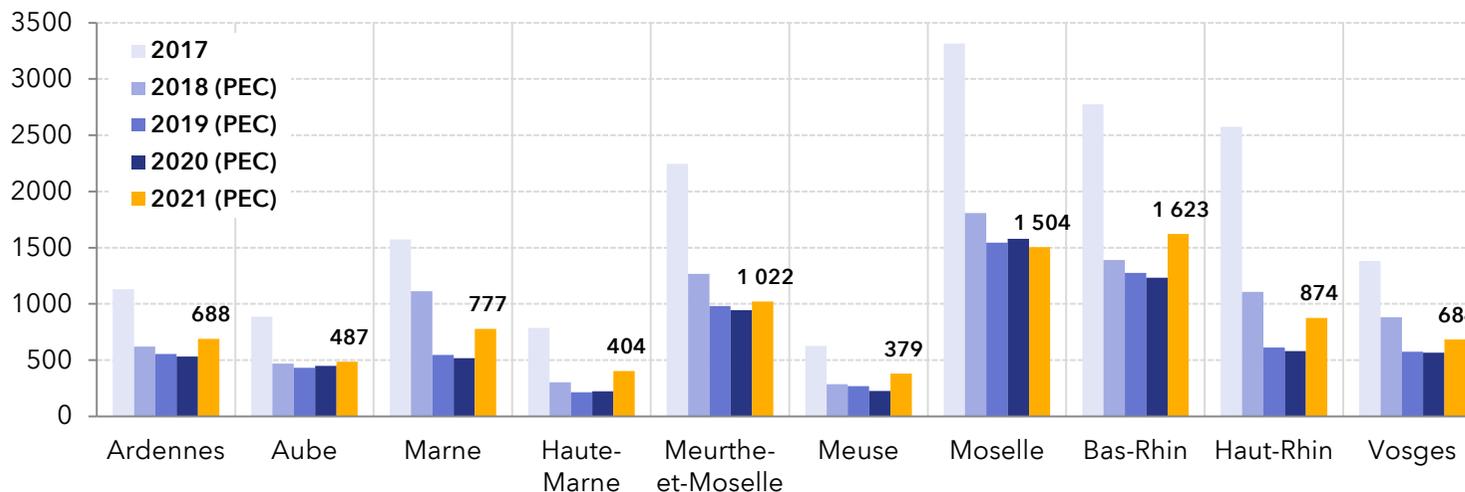
Depuis janvier 2018, les parcours emploi compétences (PEC) remplacent les CUI-CAE. Ces contrats sont recentrés sur l'accès à la formation et à l'acquisition des compétences en parallèle de la mise en situation professionnelle. Le cadre juridique est inchangé (prescription sous la forme d'un CUI-CAE), avec un taux de prise en charge moyen par l'Etat abaissé à 50 %. Seuls les employeurs respectant le triptyque emploi-formation-accompagnement pourront désormais embaucher des publics éloignés de l'emploi en PEC.

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2017	14 317	157 287
déc. 2018	8 173	87 515
déc. 2019 (PEC)	6 022	62 781
déc. 2020 (PEC)	5 259	49 365
déc. 2021 (PEC)	6 336	65 849

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)

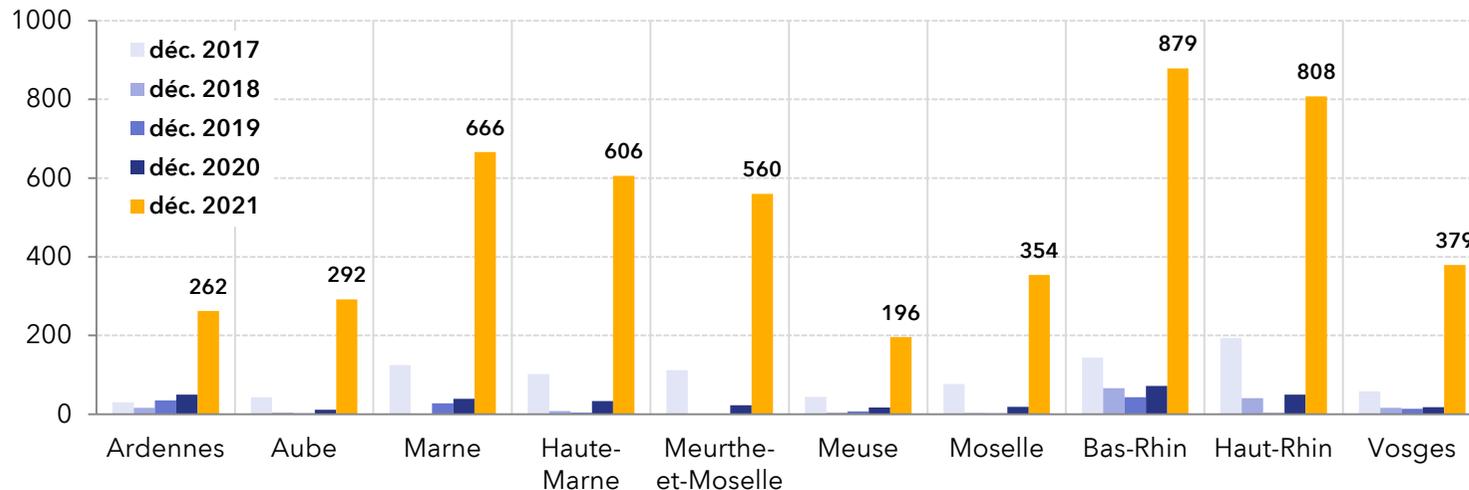


	Grand Est	France métro.
2017	17 292	202 530
2018	9 248	104 614
2019 (PEC)	7 000	76 778
2020 (PEC)	6 851	60 539
2021 (PEC)	8 442	83 800

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 24 mai 2022

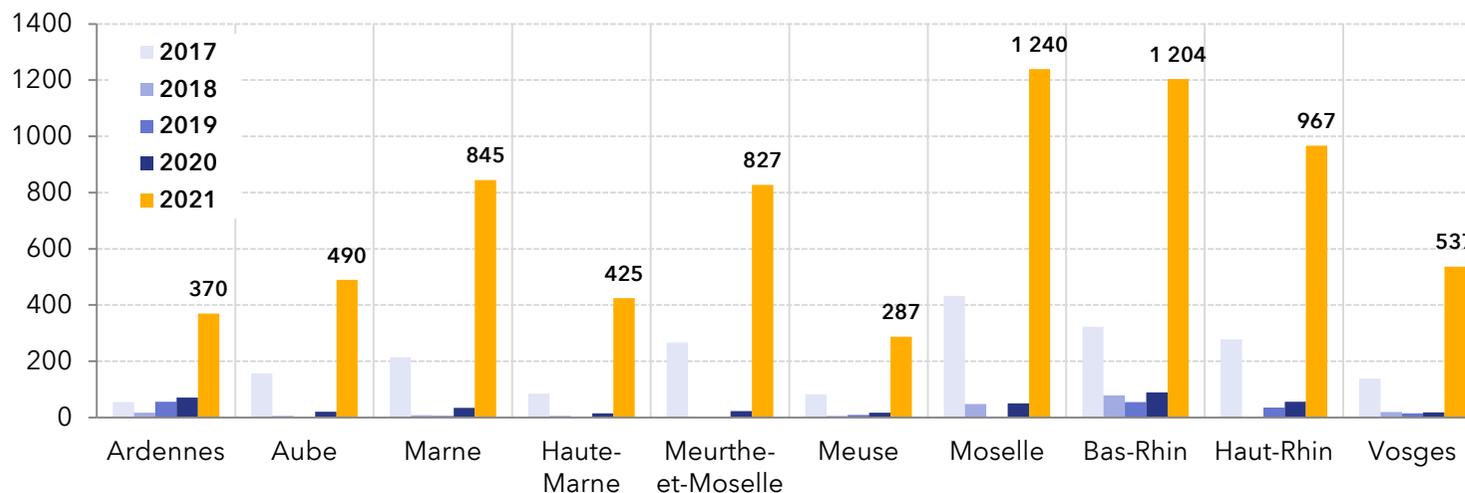
STOCK ET FLUX DES BÉNÉFICIAIRES EN CONTRAT UNIQUE D'INSERTION - CONTRAT INITIATIVE EMPLOI (CUI-CIE)

STOCKS (EFFECTIF EN FIN D'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
déc. 2017	929	12 246
déc. 2018	158	1 012
déc. 2019	138	992
déc. 2020	332	2 586
déc. 2021	5 002	53 953

ENTRÉES (CUMUL SUR L'ANNÉE)



	Grand Est	France métro.
2017	2 031	24 122
2018	186	1 265
2019	184	1 559
2020	393	3 063
2021	7 192	75 361

Sources : ASP, Dares - PoEm - extraction du 24 mai 2022

POLITIQUES DE SOLIDARITÉ

Pour accompagner les ménages les plus en difficultés, diverses allocations sociales existent comme le revenu de solidarité active (RSA) qui compte 155 280 allocataires dans le Grand Est. Avec la même proportion qu'au niveau national, 5,6 % de la population régionale est couverte par le RSA (allocataire, conjoint et personne à charge). La disparité territoriale est importante, puisque dans les Ardennes ce taux s'élève à 6,9 % contre 4,7 % dans le Haut-Rhin. L'allocation de solidarité spécifique (ASS), à destination des demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits ou pour les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sous certaines conditions d'activité, bénéficie à 0,9 % de la population de 15 à 64 ans, un taux légèrement supérieur à celui de la France métropolitaine (0,8 %). Cette part atteint 1,4 % dans les Ardennes et 1,5 % dans les Vosges.

Les allocations de minimum vieillesse (ASPA et AVS) concernent, elles, 2,4 % des 60 ans et plus (contre 31 % au national).

L'aide sociale à l'enfance concerne de nombreux dispositifs d'accueil. En termes de nombre de places (hors familles d'accueil), les maisons d'enfances à caractère sociale sont le principal dispositif. Les politiques publiques en faveur des personnes en situation de handicap ou à destination des personnes âgées sont diverses, soit via de l'aide sociale (aide à domicile, aide à l'accueil), soit via des établissements d'hébergement. Par exemple, le Grand Est comptabilise plus de 52 000 places en EHPAD.

Le droit au logement opposable (DALO) a permis à 610 ménages de trouver une solution de logement en 2020. En parallèle, 9 820 décisions d'expulsion locatives ont été prises en 2019. Le surendettement, lui, touche 11 037 personnes dans le Grand Est. Les ressources mensuelles nettes sont inférieures à 972 € pour 43,6 % des ménages surendettés.

La part de la population régionale couverte par le RSA est identique au niveau national, avec des disparités suivant les départements du Grand Est

ALLOCATAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE

Le revenu de solidarité active (RSA) : le revenu de solidarité active (RSA) s'adresse depuis le 1^{er} juin 2009 en France métropolitaine et depuis le 1^{er} janvier 2011 dans les départements d'outre-mer (et le 1^{er} janvier 2012 à Mayotte) à toute personne âgée d'au moins 25 ans ou assumant la charge d'au moins un enfant né ou à naître. Depuis le 1^{er} septembre 2010 en France métropolitaine et le 1^{er} juillet 2011 dans les DOM, il a été étendu aux personnes de moins de 25 ans ayant travaillé au moins deux années au cours des trois dernières années (RSA jeune).

Le seuil du revenu garanti par le RSA est calculé en additionnant un montant forfaitaire, variable selon la composition du foyer, à une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer. Le montant de l'allocation sera égal à la différence entre le montant maximal de RSA et la moyenne mensuelle des ressources du ménage, y compris les prestations familiales (sauf exceptions). Pour une personne seule, ce montant a été fixé à 575,52 € (au 1^{er} avril 2022).

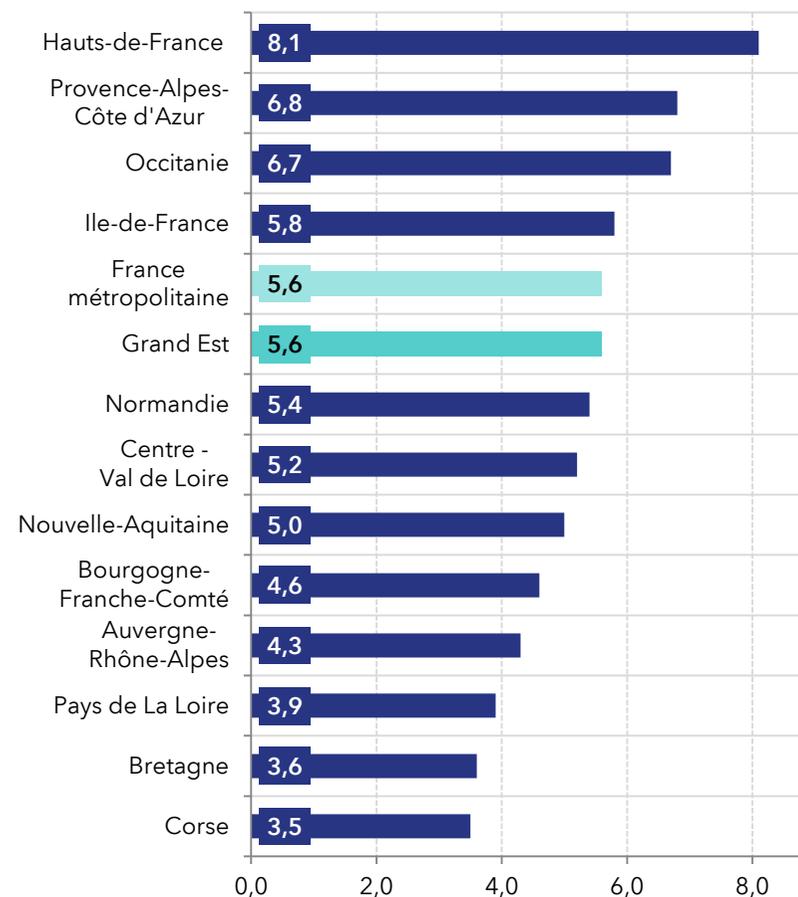
*La population couverte par le RSA (ou bénéficiaires du RSA) correspond aux allocataires, leur conjoint et les personnes à leur charge.

AU 31 DÉCEMBRE 2020	Allocataires du RSA	Dont :			Taux de population couverte par le RSA en % *
		RSA majoré	RSA non majoré (1)	RSA (socle) jeune	
Ardennes	10 854	1 121	9 732	1	6,9
Aube	10 216	1 367	8 844	5	5,8
Marne	15 660	2 149	13 506	5	5,6
Haute-Marne	4 641	571	4 065	5	6,1
Meurthe-et-Moselle	22 757	2 203	20 544	10	5,7
Meuse	5 157	571	4 584	2	5,2
Moselle	27 792	2 753	25 019	20	5,2
Bas-Rhin	29 869	3 107	26 748	14	4,7
Haut-Rhin	17 192	1 877	15 309	6	6,1
Vosges	11 142	1 152	9 985	5	5,6
Grand Est	155 280	16 871	138 336	73	5,6
France métropolitaine	1 847 069	201 550	1 644 680	839	5,6

(1) Les bénéficiaires du RSA jeunes sont intégrés aux effectifs du RSA non majoré

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2021 : Insee, Drees, Cnaf, MSA

TAUX DE POPULATION COUVERTE PAR LE RSA (EN %) *



Une part des allocataires de l'ASS plus importante dans les Vosges et les Ardennes, moindre dans le Bas-Rhin

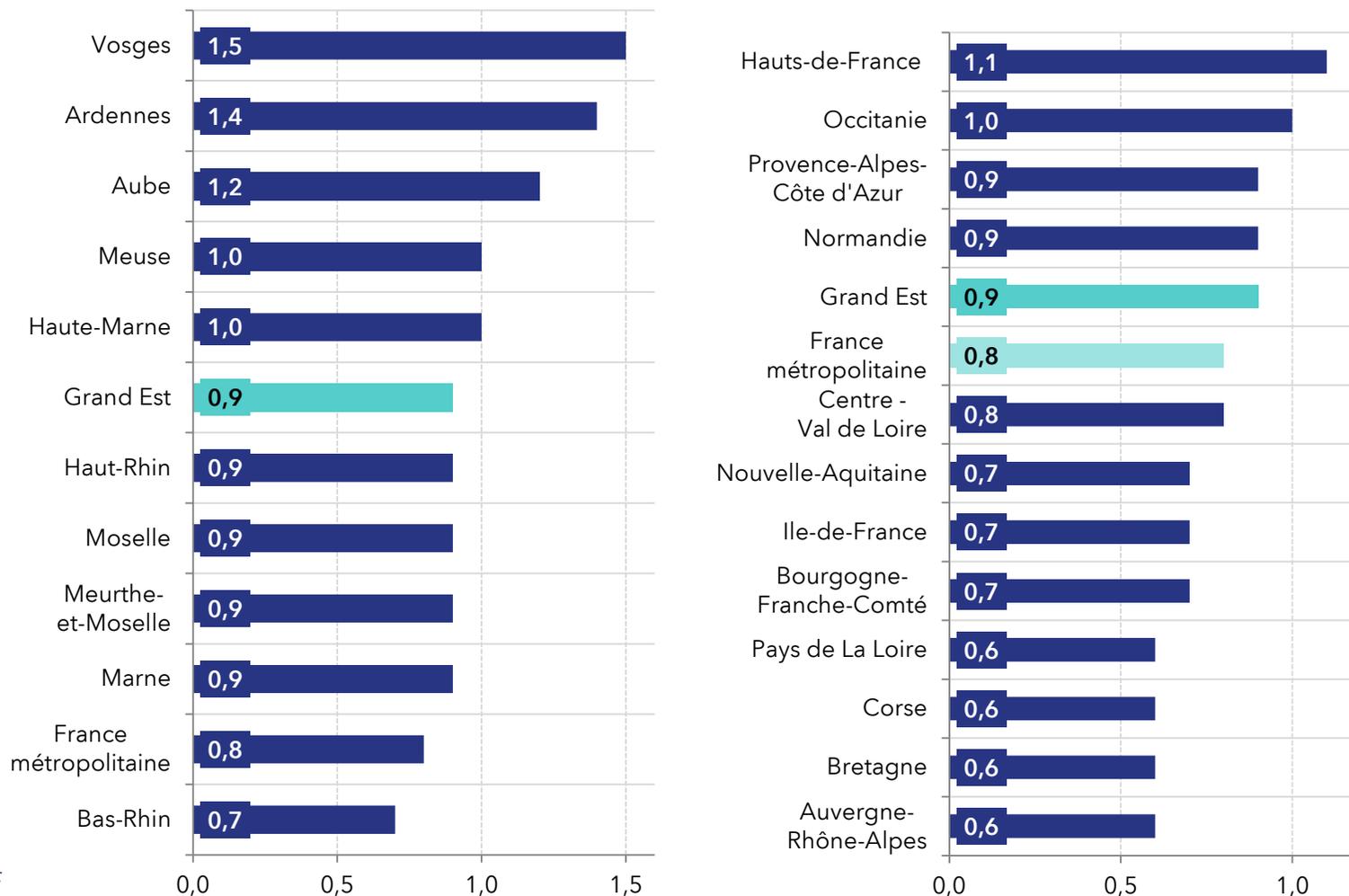
ALLOCATION DE SOLIDARITÉ SPÉCIFIQUE

L'allocation de solidarité spécifique (ASS) : Instituée en 1984, l'ASS est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage ou aux demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus, et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

Pour une personne seule sans emploi, le montant mensuel de l'ASS peut s'élever jusqu'à 516,30 € (condition : ressources inférieure à 688,40 €).

AU 31 DÉCEMBRE 2019	Nombre d'allocataires de l'ASS
Ardennes	2 230
Aube	2 280
Marne	2 990
Haute-Marne	1 000
Meurthe-et-Moselle	4 220
Meuse	1 120
Moselle	5 610
Bas-Rhin	4 810
Haut-Rhin	4 200
Vosges	3 210
Grand Est	31 670
France métropolitaine	319 900

ALLOCATAIRES DE L'ASS POUR 100 PERSONNES DE 15 À 64 ANS



Sources : Panorama statistique de la Drees- édition 2021 : Insee, Drees, Pôle emploi

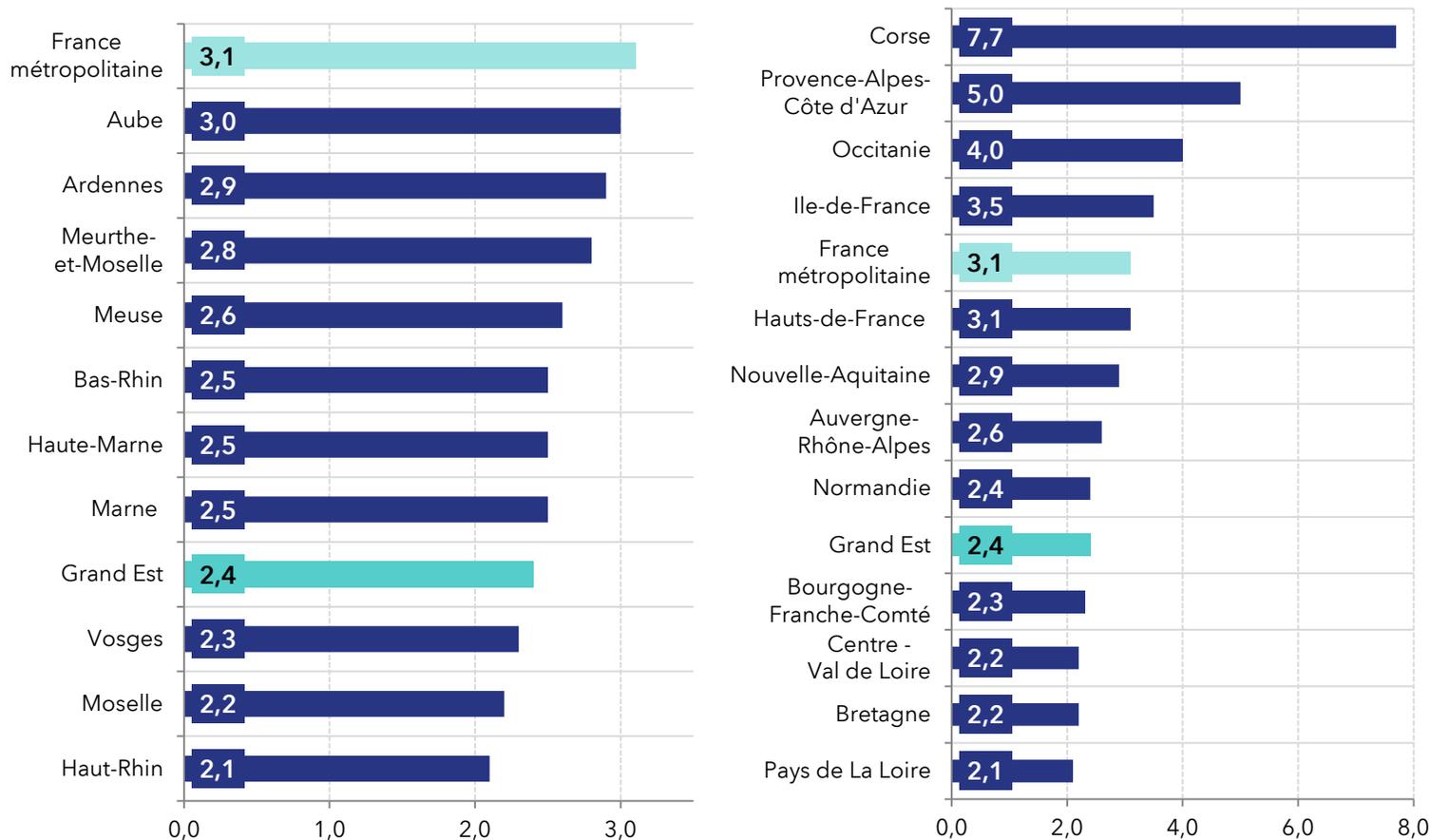
Une part moindre des allocataires de minimum vieillesse dans le Grand Est

ALLOCATIONS DU MINIMUM VIEILLESSE (ASV ET ASPA)

L'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) a été créée en 1956 et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) est entrée en vigueur en 2007 suite à la réforme du minimum vieillesse. L'ASV continue d'être versée aux personnes qui en bénéficiaient avant cette réforme. Ces allocations sont destinées aux personnes âgées d'au moins 65 ans (ou ayant atteint l'âge minimum de départ à la retraite en cas d'invalidité au travail) qui disposent de ressources inférieures au seuil du minimum vieillesse. Elles sont versées par les caisses de retraite ou par le service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées et financées par le Fonds de solidarité vieillesse. Pour une personne seule, le montant maximum attribué par mois est de 916,78 (soit 11 001,44 € maximum par an). Le montant qui est attribué est égal à la différence entre le montant maximum par mois de l'Aspa (916,78 €) et le montant des revenus mensuel.

AU 31 DÉCEMBRE 2019	Nombre d'allocataires ASV et ASPA
Ardennes	2 296
Aube	2 606
Marne	3 708
Haute-Marne	1 396
Meurthe-et-Moselle	5 301
Meuse	1 459
Moselle	6 091
Bas-Rhin	7 118
Haut-Rhin	4 332
Vosges	2 632
Grand Est	36 939
France métropolitaine	537 780

ALLOCATAIRES DE L'ASV ET DE L'ASPA POUR 100 PERSONNES DE 60 ANS ET PLUS



Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2021 : estimation Drees, FSV (Fonds solidarité Vieillesse) et enquête Drees auprès de la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), du régime social des indépendants (RSI), de la MSA, de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM), de la société nationale des chemins de fer (SNCF), de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes (CAVIMAC) pour la France

Comme en France métropolitaine, les maisons d'enfants à caractère sociale sont le principal dispositif d'accueil de protection de l'enfance en termes de nombre de places

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
PROTECTION DE L'ENFANCE AU 31 DÉCEMBRE 2020												
Nombre de places d'accueil mère-enfant	0	27	24	0	69	25	100	105	116	23	489	5 133
Nombre de places en pouponnières à caractère social	0	0	0	0	73	30	0	0	54	0	157	875
Nombre de places en foyers de l'enfance	134	493	286	0	129	55	372	218	75	78	1 840	11 641
Nombre de places en maisons d'enfants à caractère social	332	269	426	133	677	259	1 206	1 240	729	696	5 967	57 471
Nombre de places en structures intermédiaires de placement social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 409
Nombre de places en lieux de vie et d'accueil	0	0	10	7	54	26	10	25	5	49	186	2 942
Nombre de places en villages d'enfants	0	48	0	0	51	72	61	42	0	0	274	1 654
Nombre de places en établissement d'aide sociale à l'enfance pour 1000 jeunes de 0 à 20 ans	7,7	11,2	5,5	4,0	6,2	11,8	7,6	6,2	5,6	11,0	7,1	5,3
Nombre de places en centres de placement familial socio éducatif	0	100	0	0	170	0	0	121	35	0	426	12 287

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE AU 31 DÉCEMBRE 2020

Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance	1 251	1 184	1 550	656	2 479	833	2 589	3 342	2 345	1 418	17 647	193 265
<i>Dont mesures judiciaires de placements</i>	949	905	1 257	542	1 709	635	1 956	2 928	1 660	1 013	13 554	136 204
Nombre de placements directs par un juge	47	80	49	39	293	68	201	246	183	139	1 345	13 733
Nombre d'actions éducatives à domicile (AED)	253	109	106	80	557	276	213	1 071	478	504	3 647	50 372
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	591	606	1 242	280	1 764	418	1 796	1 518	1 558	566	10 339	114 229
Nombre de mesures d'ASE (mesures de placements et actions éducatives) en % des 0-20 ans au 31/12/2020	1,4	1,0	1,0	1,0	1,4	1,8	0,9	1,0	1,2	1,4	1,1	1,1

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2021 : Drees, Finess, enquête aide sociale 2019 ; Dreetts ; Insee, estimation de population 2021

Un taux d'équipement en établissements d'hébergement pour adultes handicapés variable suivant les départements et les catégories d'établissement

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES

AU 31 DÉCEMBRE 2019	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Aide sociale aux personnes handicapées (1)	2 749	2 663	4 290	1 875	6 693	1 407	6 685	9 494	8 499	3 612	47 967	543 600
<i>Dont aide à domicile (PCH, ACTP à domicile, aides ménagères)</i>	2 050	1 762	2 723	1 119	5 429	997	4 933	5 618	5 883	2 597	33 111	382 946
<i>Dont aide à l'accueil (ACTP en établissement, aides à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers, accueil de jour)</i>	699	901	1 567	756	1 264	410	1 752	3 876	2 616	1 015	14 856	160 654

(1) Il s'agit d'un nombre d'aides sociales et non d'individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide

TAUX D'ÉQUIPEMENT EN ÉTABLISSEMENTS D'HÉBERGEMENT POUR ADULTES HANDICAPÉS PAR CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT : PLACES POUR 1 000 HABITANTS DE 20 À 59 ANS

AU 31 DÉCEMBRE 2020	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Taux d'équipement en places d'accueil spécialisé pour adultes handicapés	1,3	0,8	1,1	1,8	1,3	1,8	1,4	0,7	1,1	1,6	1,2	1,0
Taux d'équipement en places d'accueil médicalisé pour adultes handicapés	0,8	0,7	1,0	0,6	0,6	1,0	0,8	1,1	0,7	1,0	0,9	1,0
Taux d'équipement en places dans les foyers de vie (inclut les foyers occupationnels)	1,2	2,6	1,8	2,5	1,6	2,3	0,8	1,4	2,8	2,7	1,7	2,1
Taux d'équipement en places dans les établissements et service d'aide par le travail (ESAT)	5,2	4,3	4,3	5,8	4,4	5,3	4,5	3,2	3,9	5,2	4,2	3,6

CAPACITÉ D'ACCUEIL POUR ENFANTS ET ADOLESCENTS HANDICAPÉS SELON LA CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT : PLACES POUR 1 000 HABITANTS DE MOINS DE 20 ANS

AU 31 DÉCEMBRE 2020	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Taux d'équipement en places dans les établissements pour enfants handicapés (hors SESSAD, CMPP, CAMSP, jardins d'enfants spécialisés et places d'accueil temporaire) (1)	13,2	7,5	7,2	13,9	10,9	8,7	8,8	6,6	8,2	8,4	8,6	6,8
Taux d'équipement en places dans les SESSAD	5,1	3,1	2,9	5,3	3,7	5,4	3,0	3,2	3,6	3,7	3,5	3,3

(1) Y compris accueil temporaire

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2021 : Drees, enquête aide sociale 2019, Finess ; Insee, estimation de population 2021

La capacité d'accueil pour 1000 personnes de 75 ans et plus est légèrement supérieure dans le Grand Est par rapport à la France métropolitaine

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES

BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE

AU 31 DÉCEMBRE 2019	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Aide sociale aux personnes âgées	9 060	7 699	8 626	4 066	15 381	4 278	21 466	22 885	13 943	9 159	116 563	1 433 853
<i>Dont aide à domicile (APA à domicile, aides ménagères)</i>	6 093	3 933	3 344	1 982	8 107	2 131	12 161	11 338	6 646	3 648	59 383	769 097
<i>Dont aide à l'accueil (APA en établissement, aide sociale à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers)</i>	2 967	3 766	5 282	2 084	7 274	2 147	9 305	11 547	7 297	5 511	57 180	664 756

CAPACITÉ D'ACCUEIL POUR LES PERSONNES ÂGÉES SELON LA CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT

AU 31 DÉCEMBRE 2019	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Nombre de places en EHPAD	2 459	3 553	5 339	2 044	6 479	2 116	8 548	9 286	6 816	5 431	52 071	608 842
Nombre de places en résidence autonomie	336	475	2 207	199	2 396	383	2 253	1 003	1 588	562	11 402	119 908
Nombre de lits en USDL	128	130	238	107	422	140	491	631	427	168	2 882	30 165
Nombre de places en centre de jour pour personnes âgées	10	10	0	0	37	12	0	73	179	0	321	3 663
Nombre de places dans les autres établissements pour personnes âgées	36	0	0	0	10	25	50	59	153	62	395	6 030
Nombre de places en SSIAD et SPASAD	614	663	997	464	1 388	557	1 765	1 355	1 337	837	9 977	125 290
Nombre total de places et lits installés pour 1 000 personnes de 75 ans et plus	13,5	15,4	17,6	14,0	16,3	17,2	13,8	12,6	14,8	17,3	14,9	14,2

EHPAD : établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

USDL : unité de soins de longue durée

SSIAD : services de soins infirmiers à domicile

SPASSAD : services polyvalents d'aide et de soins à domicile

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2021 : Drees, enquête aide sociale 2019, Finess, SAE

Plus de situation de surendettement dans les Vosges et la Haute-Marne
 Légèrement moins d'expulsions locatives pour 1000 ménages dans le Grand Est

SURENDETTEMENT DES MÉNAGES

ANNÉE 2021	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	France métro.
Situations soumises aux secrétariats des commissions de surendettement	539	610	1 285	412	1 374	396	1 461	1 372	1 362	875	9 686	120 968
Personnes surendettées	663	669	1 453	464	1 527	478	1 665	1 583	1 557	978	11 037	133 676
Situations de surendettement pour 100 000 habitants	245	239	277	289	226	265	169	143	215	289	211	225
Endettement médian, hors immobilier, des ménages surendettés	13 532 €	14 915 €	13 854 €	12 294 €	16 492 €	14 534 €	17 406 €	15 792 €	14 943 €	12 942 €	15 145 €	16 075 €
Part (en %) des ménages surendettés dont les ressources mensuelles nettes sont inférieures à 972 €	49,4	42,6	45,3	48,2	43,1	46,2	37,9	40,9	44,4	47,8	43,6	41,3

PRÉCARITÉ DE LOGEMENT

	Décisions d'expulsions locatives en 2019				Dettes relatives à des impayés d'énergie dans les dossiers de surendettement en 2020		
	Total	Expulsions fermes"	Expulsions "conditionnelles"	Décisions d'expulsions locatives pour 1000 ménages	Nombre de dossiers de surendettement avec impayés d'énergie	Part des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendettement (en %)	Part des dettes liées à des impayés d'énergie dans l'ensemble des dettes (en %)
Ardennes	504	361	143	10,9	188	40,2	1,2
Aube	772	472	300	13,5	259	44,1	1,2
Marne	1 401	816	585	11,5	417	39,4	1,1
Haute-Marne	268	188	80	10,0	166	45,2	1,3
Meurthe-et-Moselle	1 344	1 061	283	9,9	543	41	1,2
Meuse	174	124	50	6,8	145	46,2	1,4
Moselle	1 630	1 318	312	9,5	536	40,2	1,2
Bas-Rhin	1 729	1 099	630	8,5	626	43,9	1,4
Haut-Rhin	1 469	1 221	248	11,8	563	46,4	1,3
Vosges	529	334	195	9,2	287	41,6	1,3
Grand Est	9 820	6 994	2 826	10,1	3 729	42,5	1,3
France métropolitaine	126 585	77 586	48 999	11,0	39 387	37,5	1,0

Sources : Panorama statistique de la Drees - édition 2021 : Ministère de la justice/SG/SDSE, répertoire général civil 2019 ; Insee, recensement de la population 2016 et 2017 ; banque de France, enquête typologique 2020 et 2021

Le nombre de recours sur le droit au logement opposable réduit dans le Grand Est

DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE

ANNÉE 2020 (1)

	Grand Est	France métropolitaine
Nombre de recours "logement" reçus	1 211	89 158
Recours non examinés	8	1 084
Recours "logement" avec décision	1 203	88 074
<i>Dont favorables logement (prioritaires et urgents)</i>	427	30 602
<i>Dont rejets (explicites)</i>	559	50 793
<i>Dont sans objet</i>	144	5 206
<i>Dont réorientation recours logement vers hébergement</i>	73	1 472
Nombre de recours "hébergement" reçus	58	7 136
Recours non examinés	3	28
Recours "hébergement" avec décision	55	7 108
<i>Dont favorables logement (prioritaires et devant être accueillis)</i>	18	4 078
<i>Dont rejets (explicites)</i>	22	2 597
<i>Dont sans objet</i>	8	346
<i>Dont recours logement réorientés hébergement (rappel)</i>	73	1 472
Nombre de recours reçus (2)	1 269	96 294
Recours non examinés	11	1 112
Recours avec décision	1 258	95 182
<i>Dont favorables (2)</i>	610	40 757
<i>Dont rejets (explicites)</i>	581	53 390
<i>Dont sans objet</i>	152	5 552

(1) La baisse observée en 2020 est liée au contexte de la crise sanitaire. En particulier, les délais des recours Dalo ont été suspendus durant plusieurs mois.

(2) Dans la synthèse, les décisions favorables correspondent à la somme des décisions favorables logement, des décisions favorables hébergement et des réorientations des recours logement vers l'hébergement.

Source : Panorama statistique de la DREES - édition 2021 : Infocentre Dalo

COMMERCE EXTÉRIEUR

Dans un contexte de reprise de l'activité, le solde commercial de la France chute de 30,0 milliards d'euros, pour atteindre un déficit de 112 milliards d'euros. Cette aggravation du déficit en 2021 s'explique par un rebond des importations (+18,8 %, après -13,3 % en 2020) plus marqué que celui des exportations (+15,3 %, après -16,1 %). Le recul du solde est principalement tiré par l'énergie et, dans une moindre mesure, par les produits manufacturés. Les montants des biens échangés reflètent l'inflation qui s'est accrue cette année notamment en ce qui concerne les matières premières et le transport (Source : DGDDI).

Le Grand Est a un solde commercial positif de 5,8 milliards d'euros pour son commerce extérieur, il a quasiment doublé par rapport à l'an dernier. Pour la 2^e année consécutive, le Grand Est se place au premier rang des régions excédentaires, devant l'Occitanie (4,9 milliards d'€) et la Bourgogne-Franche-Comté (1,6 milliards d'€).

Avec un montant d'importations de 59,2 milliards d'€, le Grand Est se place au 4^e rang des régions, derrière l'Île-de-France, les Hauts-de-France et Auvergne-Rhône Alpes. En Meuse et en Haute-Marne, les importations progressent de façon plus marquée qu'au niveau national avec respectivement +24,8 % et +22,8 % entre 2020 et 2021. A contrario, la Meurthe-et-Moselle (2,0 %) et le Bas-Rhin (5,4 %) restent en deçà du taux d'évolution régionale.

En Grand-Est, les exportations augmentent dans le même ordre de grandeur qu'au niveau national, avec une hausse de 12,3 % en 2021. Leur croissance est majoritairement due à celle des prix (source : DGDDI). Le Grand Est se positionne ainsi au 3^e rang des régions exportatrices après l'Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes. Les départements de la Meurthe-et-Moselle, la Meuse, la Marne et la Moselle présentent un taux d'évolution des exportations plus élevés qu'au niveau national entre 2020 et 2021. Seule l'Aube, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin affichent un taux de croissance des exportations plus faible qu'au niveau régional.

Les exportations vers nos principaux partenaires européens ont dépassées le niveau d'avant-crise. L'Allemagne reste le 1^{er} pays d'échanges commerciaux avec le Grand Est, excepté pour le département des Ardennes pour lequel il s'agit de la Belgique.

En France, comme dans le Grand Est les quatre principaux produits échangés sont les véhicules automobiles, les produits pharmaceutiques, les machines et équipements d'usage général ainsi que les produits chimiques, engrais, plastiques et caoutchouc synthétique.

Un quasi-doublement de l'excédent commercial pour le Grand Est par rapport à 2020

POSITIONNEMENT DU GRAND EST PARMIS LES RÉGIONS FRANÇAISES

ANNÉE 2021 (SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU SOLDE EXPORTATIONS - IMPORTATIONS)	Exportations		Importations		Solde (en millions d'€)
	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	
Grand Est	65 071	13,5	59 228	10,0	5 843
Occitanie	37 117	7,7	32 135	5,4	4 982
Bourgogne - Franche-Comté	20 780	4,3	19 123	3,2	1 657
Nouvelle-Aquitaine	25 918	5,4	26 054	4,4	-136
Corse	65	0,0	453	0,1	-388
Bretagne	11 553	2,4	13 172	2,2	-1 619
Centre-Val de Loire	21 303	4,4	24 331	4,1	-3 028
DOM	618	0,1	5 401	0,9	-4 784
Auvergne - Rhône-Alpes	60 782	12,6	66 016	11,1	-5 234
Normandie	37 905	7,9	44 414	7,5	-6 508
Pays de la Loire	18 551	3,9	27 552	4,7	-9 002
Provence-Alpes-Côte d'Azur	25 940	5,4	42 240	7,1	-16 300
Hauts-de-France	53 843	11,2	72 727	12,3	-18 883
Ile-de-France	101 367	21,1	159 627	26,9	-58 260
France entière	480 812	100,0	592 477	100,0	-111 665

La somme des valeurs peut être différente du total du fait des arrondis

La nature des opérations comptabilisées :

Les statistiques du commerce extérieur français sont établies selon la méthode dite du « commerce spécial ». Cela signifie que seules sont comptabilisées les marchandises entrant ou sortant réellement de l'économie nationale.

Les importations comptabilisent :

- les marchandises entrant directement dans les circuits de l'économie nationale (destinées à la consommation intérieure directe ou pour ouvroison) ;
- les marchandises retirées d'entrepôts douaniers pour être mises à la consommation ;
- les marchandises originaires d'un pays hors Union européenne mises en libre pratique (acquiescement des droits de douane et respect des normes) sur le territoire national.

Les exportations comprennent les exportations de marchandises d'origine nationale, c'est-à-dire de marchandises produites ou fabriquées entièrement ou en partie dans le pays, ainsi que les réexportations de marchandises étrangères après ouvroison en France ou après mise en libre pratique.

Les opérations exclues :

Sont exclus des statistiques notamment :

- les réparations, l'admission temporaire, l'avitaillement, le placement en entrepôt sous douane de marchandises autres que le pétrole, le transit ... ;
- les flux relatifs à certaines marchandises telles que le matériel militaire, l'or monétaire, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal, les véhicules lanceurs de véhicules spatiaux ;
- les exportations (resp. importations) intracommunautaires d'opérateurs non soumis à l'obligation déclarative statistique pour ces échanges (opérateurs dont le cumul annuel des expéditions-ventes (resp. acquisitions-achats) aux partenaires de l'UE - est inférieur au seuil de 460 000 euros).

Valeur :

Pour la détermination de la valeur statistique de chaque marchandise, la notion retenue est celle de valeur marchande du bien plutôt que la valeur transactionnelle (le prix effectivement payé ou à payer). Cette valeur n'intègre pas le montant des impositions éventuelles liées aux échanges extérieurs (droits de douanes, TVA, restitutions, taxes à l'exportation, accises, ...).

Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière. La valeur des échanges est exprimée en euros.

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2021

Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

La Marne et la Moselle, principaux contributeurs au bilan positif sur le commerce extérieur régional

LE COMMERCE EXTÉRIEUR SELON LES DÉPARTEMENTS

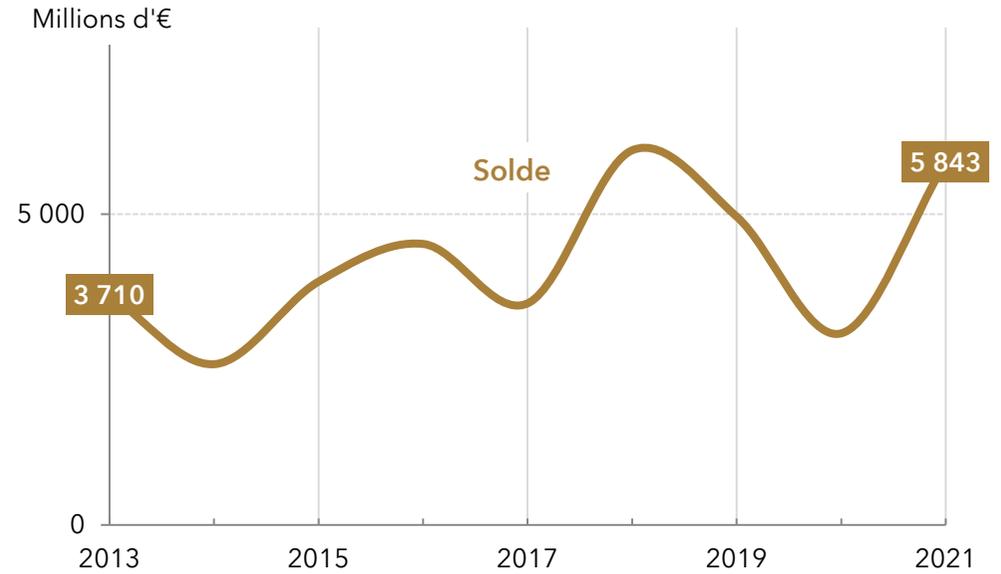
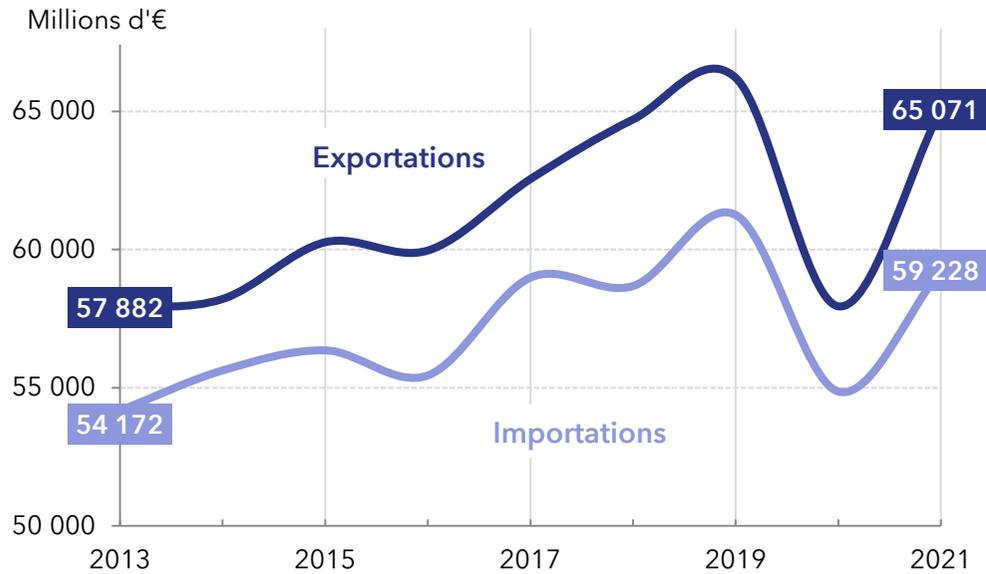
ANNÉE 2021 (SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU SOLDE EXPORTATIONS - IMPORTATIONS)	Exportations		Importations		Solde (en millions d'€)
	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	Valeur en € (en millions)	Part (en %)	
Marne	7 078	10,9	4 367	7,4	2 711
Moselle	11 874	18,2	9 623	16,2	2 251
Bas-Rhin	21 867	33,6	20 500	34,6	1 366
Ardennes	2 029	3,1	1 462	2,5	568
Meuse	1 460	2,2	1 137	1,9	323
Vosges	2 430	3,7	2 151	3,6	279
Haute-Marne	1 059	1,6	1 000	1,7	59
Aube	1 814	2,8	1 774	3,0	40
Meurthe-et-Moselle	2 943	4,5	3 230	5,5	-287
Haut-Rhin	12 518	19,2	13 985	23,6	-1 467
Grand Est	65 071	100,0	59 228	100,0	5 843

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2021

Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

Un retour des échanges commerciaux quasi équivalent à l'avant-crise sanitaire dans le Grand Est

ÉVOLUTION DES CHIFFRES DU COMMERCE EXTÉRIEUR



EN MILLIONS D'€		2013	2020	2021	Taux de croissance annuel moyen, période 2013-2021 (en %)	Évolution 2020-2021 (en %)
Grand Est	Exportations	57 882	57 946	65 071	1,3	12,3
	Importations	54 172	54 864	59 228	1,0	8,0
	Solde	3 710	3 082	5 843		
France entière	Exportations	428 335	417 026	480 812	1,3	15,3
	Importations	507 578	498 656	592 477	1,7	18,8
	Solde	-79 243	-81 629	-111 665		

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2021

Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

L'Allemagne, l'Italie et la Belgique restent les principaux pays partenaires du Grand Est

LES 15 PRINCIPAUX PAYS PARTENAIRES

(SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU VOLUME DES ÉCHANGES EXPORTATIONS + IMPORTATIONS)

EN MILLIONS D'€		2020			2021			Rang 2021 du pays sur l'ensemble de la France
		Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	
1	Allemagne	14 497	14 240	257	16 313	16 450	-136	1
2	Italie	4 507	4 307	199	5 517	4 637	879	3
3	Belgique	3 740	2 847	892	4 522	3 576	946	4
4	Etats-Unis d Amérique	3 947	3 065	882	4 470	2 988	1 482	6
5	Espagne	3 569	2 703	865	4 082	3 104	977	5
6	Pays-Bas	3 340	2 053	1 287	3 703	2 438	1 264	8
7	Suisse	3 179	2 853	325	2 938	2 709	228	9
8	Chine	1 326	3 290	-1 963	1 474	3 949	-2 475	2
9	Royaume-Uni	3 916	1 637	2 279	3 183	1 181	2 002	7
10	Pologne	1 338	1 249	89	1 708	1 576	132	10
11	Autriche	1 131	1 683	-551	1 293	1 122	170	23
12	République tchèque	578	1 397	-819	731	1 210	-478	16
13	Pays non classifiés ailleurs	14	1 897	-1 882	-	1 704	-1 704	20
14	Suède	706	860	-153	848	846	1	18
15	Turquie	574	523	50	719	635	84	12
Ensemble des 15 premiers pays		46 371	44 611	1 759	51 509	48 133	3 375	
Autres pays		11 654	10 110	1 544	13 561	11 095	2 468	
Ensemble		58 025	54 722	3 303	65 071	59 228	5 843	

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2021

Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

La somme des valeurs peut être différente du total du fait des arrondis

Comme l'an dernier, l'exportation de boissons contribue le plus à l'excédent commercial du Grand Est

LES 20 PRINCIPAUX PRODUITS ÉCHANGÉS

(SELON L'ORDRE DÉCROISSANT DU VOLUME
 DES ÉCHANGES EXPORTATIONS + IMPORTATIONS)

		2020			2021			Rang 2021 du produit sur l'ensemble de la France
		Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	
EN MILLIONS D'€								
1	Véhicules automobiles ; carrosseries automobiles ; remorques et semi-remorques	5 329	5 184	145	5 953	4 840	1 113	1
2	Produits pharmaceutiques de base et préparations pharmaceutiques	6 139	6 796	-657	5 562	4 879	683	2
3	Machines et équipements d'usage général	4 939	4 344	595	5 364	4 870	494	3
4	Produits chimiques, engrais, plastiques et caoutchouc synthétique	3 235	3 617	-382	4 315	4 731	-416	4
5	Autres équipements électriques	2 691	2 421	270	3 114	2 981	133	6
6	Équipements automobiles	3 174	2 301	873	3 229	2 739	490	11
7	Produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier	1 746	1 950	-204	2 795	2 730	65	12
8	Boissons	3 668	445	3 223	4 764	531	4 233	17
9	Autres produits chimiques, fibres artificielles ou synthétiques	1 851	1 619	232	2 149	1 733	416	7
10	Métaux précieux et autres métaux non ferreux communs	1 359	1 365	-6	1 804	1 772	32	19
11	Produits en plastique	1 490	1 512	-22	1 684	1 818	-134	15
12	Autres machines d'usage spécifique	1 618	1 274	344	1 821	1 467	354	22
13	Coutellerie, outillage, quincaillerie et autres ouvrages en métaux	963	1 605	-642	1 242	1 980	-738	18
14	Articles d'habillement	1 194	1 731	-537	1 055	1 810	-755	9
15	Instruments de mesure, d'essai et de navigation ; horlogerie	1 525	1 099	426	1 629	1 206	423	20
16	Cuir et articles en cuir	1 341	1 871	-530	1 027	1 719	-692	14
17	Produits de l'agriculture et de la chasse	1 428	387	1 041	1 587	490	1 097	13
18	Pâte à papier, papier et carton	887	842	45	1 099	947	152	35
19	Autres produits alimentaires	936	845	91	1 045	982	63	21
20	Instruments et fournitures à usage médical et dentaire	1 074	1 333	-259	782	1 204	-422	25
Ensemble des 20 premiers produits		46 587	42 541	4 046	52 020	45 429	6 591	
Autres produits		11 402	12 144	-742	13 016	13 767	-751	
Ensemble		57 989	54 685	3 304	65 036	59 196	5 840	

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2021

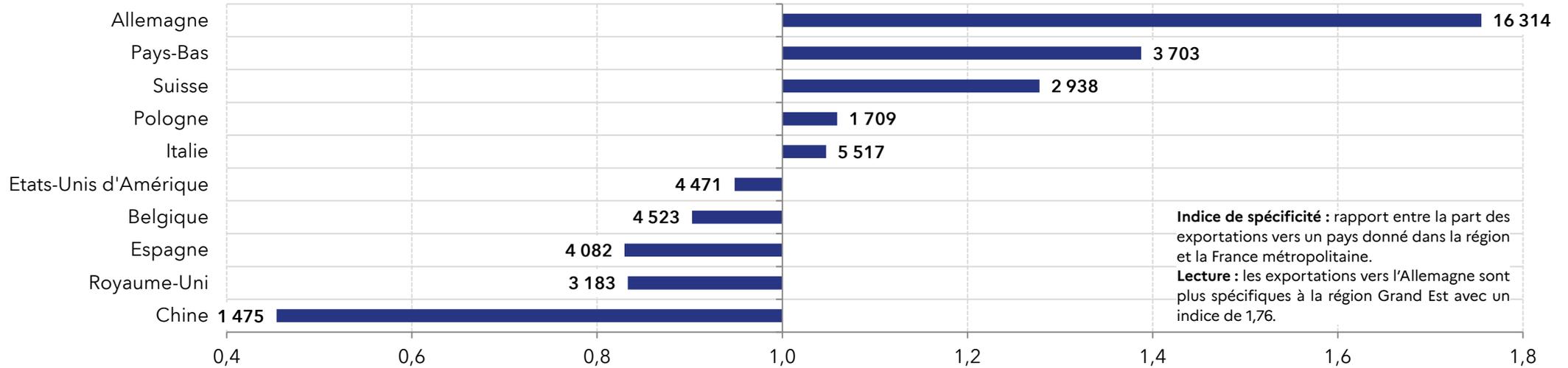
Nature des données : données CAF/FAB (pour les importations coût, assurance et fret compris jusqu'à la frontière nationale, pour les exportations, franco à bord à la frontière) hors matériel militaire

La somme des valeurs peut être différente du total du fait des arrondis

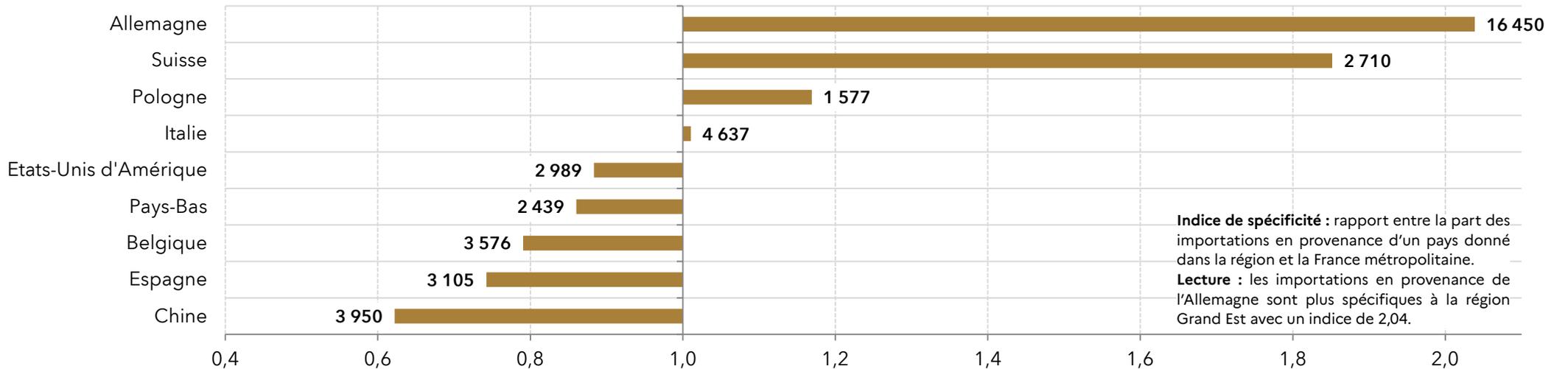
Par rapport à la France, davantage d'importations et d'exportations dirigées ou en provenance de l'Allemagne

SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PAYS

EXPORTATIONS



IMPORTATIONS

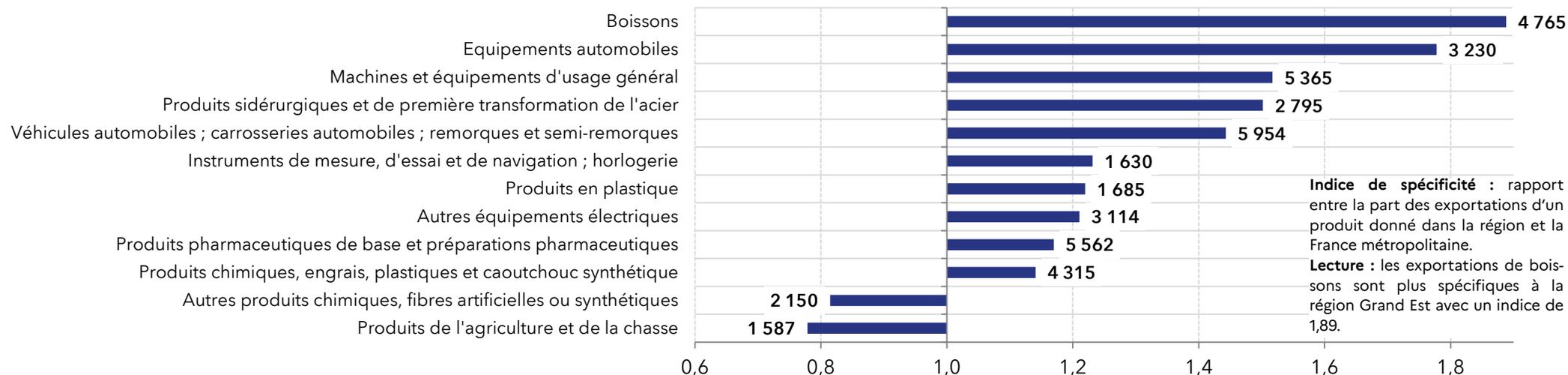


Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2021 Champ : Pays ayant une représentation minimale des exportations / importations de 2 % pour le Grand Est et la France

Par rapport à la France, les exportations de boissons se distinguent et les produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier sont davantage importés

SPÉCIFICITÉ (GRAND EST / FRANCE MÉTROPOLITAINE) ET MONTANTS (EN MILLIONS D'€) DES ÉCHANGES SELON LES PRODUITS

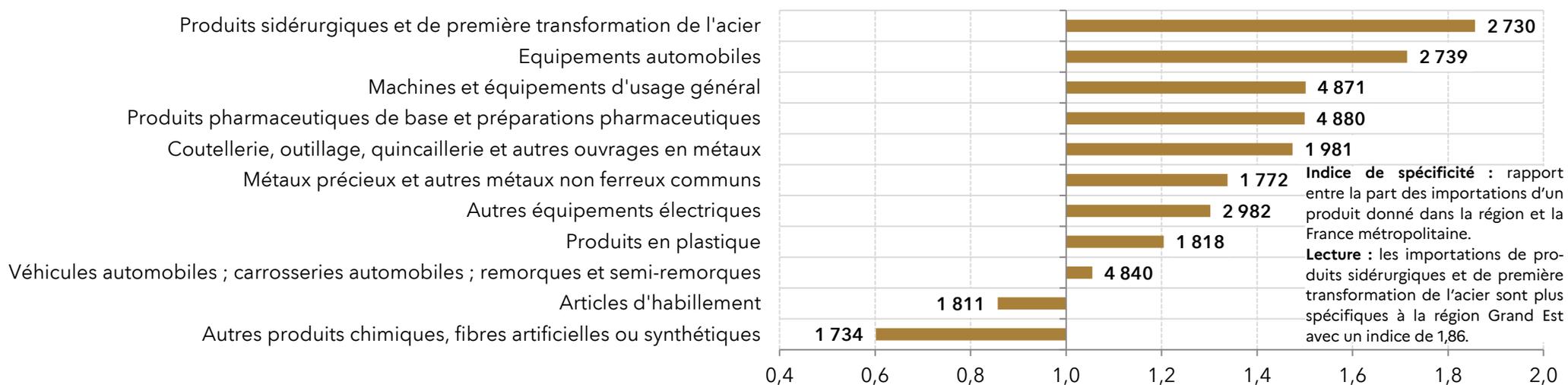
EXPORTATIONS



Indice de spécificité : rapport entre la part des exportations d'un produit donné dans la région et la France métropolitaine.

Lecture : les exportations de boissons sont plus spécifiques à la région Grand Est avec un indice de 1,89.

IMPORTATIONS



Indice de spécificité : rapport entre la part des importations d'un produit donné dans la région et la France métropolitaine.

Lecture : les importations de produits sidérurgiques et de première transformation de l'acier sont plus spécifiques à la région Grand Est avec un indice de 1,86.

Source : Douanes, chiffres en valeur du commerce extérieur, année 2021 Champ : Produits ayant une représentation minimale des exportations / importations de 2 % pour le Grand Est et la France



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

sese

PORTRAIT
DE
TERRITOIRES

Portrait de territoires 2022 - Grand Est

Directeur de la publication : Eloy DORADO

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est

6 rue Hirn - 67 000 STRASBOURG

Service études statistiques et évaluation - Indicateurs septembre 2022 - ISSN 2556-6199

Réalisation Dreetts Grand Est